



## Rapport annuel 2006



LA BANQUE



POSTALE

LA BANQUE POSTALE, BIEN PLUS QU'UNE BANQUE

## SOMMAIRE

---

<b>P. 01</b>	<b>Rapport d'activité 2006</b>
<b>P. 02</b>	<b>Editorial</b>
P. 04	Chiffres clés
P. 06	Faits marquants
<b>P. 10</b>	<b>Organisation</b>
P. 12	La gouvernance
P. 13	L'organisation
P. 14	Le contrôle et le pilotage des risques
P. 16	La Banque Postale et le Groupe La Poste
<b>P. 20</b>	<b>Activité</b>
P. 22	Stratégie
P. 24	Les produits et services
P. 26	Argent au quotidien
P. 30	Epargne et assurance
P. 34	Crédit
P. 35	Prévoyance
P. 36	Les marchés
P. 42	Les modes de distribution
P. 46	La gestion financière
<b>P. 48</b>	<b>Une banque socialement responsable</b>
P. 50	Les acteurs de la banque
P. 53	Le système d'information
P. 54	La qualité
P. 56	Le développement durable
P. 62	La déontologie et la lutte antiblanchiment
<b>P. 64</b>	<b>Éléments financiers simplifiés</b>
P. 66	Bilan et Compte de Résultat consolidés
<b>P. 69</b>	<b>Rapport financier 2006</b>

*"Une banque ouverte et accessible à tous qui place la relation client au cœur de son métier".*

*Sa proximité relationnelle et géographique ainsi que la transparence sont des caractéristiques qui lui donnent une âme différente.*

*Héritière des Services Financiers de La Poste, La Banque Postale, née le 1<sup>er</sup> janvier 2006, incarne à la fois une "banque comme les autres", professionnelle, efficace et rentable, et une "banque pas comme les autres", animée des valeurs postales de proximité et de service au plus grand nombre. Elle est guidée par un principe, l'accueil de tous et une démarche, la recherche pour chacun de ses clients, quelle que soit sa situation, des produits et services bancaires et d'assurance les mieux appropriés à leurs besoins.*

*Filiale bancaire du Groupe La Poste, La Banque Postale est un modèle original dans la banque de détail en France. Attentive aux grandes évolutions de la société, elle s'efforce d'apporter des solutions concrètes et accessibles à tous ses clients, notamment aux populations les plus fragiles. Elle se donne pour mission de toujours mieux répondre à ses clients par une offre adaptée à chaque étape de la vie de chacun. L'ensemble des produits de La Banque Postale comporte une forte composante de services (assistance, protection juridique...).*

*C'est une illustration supplémentaire des valeurs qu'elle met en œuvre au quotidien dans toute sa gamme : la réponse aux besoins essentiels de ses clients, tous les besoins essentiels, rien que les besoins essentiels, avec la meilleure accessibilité et à un tarif raisonnable.*

*La Banque Postale est une banque pour tous, les particuliers comme les entreprises, qui affirme sa différence et parle vrai.*

*La relation de confiance qui l'unit à ses clients et la simplicité de son rapport aux questions financières font la spécificité de son approche commerciale et de sa communication.*



## Editorial

---

La Banque Postale fête son premier anniversaire.

Dépassant les controverses qui ont marqué sa création, elle a réussi son départ lancé. Parfaitement respectueuse du marché, totalement fidèle aux missions des Services Financiers de La Poste, elle a immédiatement trouvé sa place au sein d'un secteur de la banque de détail française en profonde évolution.

Cette place est unique, singulière. La Banque Postale est d'abord une "banque comme les autres", professionnelle, efficace et rentable. Ses résultats, en avance sur son plan de marche, l'attestent. Ses clients ont compris son ambition de les servir toujours mieux et plus complètement. Soucieuse de les accompagner efficacement à toutes les étapes de leur vie en leur apportant un service de qualité et une couverture de leurs besoins essentiels au meilleur prix, La Banque Postale a, en 2006, développé sa gamme en l'étendant à tous les types de crédits à l'habitat et modernisé ses manières de faire et ses produits. Le réseau postal reste un atout essentiel pour apporter à ses clients un conseil personnalisé, mais elle est aussi un des leaders de la banque à distance en France ; elle est ainsi en mesure de servir ses clients 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, où qu'ils se trouvent. A l'heure de la concentration bancaire que connaît notre pays, elle joue pleinement sa carte.





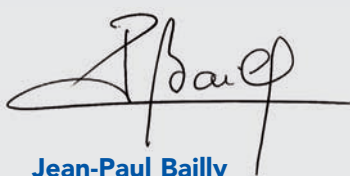
Mais La Banque Postale est aussi, et surtout, une “banque pas comme les autres”. A l’heure de la sélection du client rentable, elle a pour fondement l’accueil de tous afin de trouver la solution la plus appropriée aux besoins de chacun, du plus modeste au plus fortuné, du plus jeune au plus âgé, du client rural à l’habitant des grandes métropoles, y compris des zones urbaines sensibles les plus difficiles.

C’est dans ce cadre qu’elle exerce deux missions d’intérêt général de première importance : l’accessibilité aux services bancaires et le financement du logement social, tout particulièrement à travers le Livret A. La force de La Banque Postale, c’est d’être capable de concilier ces missions d’intérêt général avec l’exercice d’une activité bancaire dans un cadre de droit commun. Cela n’allait pas de soi.

Pour poursuivre ces missions de manière pérenne, pour apporter à La Poste une activité qui justifie l’existence d’un réseau qui est le premier réseau de proximité en Europe, La Banque Postale doit poursuivre son développement rentable dans un contexte de plus en plus concurrentiel. Ceci implique qu’elle soit en mesure d’apporter à tous ses clients tous les produits et services qu’ils attendent d’une banque. C’est cela qui anime l’ensemble des acteurs de La Banque Postale, ces hommes et ces femmes qui font la banque au quotidien.

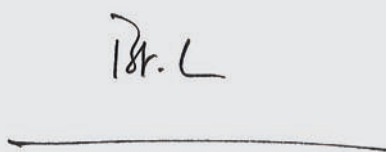
La force de ses concurrents, leur développement en Europe et dans le monde qui, à un terme qui se rapproche, va ouvrir le marché et nécessiter des outils nouveaux et coûteux, sont autant de défis qui touchent directement La Banque Postale.

Tous ceux qui sont attachés à sa présence et à ses valeurs sauront, soyons-en sûrs, assurer son succès.



**Jean-Paul Bailly**

Président du Conseil de Surveillance  
de La Banque Postale  
Président du Groupe La Poste



**Patrick Werner**

Président du Directoire  
de La Banque Postale

## Des chiffres qui parlent...



# 29,3

millions  
de clients

# 239,8

milliards d'euros  
d'encours

# 11,17

millions  
de Comptes  
Courants Postaux

# 1

milliard de contacts  
directs tous canaux  
confondus

# 5,41

millions de  
cartes bancaires

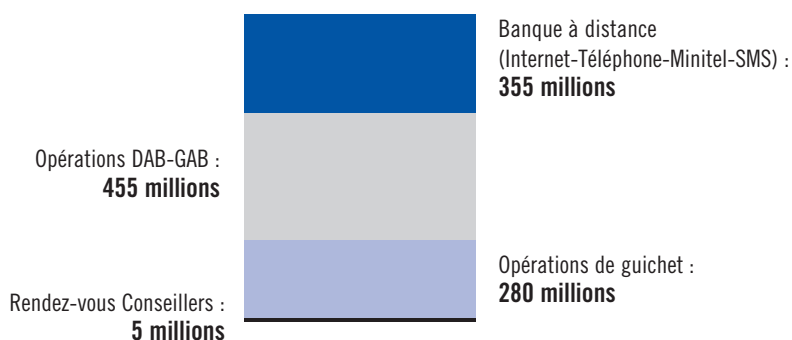
# 3,5

millions d'abonnements à  
[www.labanquepostale.fr](http://www.labanquepostale.fr)



# 4 955

DAB/GAB  
3<sup>ème</sup> réseau français



Répartition des contacts par canal

... et des résultats qui comptent .....



**4,613**

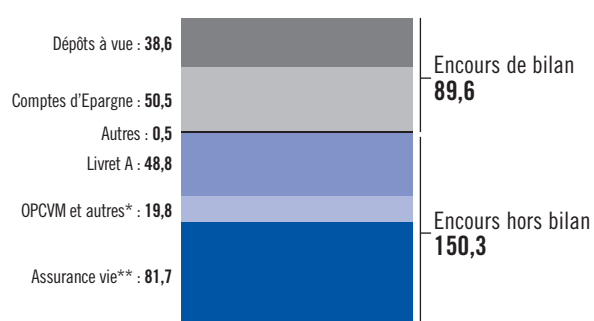
milliards d'euros  
Produit Net  
Bancaire (PNB)

**378,5**

millions d'euros  
Résultat Brut  
d'Exploitation  
consolidé

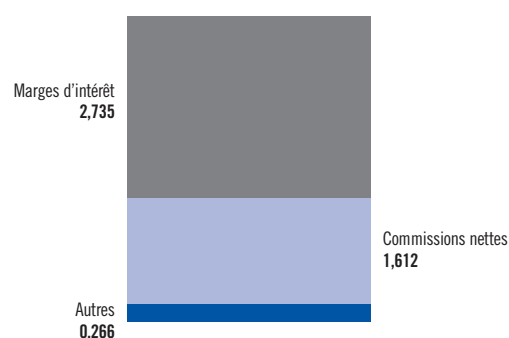
**372,4**

millions d'euros  
Résultat Net  
consolidé



\* y compris liquidités PEA. \*\* y compris Unités de Compte

**Répartition des encours**  
(en milliards d'euros)



**Formation du PNB 2006**  
(en milliards d'euros)

## Les dates fondatrices

**13 JANVIER 2004**

L'Etat et La Poste signent le contrat de Performances et de Convergences qui pose le principe de la création d'un établissement de crédit au sein du groupe La Poste.

**20 MAI 2005**

La loi de régulation des activités postales autorise la création de La Banque Postale.

**30 NOVEMBRE 2005**

La Banque Postale reçoit l'agrément du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (CECEI).

**21 DÉCEMBRE 2005**

La Commission Européenne donne son feu vert à la création de La Banque Postale.





# Faits marquants



## Le lancement de La Banque Postale

### Décembre 2005, les jours les plus longs...

La Banque Postale se prépare pour accueillir tous ses clients. Quel que soit le canal de communication utilisé, tous les acteurs de La Banque Postale sont au rendez-vous. L'organisation interne est en place dans le respect des obligations réglementaires.

### Des opérations de bascule réussies qui témoignent du savoir-faire des acteurs de la banque.

Pour assurer une continuité de service exemplaire à tous les clients, près de 300 personnes ont été mobilisées au sein de 13 chantiers pendant 2 ans sur les opérations techniques de bascule : comptabilité, informatique, logistique, finance, communication, banque à distance, distributeurs automatiques de billets (DAB).

**Plus de 300 000 postiers impliqués en avant-première dans la découverte du nouveau logo de leur banque.**



### Des clients informés de la nouvelle offre de produits et services de leur banque.

■ Par courrier, 23 millions de clients sont personnellement assurés de la continuité de leurs opérations et de leurs contrats. Plus de 10 millions de chèquiers aux couleurs de La Banque Postale sont envoyés automatiquement. C'est l'aboutissement d'un processus long et délicat qui aura mobilisé les équipes des Centres Financiers.



■ Dans les 14 000 bureaux de poste, tous les documents et imprimés ont pris l'identité de La Banque Postale.

**Par ailleurs, tous les services en ligne et à distance revêtent les couleurs de La Banque Postale :**

le nouveau site internet [www.labanquepostale.fr](http://www.labanquepostale.fr), avec des services supplémentaires, le Minitel, Audioposte, Allô Poste Bourse ainsi que les messageries

vocales, SMS et serveurs internet entreprises. L'activation des écrans des 4 851 Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) ainsi que leur initialisation comptable sont également réalisées dans la nuit du 31/12/05.

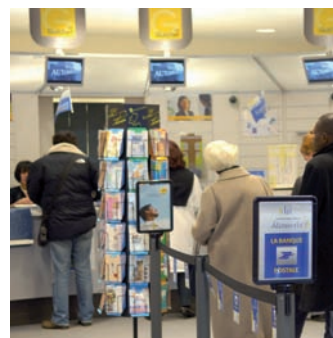


## Une belle année à grande vitesse

**Le 1<sup>er</sup> janvier 2006, La Banque Postale est créée.**

**Dès le 2 janvier, La Banque Postale va au devant de ses clients.**

Ils sont accueillis dans les bureaux de poste avec l'opération "Bienvenue dans votre banque". Trois millions de dépliants explicatifs intitulés "Les Services Financiers de La Poste deviennent La Banque Postale" sont distribués.





### Le Train de La Banque Postale sillonne toute la France du 31 janvier au 19 février

pour expliquer et faire découvrir la banque à l'ensemble des clients : particuliers, entreprises et associations, partenaires, institutionnels et élus, médias... 20 villes étapes, soit près de 8 000 kilomètres parcourus, 19 000 visiteurs, 75 événements clients.

### La Banque Postale affirme son identité.

Le logo s'appuie sur les symboles de La Poste : la couleur bleue et jaune et l'oiseau sont les signes de reconnaissance de La Poste pour 98 % des Français. Le choix d'une écriture sobre et lisible

dans un carré évoque la stabilité du monde bancaire. Le fond gris avec un reflet lumineux évoque la technologie.

Et bien plus encore...

La plus fameuse des Transatlantiques change de nom et devient la "Route du Rhum – La Banque Postale" pour les éditions 2006 et 2010. La Banque Postale démontre ainsi qu'elle partage pleinement les valeurs d'engagement, d'honnêteté, de performance et de proximité de cet événement sportif et populaire d'exception.



Les filiales prennent leur marque : le 12 septembre, Sogeposte devient **La Banque Postale Asset Management**, filiale à 100 % de La Banque Postale.

En 2007, Assurposte, filiale de La Banque Postale et de CNP Assurances, deviendra **La Banque Postale Prévoyance**.

La Banque Postale entre en scène avec de nouveaux produits et services

Dans le cadre de la modernisation de sa gamme, La Banque Postale s'est appuyée sur deux piliers principaux : l'épargne, plus particulièrement l'assurance vie, et le crédit immobilier.

Et bien plus encore...

L'assurance vie car elle est le placement financier préféré des Français. "Parce qu'il y a plusieurs vies dans une vie", La Banque Postale a créé **Vivaccio**, le premier contrat d'assurance vie multisupports pour la vie.



Le crédit immobilier parce qu'il est un produit essentiel pour le client et pour la banque en matière de fidélisation, structurant durablement la relation bancaire. La Banque Postale lance ainsi sa gamme de sept crédits immobiliers avec l'offre **Pactys**.

...Et bien plus encore...



### Une couverture prévoyance santé offerte à tous les skippers de la "Route du Rhum – La Banque Postale"

Signe de son engagement dans cette aventure sportive, La Banque Postale offre gratuitement, en association avec la Mutuelle des Sportifs, une couverture prévoyance santé à tous les skippers. Une première pour ce type de compétition et pour un nombre aussi important de concurrents (85 inscrits).

### Vivaccio : un service téléphonique d'information et d'orientation

est inclus dans chacune des formules pour faciliter la vie au quotidien.



### La Banque Postale défend le Livret A

A travers son rôle de **réseau collecteur**, La Banque Postale remplit pleinement **deux missions d'intérêt général** intimement liées : garantir au plus grand nombre l'accessibilité aux services bancaires et contribuer au financement du logement social.

Par son action, La Banque Postale a ainsi fait du Livret A un outil essentiel d'insertion dans la vie économique et sociale des populations les plus fragiles.

Plusieurs centaines de milliers de personnes utilisent leur Livret A comme seul instrument bancaire au quotidien.

**C'est parce que La Banque Postale est la banque de tous**, accueillant aussi bien les clientèles modestes que les clients aisés, qu'elle peut jouer ce double rôle. Toute modification du dispositif, sans garantir un meilleur service aux Français, fragiliserait les conditions actuellement réunies pour l'accomplissement des missions dévolues à La Banque Postale et mettrait par conséquent en péril l'équilibre du financement du logement social.

### La Banque Postale va au devant des marchés

En novembre 2006, La Banque Postale procède à sa première émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros. Elle rapproche ainsi sa structure de fonds propres de celle de ses concurrents.

### La vie sociale de la banque s'installe

**Parce qu'elle considère que préserver la qualité du dialogue social est une condition essentielle d'un développement durable, La Banque Postale s'est engagée dans la construction d'un socle social pérenne.**

La Banque Postale reconnaît pleinement et encourage l'exercice du droit syndical basé sur le respect, le dialogue et la confiance. En témoignent la qualité et l'importance des 8 accords signés en 2006 **dans trois domaines** : l'épargne salariale, la négociation salariale et le droit syndical, avec, à chaque fois, **une forte représentativité**.

La mise en place de la vie sociale au sein de La Banque Postale se place également **sous le signe de l'innovation** : pour la première

fois au sein du Groupe La Poste, **le vote électronique** est mis en œuvre pour l'élection de ses représentants au Conseil de Surveillance.

### La Banque Postale ouvre son école

**Parce qu'elle est attachée au professionnalisme de ses acteurs et au développement de leurs compétences, elle crée pour ses salariés "l'Ecole de La Banque Postale".**



L'Ecole de la banque a accueilli ses premiers élèves dès novembre 2006. Ses quatre pôles d'expertise – intégration des nouveaux salariés, développement commercial et service client, maîtrise des risques, management – contribuent à la mise en œuvre de la stratégie de la banque.







Le modèle d'organisation de La Banque Postale est unique sur le marché : il lui confère sa force, son originalité et son exemplarité. Sa force s'incarne dans tous ses acteurs, collaborateurs de la banque, des Centres Financiers, informaticiens, Conseillers Financiers et équipes du Réseau qui mettent en œuvre son offre "au nom et pour le compte de La Banque Postale". Ils portent toutes les ambitions de la banque. Son originalité est d'avoir su mobiliser tous ses talents au travers de conventions de service précises établies avec La Poste pour organiser avec transparence et efficacité son activité de banque de plein exercice. Son exemplarité est de s'inscrire dès sa création dans un modèle de gouvernance conforme aux meilleures pratiques de la Place.







Plus de **65 000**  
acteurs ont donné vie  
à un modèle de banque  
unique en son genre.



# La Gouvernance de La Banque Postale

**La Banque Postale a adopté dès sa création les principes d'une Gouvernance conforme aux meilleures pratiques du marché.**

## ■ Les principes directeurs

Le Conseil de Surveillance contrôle la gestion de La Banque Postale et s'assure du bon pilotage de sa stratégie. Il est constitué de dirigeants de La Poste, de représentants des salariés et de membres indépendants.

Le Directoire définit la stratégie et les politiques de La Banque Postale et assure son management dans le respect des dispositions légales et réglementaires. Il informe régulièrement le Conseil de Surveillance des résultats de la banque, de ses projets de développement et de l'évolution de la stratégie.



## ■ Les structures de direction et de contrôle

**Le Conseil de Surveillance** présidé par Jean-Paul Bailly, Président du Groupe La Poste, est composé de 13 membres :

- 7 membres issus du Groupe La Poste,
- 3 membres indépendants,
- 3 membres élus par les salariés en application de la loi de Démocratisation du Secteur Public.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour une durée de 5 ans.

Le Conseil de Surveillance a créé **3 comités spécialisés** pour l'assister dans sa mission :

- Le Comité d'Audit
- Le Comité de Nomination-Rémunération
- Le Comité Stratégique.

**Le Directoire** est composé de deux membres, Patrick Werner, Président et Philippe Bajou.

**La Gouvernance interne** de La Banque Postale est rythmée par la tenue du Directoire, du Comité Exécutif (COMEX), du Comité de Direction (CODIR) et de six comités présidés par un membre du Directoire :

- Comité Marketing,
- Comité Qualité Client,
- Comité des Risques,
- Comité de la Conformité et de la Déontologie,
- Comité ALM,
- Comité Stratégique des Systèmes d'Information.



Le Comité de Direction  
de La Banque Postale

# L'organisation

## DIRECTOIRE

**Patrick Werner, Président\***  
**Philippe Bajou**

**Direction  
Financière**  
Yves Brassart

**Direction  
des Ressources  
Humaines**  
Bernard Condat

**Direction  
de la Stratégie**  
M. ...

**Direction de la  
Communication**  
Sylvie Lefoll

**Direction  
de la Qualité,  
des Processus  
et des Procédures**  
Bernard Condat

**Direction  
Juridique**  
François Schwerer

**Inspection  
Générale**  
Yves Caplain

**Direction de  
la Conformité**  
Marc Levy

**Direction  
des Risques**  
Alain Saubole

**Direction  
Marketing  
et Commerciale**  
Marie Cheval

**Direction  
des Opérations  
Bancaires**  
Bernard Rayne

**Direction  
des Opérations  
Financières**  
Pierre-Manuel  
Sroczyński

**Direction  
des Systèmes  
d'Information**  
Philippe Blin

**Pôle Assurances**  
Danielle Wajsbrodt

**Secrétariat  
des Instances**  
Bernard de Marnhac

**Représentants  
Territoriaux  
de la Banque**

**Paris et  
1<sup>ère</sup> couronne**  
Eric Moitié

**Paris 2<sup>e</sup> couronne  
et Picardie**  
Catherine Epstein

**Nord-Est**  
Bernard Feissat

**Franche-Comté,  
Bourgogne,  
Rhône-Alpes**  
Jean-Luc Thiebault

**Méditerranée**  
Philippe Bettinger

**Centre,  
Massif central**  
Danièle Faivre

**Midi-Atlantique**  
Patrick Noulette

**Ouest, DOM,  
Corse**  
Anne-Laure Bourn

\* M. Patrick Werner exerce également la fonction de Directeur Général délégué de La Poste, chargé des activités financières. A ce titre, il coiffe la Direction de l'Exploitation des Services Financiers, les Centres Financiers et la Direction Informatique des Services Financiers.



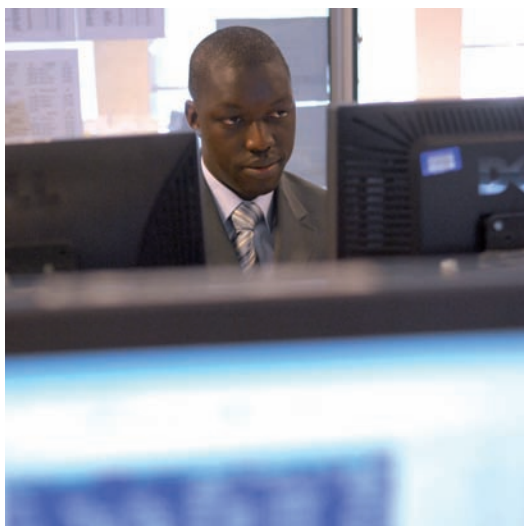
# Contrôle et pilotage des risques

Créée le jour même de la mise en application de la nouvelle réglementation bancaire sur la Conformité, La Banque Postale s'est organisée pour répondre immédiatement aux obligations légales en matière de pilotage des risques et de contrôle interne.

Cette organisation prend en compte les spécificités de l'activité de La Banque Postale et de son organisation.

Deux filières placées sous la responsabilité de l'un des deux membres du Directoire ont été créées, mobilisant des moyens significatifs :

- une filière en charge du respect de la conformité.
- une filière en charge des risques ;



**La Direction de la Conformité** est en charge de la maîtrise du risque de non-conformité, c'est-à-dire du risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naîtrait du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières.

Pour exercer ses missions, elle s'appuie sur une filière de plus de 200 contrôleurs territoriaux en charge de la vérification des opérations dans le réseau.

**La Direction de la Conformité** est également responsable de la Déontologie et du respect des règles en matière de prestations de services d'investissement ainsi que de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

**La Direction des Risques** intervient dans les domaines :

- **du risque de crédit** : risque de perte financière du fait de l'incapacité d'un client à honorer ses obligations contractuelles en matière de prêt ou d'utilisation de ses moyens de paiement ;
- **du risque de marché** : risque de pertes en raison d'évolution défavorable des prix des instruments financiers ou des paramètres de marché ;
- **du risque de contrepartie** : risque de pertes liées au défaut d'une contrepartie de nature bancaire ou d'un émetteur en ce qui concerne les transactions sur les marchés financiers ;
- **des risques structurels de liquidité** : risques liés à la gestion du bilan y compris risques qu'engendraient des déséquilibres non prévus entre les actifs et les passifs, ainsi que le risque de ne pouvoir mettre en place les financements nécessaires pour faire face aux engagements de La Banque Postale ;
- **du risque opérationnel** (hors risque de non conformité) : risque résultant de l'inadaptation ou d'une défaillance imputables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs.

**Ces deux directions sont responsables, chacune pour ce qui la concerne, de la mise en œuvre du contrôle permanent.**



Outre les Comités du Conseil de Surveillance, et notamment le Comité d'Audit qui examine les comptes et apprécie le niveau de contrôle interne de la banque, **le pilotage des risques** s'appuie sur plusieurs instances internes, dont la tenue régulière garantit une traçabilité de l'ensemble des décisions, de leur contrôle et du suivi de leur mise en œuvre.

**Le Comité de la Conformité** se prononce sur les enjeux et méthodologies du domaine de la conformité et de la déontologie, y compris en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme.

**Le Comité des Risques** se prononce pour sa part sur le niveau du risque admissible pour chacune des activités de la banque et en effectue une évaluation régulière.

**Le Comité ALM** veille aux grands équilibres du bilan.

**Le Comité de Veille Réglementaire** a pour mission d'assurer la prise en compte effective par l'ensemble des directions concernées, des évolutions législatives et réglementaires affectant le secteur bancaire.

**Le Comité des nouveaux produits** vérifie, avant tout lancement d'un nouveau produit, que les risques liés à ce produit ont été répertoriés puis soumis aux procédures et contrôles adéquats. Ce comité contrôle également la conformité et la déontologie des informations présentées à la clientèle quel que soit le support utilisé.

Enfin, le contrôle périodique est assuré par l'Inspecteur Général qui s'appuie sur deux corps de contrôle forts d'une centaine de personnes : **l'Inspection Bancaire**, en charge des audits d'entités, et **l'Audit**, en charge des audits de processus.



# La Banque Postale et le Groupe La Poste

La Banque Postale s'inscrit pleinement dans la stratégie du Groupe La Poste tant pour sa mise en œuvre au quotidien que par sa participation active aux grands projets définis par le groupe.

## LE MODELE POSTAL DE BANQUE : des relations étroites entre La Poste et La Banque Postale

La Poste est  
**actionnaire**  
de La Banque  
Postale

Le capital de  
La Banque Postale  
est détenu à 100 %  
par La Poste.

La Poste est  
**prestataire**  
**de service** de  
La Banque Postale

Les acteurs de  
la banque agissent  
"au nom et pour  
le compte de  
La Banque Postale",  
notamment au  
travers du réseau  
Grand Public.

La Poste est  
**fournisseur**  
et **cliente** de  
La Banque Postale

La Banque Postale  
est le premier  
client du métier  
"Courrier".  
La Banque Postale  
est la banque  
principale de  
La Poste.



## La Poste, prestataire de services de La Banque Postale : principes de fonctionnement

**Pour sa mise en œuvre au quotidien, La Banque Postale recourt aux moyens de La Poste au travers de deux catégories de conventions :**

### ■ Le recours au personnel de La Poste

Le personnel de La Poste auquel La Banque Postale recourt, met en œuvre les politiques de la banque "au nom et pour le compte de La Banque Postale". La Poste a une obligation de moyens envers la banque, et met en place les effectifs tels que définis par La Banque Postale.

■ **Sont concernés les personnels** de la Direction de l'Exploitation des Services Financiers (DESF), des Centres Financiers (CF), des Centres Financiers Nationaux (CFN), de la Direction de l'Informatique des Services Financiers (DISF), et de la Chaîne Commerciale Services Financiers du réseau de La Poste.

■ **Ce personnel est géré par la hiérarchie postale et les règles RH de La Poste** auxquelles s'ajoutent les règles spécifiques formulées par La Banque Postale et nécessaires à l'exercice de l'activité bancaire (critères de formation, de recrutement). La Banque Postale définit également les qualifications requises pour les guichetiers.

■ **La Banque Postale supporte le coût complet des personnels** y compris les coûts d'encadrement, de supports et d'immobilier et en assure la gestion prévisionnelle. Pour le personnel dédié aux activités bancaires au sein du Réseau, les Guichetiers et les Chefs d'Etablissement, elle est maître des critères d'habilitation, des parcours de formation requis, et de l'habilitation finale selon un circuit clairement défini.

### ■ La prestation de service

La Poste agit comme prestataire de service pour le compte de La Banque Postale pour les prestations de guichet. Pour celles-ci, les conventions définissent les prestations à réaliser, leur tarif unitaire pour couvrir au minimum les coûts de La Poste, leurs modes de réalisation et les critères quantitatifs et qualitatifs de service.

■ **Un principe de responsabilité** : La Banque Postale est globalement responsable de la bonne exécution des opérations bancaires, financières et d'assurance auprès de ses clients. La Poste est, elle, responsable vis-à-vis de La Banque Postale des opérations qu'elle réalise "au nom et pour le compte de La Banque Postale".

■ **La maîtrise de l'activité** : La Banque Postale est pleinement responsable de la définition et de l'évolution de l'intégralité des processus bancaires et des outils utilisés. Chaque convention est déclinée en contrats annuels précisant les indicateurs et niveaux de qualité attendus.

■ **La Banque Postale est responsable du contrôle des activités bancaires** qu'elle réalise en propre ou qu'elle sous-traite à La Poste. La Poste s'engage à ce que le personnel visé par les conventions de service respecte les règles de déontologie définies par La Banque Postale ainsi que ses directives concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Des contrôles opérationnels sont mis en place par les entités concernées afin de vérifier la mise en œuvre par La Poste des politiques et objectifs décrits dans les contrats annuels.

## La Banque Postale s'inscrit résolument dans les grandes politiques du Groupe La Poste

**La réduction de l'attente au guichet, le développement des services à la personne et la prise en compte du handicap sont au premier rang des politiques du groupe.**

### ■ L'accueil des clients bancaires en bureaux de Poste

**La Banque Postale contribue activement au projet "Contre toute attente" initié par le Groupe La Poste en vue d'améliorer la relation avec ses clients en bureaux de poste et de réduire les files d'attente aux guichets.**

Lancé en juin 2006 dans 40 bureaux de poste de Paris et du Val de Marne, 3 axes prioritaires ont été identifiés pour mener à bien ce projet :

#### ■ L'amélioration de la prise en charge des clients

Le métier de "gestionnaire de clientèle" a été créé pour assurer l'accueil immédiat des clients de La Banque Postale sans qu'ils ne passent par le guichet. Mis en place dans les grands bureaux de poste, le gestionnaire de clientèle se tient dans un bureau de réception proche de la salle du public : il peut ainsi répondre directement aux clients pour les demandes d'information, d'ouverture de compte, de souscription de produits simples et de services rendus après

la prestation de conseil. Cette nouvelle fonction a rencontré, après les premiers tests de satisfaction menés, un vif succès auprès de la clientèle. La banque a donc récemment déployé près de 1500 gestionnaires de clientèle dans ses plus importants bureaux de poste.

#### ■ L'installation d'automates bancaires

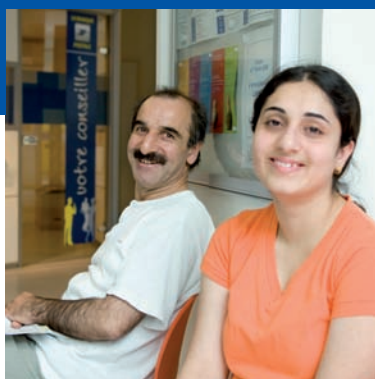
En complément des distributeurs de billets, un programme de déploiement d'automates bancaires est en cours dans les bureaux de poste pour faciliter la réalisation des opérations financières de base telles que : les retraits d'argent, la consultation des soldes de compte, l'historique des mouvements sur compte et la remise de chèques.

#### ■ La simplification des opérations au guichet

Des efforts significatifs ont été entrepris pour simplifier les procédures des transferts d'argent afin de diminuer le temps passé au guichet. La mise en place d'une solution unique pour tous les types de transferts de fonds internationaux s'est traduite par une réduction de près de 20 % du temps de traitement.

Et bien plus encore...

... Et bien plus encore...



### **La Banque Postale teste la mise en place d'une plate-forme d'interprètes**

pour appuyer l'action des bureaux de poste dans le cadre de la simplification des opérations de transferts d'argent internationaux.





### ■ Le développement des Services à la Personne

La Banque Postale participe activement au développement des Services à la Personne : elle est à la fois émetteur de Titres Chèques Emploi Service Universels (CESU) préfinancés et assure par ailleurs la collecte des CESU présentés pour encaissement aux guichets des bureaux de poste.

- Elle a été choisie comme émettrice de Titres CESU par L'ANSP (Agence Nationale des Services à la Personne), "promoteur des actions de mise en œuvre du Plan Borloo".
- Elle travaille sur l'intégration de l'offre de l'enseigne La Poste dans ses produits et dans son offre de CESU préfinancés.
- La Banque Postale poursuivra en 2007 sa démarche avec les autres entités du Groupe La Poste car "les besoins des uns sont les emplois des autres".

### ■ La Banque Postale et la prise en compte du handicap

**Pour La Banque Postale, le sens de l'intérêt général et la responsabilité sociétale qui s'y attache, lui dictent d'être un acteur exemplaire dans la mise en œuvre effective d'une politique en faveur du handicap.**



- **Faciliter l'accessibilité pour tous les handicaps** se décline sur tous les modes qu'il s'agisse de l'accès aux produits et services (clarté, pédagogie, recours au braille pour les DAB), aux locaux (aménagement intérieur/ rampe d'accès), ou au personnel qui est formé pour une meilleure prise en compte des situations de handicap de toutes natures.
- **En interne, l'insertion des personnes "travailleurs handicapés"** est renforcée et se traduit par une politique volontariste de recrutement et de maintien dans l'emploi et par le développement des achats auprès d'entreprises du secteur protégé.

### **La Banque Postale facilite l'accès des DAB aux personnes non voyantes.**

Elle fournit également des relevés de compte en braille et améliore l'accessibilité de ses sites internet et intranet.

### **La Banque Postale facilite la compréhension de ses documents d'information**

pour ses clients en situation de fragilité cognitive.





Les clients de la Banque Postale sont des millions de Français qui apprécient le sens de la proximité et l'approche pragmatique du quotidien dont s'inspirent les produits et services essentiels mis à leur disposition.

L'offre s'adapte à l'évolution des modes de vie : l'ambition de La Banque Postale est d'accompagner ses clients vers ces nouveaux horizons, à toutes les étapes de leur vie, pour la faciliter ou la sécuriser, épargner ou investir, se loger ou consommer.

L'innovation de La Banque Postale pourra être technologique, s'ouvrir sur une relation multicanale, baliser de nouveaux domaines de l'épargne, de l'assurance ou du crédit : elle sera cependant toujours pédagogique, accessible à tous, au meilleur prix, et avec une qualité de service irréprochable.







**29 300 000**  
clients ont choisi  
une banque qui  
leur ressemble.





# Stratégie

**Sur le marché de la banque de détail en France, La Banque Postale occupe une place unique, singulière. Héritière des Services Financiers de La Poste, elle en a repris toutes les valeurs, et toutes les missions d'intérêt général.**

Plaçant le client, tous les clients, au centre de son action, elle a comme objectif fondamental de lui apporter de manière pérenne un service de qualité. Ceci passe par un impératif de rentabilité, seul à même d'assurer cette pérennité de qualité de service en permettant de financer son développement, de réunir les moyens humains et de gestion indispensables.

## ■ C'est pourquoi La Banque Postale s'est fixée à l'horizon 2010, trois objectifs majeurs :

- être la banque principale de 10 millions de clients
- atteindre 5,6 milliards d'euros de Produit Net Bancaire et plus de 1 milliard d'euros de Résultat d'Exploitation
- être la banque multicanale la plus proche de ses clients.

Les acteurs de la banque oeuvrent, chacun à leur manière et dans leur spécialité, à la réussite de ces objectifs.

L'année 2006 a rapproché la banque de leur réalisation.

Le travail tant commercial que sur le plan de la simplification et de l'efficacité des processus a permis de dépasser, à fin 2006, 9 millions de clients actifs en banque principale, sur la ligne des 10 millions en 2010. Lister les actions qui y ont contribué serait long et fastidieux. Beaucoup de travail a été fait ou entrepris, mais il reste encore beaucoup à faire, ce qui laisse encore de larges marges de progrès. L'exceptionnel succès rencontré en 2006 dans les ouvertures de comptes et contrats, dans la souscription de packages, dans le rajeunissement de la clientèle d'assurance vie, laissent bien augurer de l'avenir, pour autant que La Banque Postale sache trouver les moyens de répondre aux effets de l'important mouvement de concentration bancaire que 2006 a encore accentué.

**Son produit net bancaire et son résultat 2006 sont en ligne, voire meilleurs que son plan de marche.** Ils sont poussés par une politique d'équipement de la clientèle qui, lancée après celle des clients bancarisés dans les établissements concurrents, tourne à plein régime. La réorganisation des forces de vente et la stabilité de l'organisation du réseau devraient donner à la collecte une force supplémentaire en 2007.



■ **Aujourd'hui, le client souhaite pouvoir entrer en contact avec sa banque à tout moment et en tout lieu.**

**Le Réseau reste bien sûr absolument central, notamment pour le premier contact avec le client et la délivrance d'un conseil patrimonial personnalisé. Mais il doit être impérativement complété, stimulé, appuyé par toutes les formes de canaux alternatifs.**

Leur usage se développe très rapidement, stimulé par la baisse des prix des équipements des ménages en haute technologie et leur utilisation de plus en plus simple par tous. La Banque Postale améliore en permanence ses services de banque à distance et son réseau d'automates.

**La proximité de la banque est certes géographique, mais elle doit être aussi relationnelle.**

C'est aussi une manière d'abaisser encore les prix des services bancaires concernés, car il est normal de faire profiter le client des baisses de coûts que ces canaux électroniques permettent d'obtenir. Ainsi, en 2007, l'abonnement aux Services Internet de la banque deviendra gratuit.

■ **La Banque Postale a donc réussi en 2006 son départ lancé.**

Pour autant, les choses ne sont pas gagnées sur le moyen ou le long terme. Même si La Banque Postale, de par ses tarifs raisonnables notamment sur les incidents de fonctionnement du compte, est moins exposée que d'autres sur ce plan, elle doit affronter une concurrence de plus en plus forte, et cela avec les effets de discontinuité vis-à-vis du client liés à l'impossibilité pour elle de proposer du crédit à la consommation ou de l'assurance IARD.

C'est un handicap de plus en plus lourd à l'heure du SEPA (Single European Payment Area) ou de la levée de l'interdiction du cobranding des cartes bancaires, qui annoncent le développement des cartes de crédit alors que les Français sont essentiellement dotés de cartes de débit.

**On le voit, La Banque postale doit relever d'importants défis. Pour cela, elle est animée d'un esprit partenarial, comme elle l'a été depuis quelques années pour différents aspects de son activité, dès lors que ces partenariats lui permettent de mieux servir ses clients et de se développer plus rapidement.**



## Les produits et services

**Fidèle aux valeurs de confiance, d'accessibilité et de proximité, la démarche de La Banque Postale repose sur la recherche pour chacun de ses clients, quelle que soit sa situation, de produits et services bancaires répondant à ses besoins et ses attentes.**

La Banque Postale adopte une démarche bien à elle de conception de ses produits et services qui peut être résumée en une phrase : **“identifier les besoins essentiels du client, couvrir tous les besoins essentiels, rien que les besoins essentiels, avec la meilleure accessibilité possible, et à un tarif raisonnable”**.

**“Couvrir tous les besoins essentiels”** signifie le plus haut degré d'exigence en matière de responsabilité et de qualité de service, et notamment de conseil vis-à-vis de ses clients. Travailler sur le patrimoine et la couverture d'un client contre les risques est une responsabilité majeure que les acteurs de La Banque Postale remplissent chaque jour.

**“Rien que les besoins essentiels”** signifie que La Banque Postale s'interdit toute démarche de vente forcée quelle que soit sa forme.

**“Avec la meilleure accessibilité possible”** signifie être accessible à tous et exiger que les produits soient conçus en conséquence. Ceci concerne notamment les seuils d'accès aux produits d'épargne. Il y a dans cette démarche un souci constant de “pédagogie de l'épargne” qui est dans la grande tradition des Services Financiers de La Poste.

**“A un tarif raisonnable”** signifie que La Banque Postale recherche le prix le plus juste dès lors que sont couverts les coûts inhérents à une qualité de service pérenne et à une bonne couverture des besoins essentiels, et qu'est assurée une marge raisonnable permettant de financer le développement organique de la banque.

Dès sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2006, La Banque Postale a étoffé sa gamme de produits et services et lancé deux offres qui ont remporté un remarquable succès tout au long de l'année :

**Vivaccio**, le nouveau contrat d'assurance vie, a séduit plus de 400 000 clients en 2006 ;

**Pactys**, la nouvelle gamme de prêts immobiliers.

Argent au quotidien, Epargne et Assurance, Prévoyance, Crédits... dans l'ensemble de sa gamme les produits de La Banque Postale portent en eux le positionnement de La Banque Postale, **Bien plus qu'une banque.**

**En 2007, La Banque Postale entend parfaire sa relation avec ses clients** en construisant avec eux une relation durable, en leur apportant les bonnes réponses au bon moment et en leur offrant une gamme de produits toujours plus compétitifs, innovants et simples.

Parallèlement, La Banque Postale poursuivra l'extension de la gamme crédit et notamment le lancement d'une offre à destination des jeunes.





## Les filiales et participations

### Des experts au service de nos clients

Fortement intégrées à l'action de la banque, les filiales et participations de La Banque Postale apportent des savoir-faire spécialisés et jouent un rôle essentiel sur les plans stratégique, financier et technique. Elles interviennent dans quatre grandes domaines : l'assurance, la gestion d'actifs, l'immobilier et les moyens de paiement.

Elles sont pour l'essentiel regroupées au sein de la Holding SF2 autour de quatre activités :

#### Assurance

Sopassure détient les intérêts de La Banque Postale dans :

- CNP Assurances,
- Assurposte et Sogerco

#### Gestion d'actifs

La Banque Postale Asset Management, Efiposte Gestion, XAnge Private Equity

#### Immobilier

Crédit Logement, Ciloger

#### Moyens de paiement

avec notamment des participations dans BMS et SFPMEI (porte-monnaie électronique), la Société Financière de Paiement – filiale créée en 2003 avec Western Union, Europay France, la SAS Carte Bleue, Eurogiro



# L'argent au quotidien

L'effet "Banque Postale", en 2006, c'est la souscription de plus de 900 000 conventions de compte. Cette année a également été marquée par la poursuite des innovations dans le domaine de la monétique avec notamment le lancement de la carte bancaire cadeau, premier jalon de La Banque Postale dans le domaine du prépayé.

## ■ Une croissance soutenue du nombre de comptes en 2006

**La Banque Postale enregistre plus de 175 000 nouveaux CCP, net de fermeture, pour atteindre un total de 11,17 millions de CCP en 2006.**

Les offres groupées, qui associent des services essentiels avec l'utilisation et le suivi du compte, bénéficient également de cet effet "Banque Postale" avec plus de 900 000 souscriptions en 2006 :

■ D'une part, les packages BAGOO pour les jeunes, en progression de 16 %. Régulièrement salués par la presse ou les sites comparatifs pour leur excellent rapport qualité prix, ces offres existent en deux formules et simplifient la vie des 800 000 clients qui les ont adoptées.

■ D'autre part, l'offre ADISPO pour les plus de 25 ans, équipe 2,4 millions de clients (+ 31 %). Elle se décline en trois versions :

- **ADISPO Essentiel** (+ 36 % de souscriptions en 2006) destiné aux clientèles modestes, qui a constitué le modèle des Gammes de Paiements Alternatifs que les banques doivent toutes proposer à leurs clients.
- **ADISPO Privilège** (+ 42 % de souscriptions en 2006) dédié à la clientèle en banque principale.
- **ADISPO Premier**, la déclinaison haut de gamme, connaît une croissance exceptionnelle de 84 %.

## L'offre BAGOO

**BAGOO 16/17 ans** est destiné à apprendre la banque aux plus jeunes, à l'aide d'une carte sécurisée et d'assurances perte et vol très complètes.

**BAGOO 18/25 ans** offre un large choix de moyens de paiement, un grand nombre de réductions et d'avantages tarifaires dans des domaines variés.





Cartes Cadeaux Bancaires

### La monétique s'affirme comme source de croissance et vecteur d'innovation

La Banque Postale répond aux souhaits de ses clients de concilier liberté d'utilisation et maîtrise de leur budget. La gamme des nouveaux produits se compose de la carte cadeau bancaire, du porte-monnaie électronique Monéo et du chèque cadeau "CA DO chèque".

Et bien plus encore...

Les cartes bancaires de La Banque Postale progressent vite, tant en nombre qu'en diversité de l'offre, avec un parc de 5,41 millions de cartes en circulation fin 2006. La Banque Postale progresse deux fois plus vite que le reste du marché et reste leader et innovante sur le marché de l'assurance des moyens de paiement.

**Toujours à la pointe de l'innovation en matière de moyens de paiement, La Banque Postale a lancé en 2006 sa Carte Cadeau Bancaire.**

Comme une carte de paiement classique, cette carte prépayée offre la liberté de disposer librement de la somme offerte au crédit, jusqu'au dernier centime d'euro et dans une parfaite sécurité d'utilisation, via une puce, une piste et un code confidentiel. Elle est acceptée par plus de 1,1 million de commerçants en France et 24 millions de commerçants affiliés au réseau VISA dans le monde.

Ce produit original propose un montant préchargé entre 40 et 799 €. Une gamme de visuels répond aux différentes occasions de cadeaux : Noël, anniversaire, etc. Une carte cadeau aux couleurs de l'UNICEF est aussi proposée qui prévoit un reversement de un euro par carte à l'organisation internationale. Cette première du genre en France illustre la posture solidaire et innovante de La Banque Postale.

**La Banque Postale est un promoteur dynamique du Porte-Monnaie Electronique MONEO.**

150 000 clients de La Banque Postale sont des utilisateurs actifs de MONEO sur leur carte bancaire ou un support dédié. Forte de ce savoir-faire, La Banque Postale s'est notamment vue confier l'acquisition des flux MONEO sur les horodateurs de la Ville de Paris.



Cartes Moneo : séries limitées



...Et bien plus encore...



**Toute la gamme des cartes bancaires propose des garanties et services associés comme Alliatys +.**

"Avec son produit Alliatys d'assurance des moyens de paiement, les Services Financiers avaient déjà innové en 2004 en y incluant une garantie "Vol de téléphone mobile" puis des garanties "Accompagnement Psychologique et Social" et "Sports et Loisirs" en 2005. En 2006, la garantie "Protection Juridique" est enrichie d'une information "tout conseil" à coût constant.





### Les chèques cadeaux confirment la pertinence du modèle de distribution multicanal.

Au travers de leur coentreprise Titres Cadeaux, La Banque Postale et Natexis Banques Populaires sont entrés en Octobre 2006 sur le marché des chèques multienseignes. Destinés aux entreprises, comités d'entreprise et particuliers, ces titres sont distribués sous une marque unique, CA DO Chèque, dans un premier temps, par les réseaux commerciaux des partenaires fondateurs.

Ouvert en novembre, le site internet [www.cadocheque.com](http://www.cadocheque.com) permet de commander en ligne.

13 millions d'euros ont déjà été émis sur deux mois confirmant l'engouement des clients pour ce canal de distribution.

- 1,1 million de chèques ont été émis pour une valeur faciale de 13M €
- 53 enseignes acceptent déjà le CA DO Chèque

L'affiliation de nouvelles enseignes nationales est prévue en 2007 ainsi que le lancement de la carte CA DO multi-enseignes.

### La Banque Postale, acteur incontournable des transferts d'argent internationaux en France

La Banque Postale reste de loin l'acteur majeur en France pour les transferts d'argent internationaux auprès des particuliers grâce à son offre très complète.

■ En 2006, près de 10 millions de transactions ont été traitées.

Outre les virements de compte à compte, La Banque Postale offre une gamme de transferts d'argent adaptée à tous les besoins, tant en terme de rapidité que de prix :

- mandat ordinaire international (5 jours, couvrant 150 pays),
- mandat express (2 jours, couvrant 12 pays),
- transfert Western Union ("intraday" sur 200 pays).



Cette année a été marquée par le renouvellement du contrat commercial avec Western Union, leader mondial du transfert international d'argent.

Parallèlement, la Société Financière De Paiement (SFDP), filiale commune de La Banque Postale et de Western Union, développe en France une distribution complémentaire à celle des bureaux de poste afin de répondre aux besoins diversifiés des personnes envoyant de l'argent à l'étranger. Elle compte 47 agences et réalise un Chiffre d'Affaires de 4,77 millions d'euros pour un Résultat Net de 0,93 millions d'euros.

■ La stratégie de La Banque Postale dans ce domaine vise à :

- assurer une couverture géographique globale ;
- conforter ses parts de marché sur l'Afrique du Nord et subsaharienne par une approche ciblée s'appuyant sur la complémentarité des produits de la gamme ;
- accroître ses parts de marché en Asie et en Europe de l'Est en s'appuyant sur le produit le mieux adapté à chaque corridor ;
- moderniser son offre avec la dématérialisation des mandats et le développement de nouvelles solutions telles que les transferts par cartes prépayées, mobiles, internet ;
- augmenter la couverture des virements internationaux pour encourager la bancarisation des clients et réduire le coût des transferts ;

■ La Banque Postale participe aussi activement au réseau IFS (International Financial System) de l'Union Postale Universelle. Opérationnel depuis 2000, ce réseau regroupe 32 pays dont 12 avec lesquels sont échangés des mandats électroniques. Des accords d'échanges sont en préparation avec la Russie, la Chine, l'Inde, l'Ukraine et l'Afrique du Sud.

■ La Banque Postale participe au “projet Afrique” qui vise à interconnecter 26 pays de l'Afrique subsaharienne et à compléter les partenariats existants.



# Epargne et Assurance

**Avec près de 40 millions de comptes et contrats en Epargne et Assurance, La Banque Postale termine sa première année d'existence en dépassant les 200 milliards d'euros d'encours gérés : une année exceptionnelle en ce qui concerne l'assurance vie, complétée par la refonte de la gamme OPCVM et, plus largement, la poursuite d'une stratégie visant à répondre à tous les besoins de tous les clients tout au long de leur vie.**

## ■ Proposer des produits financiers accessibles à tous : La Banque Postale innove encore...

**En associant pédagogie pratique de l'épargne et créativité des produits, La Banque Postale suscite l'intérêt du plus grand nombre ... et la reconnaissance de la presse spécialisée.**

La Banque Postale marque sa différence avec une perception encore affinée de l'évolution des modes de vie en lançant un produit d'assurance vie radicalement nouveau.

Et bien  
plus  
encore...

■ Vivaccio, contrat d'assurance vie multi-supports, est lancé le 2 janvier 2006.

Là encore, La Banque Postale innove. Ce contrat accompagne le client tout au long de sa vie, s'adapte à ses attentes et ses projets en lui permettant de se constituer un capital en douceur. Il associe des garanties et des services d'assistance à l'effort d'épargne pour une sécurité optimale.

■ La force de Vivaccio est d'être allé plus loin dans l'appréciation du besoin des clients. C'est un produit "tout en un" qui conjugue épargne, garanties, services d'assistance en y associant des contrats de prévoyance spécifique.

■ Avec 400 000 contrats souscrits, Vivaccio a rencontré un vif succès en 2006, salué par 6 récompenses dont le grand prix spécial de l'Innovation 2006 du magazine Le Revenu.

## Le prix "Effie" pour Vivaccio

Le film publicitaire de Vivaccio a reçu le prix Effie qui récompense les dispositifs de communication les plus efficaces pour le secteur banque et assurance.



...Et bien  
plus  
encore...



## Vivaccio se décline en 5 formules selon le profil des investisseurs

Elles correspondent chacune aux grandes étapes de la vie. Le passage d'une formule à l'autre se fait en conservant l'antériorité fiscale du contrat. Vivaccio est accessible dès 75 €.

## Soucieuse de faire profiter le maximum de clients

de ses innovations, La Banque Postale a enrichi son contrat d'assurance vie GMO donnant ainsi la possibilité à ses détenteurs de bénéficier de services d'assistance et de garanties lancés dans le cadre de VIVACCIO. Le contrat haut de gamme Ascendo évoluera également selon la même logique.





### ■ Des lancements à succès pour les nouveaux fonds de La Banque Postale

■ **5 nouveaux fonds à capital garanti ont été lancés par La Banque Postale.** Ces fonds ont recueilli près de 600 millions d'euros de souscription.

– Quatre fonds STIMULO : ces placements à quatre ans permettent de multiplier les opportunités de gain grâce à une indexation sur un panier de six indices boursiers internationaux.

– Un fonds PROGRESSIO 2006 : ce placement à plus long terme et aux orientations plus diversifiées permet, grâce à une gestion active, de bénéficier d'un effet cliquet permanent qui sécurise une partie des plus-values réalisées.

■ Afin de toujours mieux répondre aux attentes de ses Clients Patrimoniaux, La Banque a lancé **2 nouveaux Fonds Communs de Placement dans l'Innovation**. Cette offre a été complétée par le **lancement d'une SCPI "Robien recentré"** Atout Pierre Habitation 2 et par le **lancement de la SOFICA La Banque Postale Image** qui investira majoritairement dans des films produits par des sociétés indépendantes françaises.

### ■ Apporter un conseil personnalisé à ses clients sur les Plans d'Épargne Logement

La Banque Postale place en effet le conseil apporté aux clients au cœur de ses préoccupations et considère qu'il est généralement de leur intérêt de conserver leurs Plans d'Épargne Logement anciens qui bénéficient d'une rémunération encore très attractive et d'une disponibilité quasi immédiate. Contrairement à d'autres établissements, La Banque Postale n'a donc pas incité ses clients à transférer les avoirs de leurs PEL de plus de 10 ans vers l'assurance vie ou d'autres produits d'épargne.

### Sopassure

La Banque Postale et les Caisses d'Épargne ont réuni leurs participations dans CNP Assurances dans une holding commune, Sopassure. La Banque Postale représente 37 % du chiffre d'affaires de CNP Assurances.

### La Banque Postale et CNP Assurances

Depuis plus de 150 ans, CNP Assurances propose une gamme complète de produits d'assurances épargne, retraite et risque-prévoyance distribués via les réseaux des bureaux de poste et des Caisses d'Épargne. La Banque Postale hérite naturellement des accords commerciaux et capitalistiques noués historiquement entre CNP et La Poste.

Ainsi, La Banque Postale élabore en partenariat avec CNP Assurances ses produits d'assurance vie, Vivaccio en est un exemple parfait.

En juin 2006, La Banque Postale et CNP Assurances ont renouvelé leur partenariat commercial pour la période 2006-2015. Les dispositions prévues assurent des bases solides et pérennes pour la croissance de l'activité de La Banque Postale dans l'assurance vie. Elles comportent notamment un volet qualité de service qui lui permettra de progresser encore dans le service qu'elle doit à ses clients.



**SOGERCO :**Chiffre d'Affaires : **26,9 M €**en progression de **26,7 %**.Résultat Net : **15,8 M €**en progression de **28,8 %**.**■ Une année exceptionnelle à tous égards pour l'assurance vie**

**Dans un contexte très favorable à l'assurance vie, La Banque Postale a atteint pour la première fois près de 12 milliards de Chiffre d'Affaires.**

■ Le Chiffre d'Affaires est en augmentation de **36,5 % par rapport à 2005** en tenant compte des transferts dits "Fourgous" et de 16,6 % hors transferts "Fourgous".

■ Ce dynamisme se retrouve en termes d'équipement sur l'ensemble de la gamme (Vivaccio, Ascendo, Solésio) et de rajeunissement de la clientèle, plus particulièrement grâce au succès de Vivaccio.

La progression des souscriptions, tous produits confondus, est de 26 % par rapport à 2005.

■ **65 000 clients ont profité de l'amendement Fourgous.** La perception favorable de la tendance boursière les a incités à dynamiser le rendement de leur contrat d'assurance vie (1,8 Md € de Chiffre d'Affaires sous forme de transfert).

**■ Une participation active aux introductions en bourse**

L'implication de La Banque Postale est toujours forte en matière d'introduction en bourse. Ainsi, la banque a comptabilisé près de 210 000 ordres sur l'introduction en bourse d'Aéroports de Paris, soit une part de marché de 8 % sur la clientèle des particuliers.

**CNP Assurances en 2006**

- 1,145 milliard d'euros de Résultats Net part du groupe (+ 18 %),
- 31,989 milliards d'euros de Chiffre d'Affaires consolidé (+ 20,6 %),
- La Banque Postale détient 17,75 % du capital de CNP Assurances,
- La contribution de celle-ci au résultat avant impôts de La Banque Postale est de 145 millions d'euros.

**SOGERCO**

Et bien  
**plus**  
encore...

**SOGERCO est la société de courtage d'assurances de La Banque Postale,** filiale détenue à 100 % par SF2, holding qui détient notamment les filiales et participations de La Banque Postale. Créée en 1998 par le Groupe La Poste, elle est le conseil et le maître d'œuvre des nouveaux produits d'assurances de risques que La Banque Postale est autorisée à proposer.

...Et bien  
**plus**  
encore...



**L'expertise de SOGERCO pour l'assurance des postiers parce qu'"on n'est jamais mieux servi que par sa banque !"**

Pour les 300 000 postiers, La Banque Postale a construit une offre d'assurance Auto-Habitation-Protection Juridique sur mesure. Construite dans un esprit solidaire et responsable, elle est très compétitive en termes de garanties et de tarifs.



## La Banque Postale Asset Management :

Chiffre d'Affaires : **204,7M €**

Résultat Net : **16,2 M €**

en progression de **57 %**.

Encours gérés : **32,3 Md €**

en progression de **21,5 %**.

### ■ Une gamme OPCVM plus lisible et explicite

**La Banque Postale a entièrement restructuré sa gamme OPCVM et leurs dénominations afin de renforcer sa lisibilité et la qualité du conseil donné au client.**

Elle s'inscrit ainsi dans les orientations préconisées par le rapport de M.Delmas-Marsalet sur la commercialisation des produits financiers.

#### ■ La gamme Particuliers s'articule dorénavant autour de 30 OPCVM renommés selon le principe suivant :

- un radical pour la société de gestion : LBPAM ;
- une indication sur l'univers d'investissement (monétaire, obligation, action) ou son style de gestion (profilé)...
- l'orientation principale du fond (zone géographique, secteur d'investissement, niveau d'exposition au risque actions...).

■ Cette nouvelle structuration permet de mettre à la disposition de chaque catégorie de conseillers (Conseillers Financiers, Conseillers Clientèle, Conseillers Spécialisés en Patrimoine), les produits les plus adaptés à son expertise et à sa clientèle.

■ Enfin, La Banque Postale a complété sa gamme, notamment institutionnelle en créant de nouvelles catégories de parts sur des fonds existants, en particulier sur la gamme actions.



ASSET  
MANAGEMENT

### La qualité de la gestion de La Banque Postale Asset Management a été de nouveau récompensée en 2006.



#### Laurier d'Or

Meilleure gamme actions et diversifiés sur 5 ans – catégorie Banques à réseau (performances arrêtées au 29/09/2006)\*



#### Trophée d'argent LBPAM Obli Court Terme (ex Intensys)

Meilleur fonds obligations euro sur 10 ans (Performances arrêtées au 31/03/2006)\*



#### Trophées de bronze - catégorie Banques à réseau

Meilleure gamme de fonds actions sectorielles sur 3 ans  
Meilleure gamme de fonds obligations en euro sur 3 ans  
Meilleure gamme de fonds diversifiés sur 3 ans (Performances arrêtées au 31/03/2006)\*

\* Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

## La Banque Postale Asset Management

### Sogéposte devient La Banque Postale Asset Management

En septembre 2006, La Banque Postale a acquis les 35 % du capital de la société de gestion SOGE-POSTE détenus jusqu'alors par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Devenue filiale à 100 %, La Banque Postale Asset Management (LBPAM), signifie ainsi plus clairement son appartenance à La Banque Postale et la réalité de son métier, la gestion d'actifs pour compte de tiers.





# Crédit

**Nouvel acteur à part entière sur le marché du crédit immobilier, La Banque Postale a vivement progressé dans un marché qui reste très concurrentiel.**

■ **La création de La Banque Postale s'est accompagnée d'une nette accélération de la production de crédits immobiliers**

**En 2006, le montant des prêts accordés (6 296 M €) est en progression de 25 % par rapport à 2005.**

La fin de la contrainte d'Epargne Logement préalable et l'élargissement de la gamme de prêts immobiliers de La Banque Postale ont été des éléments très favorables. Par ailleurs, ces bons résultats doivent aussi être replacés dans un contexte de remontée progressive des taux des crédits et d'une concurrence tarifaire accrue. **96 400 dossiers** ont ainsi été traités dans les Centres Financiers.

Le versement des crédits progresse de manière similaire avec une production qui dépasse les 5 milliards d'euros sur un marché immobilier toujours très dynamique.

Les encours de crédits immobiliers au 31/12/06 atteignent **20 milliards d'euros**.

■ **La Banque Postale a profondément renouvelé sa gamme de crédits immobiliers en 2006**

Et bien plus encore...

■ **La gamme PACTYS de prêts immobiliers** de La Banque Postale s'est enrichie de nouveaux prêts mixtes pour s'adapter au mieux aux besoins de ses clients, et d'une offre renouvelée à destination des postiers et des collaborateurs de La Banque Postale. Cette offre dédiée représente en 2006 plus de 9 % des prêts accordés. Aujourd'hui, Pactys propose 7 formules de crédit immobilier pour permettre aux futurs propriétaires de concrétiser leurs projets au mieux de leur intérêt.

■ **Le lancement à l'automne 2006 de l'offre de rachat de prêts** positionne désormais La Banque Postale comme un acteur à part entière sur cette activité très concurrentielle.

■ **En matière de Système d'Information**, le déploiement d'un nouveau logiciel (IDEM) pour la saisie des demandes de prêts renforce l'efficacité des Conseillers Spécialisés en Immobilier et du personnel des Centres Financiers. Ce logiciel est couplé à un système expert (OAD) qui analyse chaque demande de prêt afin d'aider La Banque Postale à évaluer les risques liés au crédit.



...Et bien plus encore...

**Les prêts de la gamme Pactys (hors prêts relais) ne comprennent pas de frais de dossier.**

L'offre d'assurance emprunteur, en partenariat avec CNP Assurances, propose des garanties très complètes à un taux parmi les plus bas du marché.

**Assurposte :**Chiffre d'Affaires : **203 M €**en progression de **24,1 %**.Résultat Net : **15 M €**en progression de **23,1 %**.

# Prévoyance

**Avec une gamme de 10 produits, l'offre de La Banque Postale en matière de prévoyance est l'une des plus complètes du marché et couvre les besoins à tous les âges de la vie.**

## ■ Une gamme toujours plus complète ... parce qu'il n'y a pas d'âge pour prévoir

Confirmant sa volonté stratégique d'être un acteur incontournable sur le marché de la prévoyance, La Banque Postale poursuit le développement de sa gamme lancée en 2000.

### Assurposte

La société d'assurance Assurposte développe des produits de prévoyance individuelle et collective adaptés aux besoins de la clientèle de La Banque Postale.

Conformes à ce positionnement, les produits développés et assurés par Assurposte sont fondés sur des valeurs d'accessibilité, de transparence et de service afin d'offrir au plus grand nombre des garanties utiles, au juste prix avec des frais maîtrisés.

En six ans, Assurposte a constitué une gamme complète de 10 produits de prévoyance individuelle couvrant l'ensemble des besoins de protection contre les aléas de la vie.

La Banque Postale et CNP Assurances, actionnaires à parts égales d'Assurposte, ont décidé de faire évoluer sa raison sociale. **Elle deviendra La Banque Postale Prévoyance en 2007.**

Et bien plus encore...

Le succès de cette gamme ne s'est pas démenti en 2006 : avec près de 380 000 contrats souscrits (+ 35 %), une progression du Chiffre d'Affaires de 24,1 %, et de nombreuses distinctions dans la presse professionnelle.

Deux nouvelles offres, **Forfaitys Accidents et Futurys**, sont venues compléter la gamme dès janvier. Ces deux contrats sont commercialisés en accompagnement du contrat d'assurance vie **Vivaccio**.

■ L'assurance complémentaire santé se décline au travers de **Complétys Santé**

■ L'offre **Obsèques Résolys** a été enrichie avec **Résolys Obsèques Prestations**

■ La couverture du risque de perte d'autonomie est assurée par deux contrats, **Protectys Autonomie** et **Quiétude Autonomie**, qui correspondent à des besoins et des capacités de financement spécifiques. Une large gamme de solutions permet de couvrir ses proches en cas de décès prématuré.

En cas de décès accidentel, l'offre **Premunys** permet d'aider ses proches à faire face aux premières dépenses et assure un revenu régulier au conjoint.

En cas de décès, **Seralys Premiers Frais** permet aux proches de faire rapidement face aux dépenses courantes.

**Previalys "Accidents de la vie"** indemnise l'ensemble du préjudice subi lors d'un accident de la vie courante.

## La Banque Postale pense aux familles monoparentales

■ La formule monoparentale développée dans "**Prévialys Accidents de la vie**" répond en tous points aux évolutions de la vie d'aujourd'hui et constitue une garantie "utile" au plus "juste prix".

## Des garanties de prévoyance adaptées à toutes les situations

■ Le contrat de prévoyance **Protectys Autonomie** couvre la dépendance même partielle et inclut un forfait "Premiers Frais" de 3 000 euros ainsi que de nombreux services d'accompagnement à la personne.

■ Le contrat **Futurys** permet de garantir en cas de décès accidentel, aux bénéficiaires désignés, un capital correspondant aux montants des versements mensuels qui restaient à réaliser par l'assuré.

C'est une façon simple et très abordable d'être sensibilisé à l'univers de la prévoyance.

# Les marchés


## Le Marché des Particuliers

**Fidèle aux valeurs de confiance, d'accessibilité, de proximité et de transparence, La Banque Postale est la banque de tous, et favorise l'accès du plus grand nombre aux produits et services bancaires et d'assurance. Près d'un Français sur deux détient aujourd'hui un produit à La Banque Postale.**

### Lutter contre l'exclusion bancaire

**La Banque Postale se veut à la pointe de la lutte contre l'exclusion bancaire. Pour assumer ce rôle, La Banque Postale s'engage à accueillir avec considération toute personne, quelle que soit sa condition, et à proposer à chacun des solutions appropriées à sa situation en matière de bancarisation et même de réappropriation de la relation bancaire si nécessaire.**

Historiquement, ceci passe par le Livret A et le CCP. Plus récemment, par des conventions de compte adaptées (Adispo Essentiel), des moyens de paiement modernes et sécurisés (la carte à autorisation systématique) et par des Services d'Accompagnement à la Personne.

 **La Banque Postale distribue le Livret A** sur l'ensemble du territoire et dans des conditions d'accessibilité uniques. Toute personne peut en demander l'ouverture et obtenir une gamme complète de services gratuits associés comprenant notamment des opérations de dépôt et de retrait d'espèces effectuées au guichet.

Et bien  
plus  
encore...

■ Depuis juillet 2005, La Banque Postale commercialise Adispo Essentiel, à destination des personnes en situation financière fragile. Pour 3 € par mois, cette offre permet l'accès aux services essentiels de gestion quotidienne du compte ainsi qu'à des services spécifiques appropriés aux besoins de cette clientèle. L'offre se compose d'un CCP (Compte Courant Postal), d'une carte de paiement à autorisation systématique, de l'assurance Alliatys sur les moyens de paiement et d'une assistance protection juridique. 300 000 Adispo Essentiel ont été souscrits en 2006.

■ La Banque Postale et l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale (UNCCAS) se sont associées pour améliorer l'accompagnement des personnes victimes d'exclusion bancaire. Une convention a été signée le 8 février 2006 dont l'objectif est d'améliorer sur le terrain l'information, le conseil et l'orientation des personnes en situation d'exclusion bancaire. Elle leur permet de mieux connaître les services qui sont à leur disposition et bénéficier d'une prise en charge personnalisée qui les aidera à sortir d'une situation difficile.

... Et bien  
plus  
encore...

### Le Livret A

A travers son rôle de réseau collecteur, La Banque Postale remplit pleinement deux missions d'intérêt général : favoriser l'accessibilité aux services bancaires et contribuer au financement du logement social.

### Adispo Essentiel

Lors de l'ouverture du compte et de l'équipement en convention, le conseiller financier remet également à son client un guide pédagogique et informatif sur l'activité bancaire.





### ■ Accompany each of its clients, to the measure of its expectations and its resources...

**La Banque Postale souhaite accompagner chacun de ses clients, tout au long de sa vie, en lui offrant l'accès à des produits et services performants au meilleur prix.**

Cette orientation forte s'illustre parfaitement dans le contrat d'assurance vie Vivaccio. Il se décline en 5 formules, chacune correspondant aux grandes étapes de la vie :

■ **Vivaccio Initial** est spécifiquement destiné aux parents désireux de préparer l'avenir de leurs jeunes enfants.

■ **Vivaccio Essor** s'adresse aux jeunes adultes de moins de 30 ans débordant de projets, pour les inciter à épargner en douceur.

■ **Vivaccio Vitalité** aide les actifs de 30 à 60 ans à valoriser leur patrimoine.

■ **Vivaccio Revenus** et **Vivaccio Harmonie** répondent aux besoins des plus de 60 ans souhaitant percevoir des revenus ou optimiser leur patrimoine pour le transmettre.



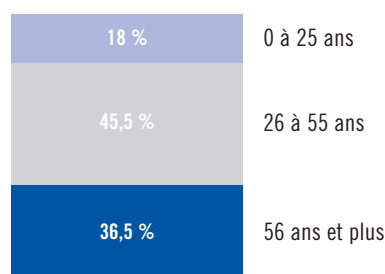
### ■ ... sans oublier les jeunes

**5 millions de jeunes font confiance à La Banque Postale, qui a fait de cette clientèle une de ses priorités.**

L'ensemble de la gamme de la banque est ouvert aux jeunes dans les meilleures conditions d'accessibilité (assurance vie, Livret A, PEL/CEL...) L'offre spécifique pour les jeunes comprend :

■ **Le Livret Jeune**, disponible à partir de 12 ans qui introduit une pédagogie de l'argent et de l'épargne. Elle est relayée sur le site internet associé dédié aux parents et à l'enfant.

■ **Le Compte Bagoo 16-25 ans** qui répond plus spécifiquement aux préoccupations quotidiennes des jeunes pour gérer leur argent en s'adaptant à leur mode de vie. Lancée en 2000 et accompagnée d'un dispositif de communication privilégié, cette offre a rencontré un vif succès avec plus de 800 000 clients au 31/12/06. Outre le partenariat avec NRJ pour les NRJ Ciné Awards renouvelé en 2006, La Banque Postale est allée à la rencontre des jeunes avec le Bus Bagoo qui a sillonné la France durant le mois d'octobre 2006.



**Répartition de la clientèle des particuliers de La Banque Postale par classe d'âge**

**XAnge Private Equity**

Encours gérés : **144 M €**.

Juillet 2006 : le 1<sup>er</sup> tour de table du FCPR de capital développement

Xpansion a été réalisé pour un montant de **33,3 M €**.

29 décembre 2006 : lancement du 12<sup>ème</sup> FCPI "La Banque Postale

Innovation 2" est souscrit à hauteur de **21,3 M €**.

## Le Marché des Clients Patrimoniaux

L'année 2006 est marquée par une progression sensible de la clientèle patrimoniale conformément aux objectifs de développement que La Banque Postale s'est assignée sur ce marché stratégique.

■ **La Banque Postale compte plus de 650 000 clients patrimoniaux disposant d'avoirs monétaires et financiers supérieurs à 75 000 € à La Banque Postale.**

Deux catégories de Conseillers Financiers sont spécifiquement dédiées à cette clientèle : les **Conseillers Clientèle** et les **Conseillers Spécialisés en Patrimoine**. Ces derniers ont désormais la responsabilité directe d'un portefeuille dédié de clients patrimoniaux. La Banque Postale travaille actuellement à la mise en place de Conseillers en Gestion de Patrimoine pour ses clients les plus fortunés.

La gestion du patrimoine des chefs d'entreprise est un axe que La Banque Postale veut développer compte tenu de sa présence auprès d'une clientèle large de petites entreprises et de professionnels.



...Et bien  
**plus**  
encore...

### **La Banque Postale répond à l'une des principales attentes exprimée par sa clientèle patrimoniale :**

bénéficier d'un seul et même interlocuteur pour l'ensemble de ses opérations ! Cela aussi bien dans le cadre de la commodité de sa relation bancaire au quotidien que dans la capacité à disposer d'un conseiller en patrimoine avisé, susceptible de traiter l'ensemble de ses opérations pour une qualité optimale de conseil patrimonial.

**CILOGER**

Au 9<sup>ème</sup> rang des sociétés françaises de gestion immobilière en terme de capitalisation à 523 M € en progression de 7,1 %.

### ■ La Banque Postale poursuit le développement d'une offre de produits et services dédiés à sa clientèle patrimoniale.

■ Une gamme de près de 30 OPCVM conçue par La Banque Postale Asset Management leur est réservée.

■ Ascendo, contrat d'assurance vie en unités de compte à arbitrages est accessible à partir de 75 000 €. Le nombre des ouvertures d'Ascendo a progressé de 89 % en 2006 et ce contrat représente 27 % du Chiffre d'Affaires en assurance vie (hors transferts Fourgous).

■ Des supports de défiscalisation tels que les Fonds Communs de Placement en Innovation (FCPI), la SCPI de Robien "Atout Pierre Habitation" et la SOFICA "La Banque Postale Image 1", viennent compléter la gamme traditionnelle.



■ Une offre spécifique de Gestion sous Mandat développée en 2006 par la filiale spécialisée, **Efiposte Gestion**, s'adresse à des clients souhaitant diversifier leur épargne sur les Marchés Financiers tout en bénéficiant des compétences et de l'expertise de gérants reconnus et expérimentés.

**Efiposte Gestion**, filiale à 100 % de La Banque Postale, est dédiée à la gestion financière de portefeuilles de valeurs mobilières sous mandat. L'activité mandat de gestion a connu un véritable décollage en 2006.

**XAnge Private Equity** gère 8 FCPI à vocation généraliste et conseille XAnge Capital qui a pour vocation d'investir dans des entreprises dont les activités sont connexes aux métiers postaux. Le capital de XAnge Private Equity est détenu à 56,4 % par La Banque Postale et à 33,6 % par ABN-AMRO.

**Ciloger** gère des SCPI. Détenu à 45 % par SF2, filiale de La Banque Postale, elle propose une gamme complète de produits d'épargne immobilière : bureaux, locaux d'activité, centres commerciaux, boutiques et logements. La société a conçu et développé 9 Sociétés Civiles de Placement Immobilier (SCPI) investies en immobilier d'entreprise et en logements dédiés aux clients des réseaux des Caisses d'Epargne, de La Banque Postale, et de la Caixa Bank.



## Le Marché des Personnes Morales : Entreprises, Institutionnels et Associations

Avec plus de 570 000 clients pour 700 000 comptes, le Marché des Personnes Morales représente 4,6 % du PNB de La Banque Postale, soit 238 M €.

### ■ Une offre orientée services et placements

N'ayant pas la possibilité de distribuer du crédit à sa clientèle **Personnes Morales**, La Banque Postale articule son offre autour de trois axes principaux, les produits de Flux, de Placement et de Gestion de Trésorerie, ainsi que différents supports d'Ingénierie Sociale.

**2006 aura été une année de transition sur ce marché stratégique** ; elle a été consacrée à la mise en place d'une organisation commerciale dédiée.

Dans un environnement fortement concurrentiel, La Banque Postale enregistre une **augmentation des encours gérés** ainsi qu'une **progression sensible de la performance commerciale dans la distribution de Services et Moyens de Paiement** sur l'ensemble de la clientèle, de la TPE (Très Petite Entreprise) aux grands comptes. **Plus de 2000 nouveaux contrats** monétiques ont été commercialisés et plusieurs très grandes entreprises ont renouvelé leur confiance à la banque, parmi lesquelles la SNCF.

Ces résultats 2006 illustrent et confirment l'ambition de La Banque Postale de devenir une **banque de référence dans le traitement et la gestion des flux** d'ici 2010.

■ De nouveaux produits ont vu le jour en 2006 : une nouvelle gamme d'OPCVM Actions ainsi que de nouveaux produits de taux.

■ Dans le domaine de l'Ingénierie Sociale, 2006 aura été une année importante marquée par le lancement en Octobre de l'offre de Titres **CESU préfinancés** dont La Banque Postale est l'un des six émetteurs sur le marché. Cette offre a déjà séduit plus de 200 clients Entreprises pour une commande globale de près de 80 000 Titres en 2006.

■ Dans le domaine de l'épargne salariale, La Banque Postale renouvelle sa gamme en créant **Décisiel**, une offre segmentée selon la taille de l'entreprise : **Décisiel PRO** de 1 à 9 salariés, **Décisiel PACK** de 10 à 49 salariés et **Décisiel ENTREPRISE** au-delà de 50 salariés. Cette offre a été complétée par un **PERCO**, Plan d'Epargne Retraite Collective.

Et bien  
plus  
encore...



...Et bien  
plus  
encore...



### Les Services à la Personne et le CESU

La Banque Postale met à la disposition des entreprises des services d'assistance, de conseil, de diagnostic et de mise en relation avec des organismes de Services à la Personne. La Banque Postale émet et commercialise depuis septembre 2006 des titres Chèque Emploi Service Universel (CESU) préfinancés, qui peuvent être souscrits par les entreprises et comités d'entreprise pour leurs personnels.



Et bien  
**plus**  
encore...

**La Banque Postale déploie les "Espaces Entreprises" pour optimiser la qualité et l'efficacité de la relation commerciale avec ses clients.**

Fondé sur une nouvelle segmentation de la clientèle, ce projet doit permettre de mieux répondre aux besoins des clients en terme de conseil et de suivi commercial :

- **Création en 2006 d'un département "Grands Clients" et d'une Filière Entreprises** accompagnée par un cycle de formation complet à destination de tous les acteurs du Front et du Back office.

- **Développement du Multicanal** et mise en service d'un numéro de téléphone "Contact Entreprises" (0820 826 826) ainsi que d'un site internet dédiés.

- **Création d'un réseau physique d'Espaces Entreprises** dans les grandes métropoles régionales et d'outre-mer optimisant les conditions d'accueil et de réception des clients et prospects, dans un cadre propice au développement de la relation commerciale de proximité.



Inauguration du premier Espace Entreprises de La Banque Postale en Guadeloupe au moment de l'arrivée de la "Route du Rhum – La Banque Postale".

### **La Banque Postale va à la rencontre de ses clients Entreprises**

Avec ses Conseillers Spécialisés Entreprises, La Banque Postale est partenaire du **Train de la Création et du Développement d'Entreprises** (du 13 septembre au 15 octobre 2006). A cette occasion, elle a initié "Le Prix Spécial La Banque Postale des Créateurs et Repreneurs d'Entreprises 2006".

# Les modes de distribution

La Banque Postale a pour ambition d'être la banque la plus proche de ses clients. Pour cela, elle met résolument en œuvre depuis plusieurs années une stratégie de distribution multicanale, associant le réseau des bureaux de poste, 23 Centres Financiers joignables par courrier, téléphone et courriel et des services de banque à distance en constant développement.

## Le réseau des bureaux de poste

Le bureau de poste, au cœur du dispositif, reste le point de départ de la relation client (découverte des besoins du client, ouverture d'un compte). Il est le lieu où est rendu un conseil personnalisé reposant notamment sur la souscription de produits d'épargne longue à incidence fiscale et/ou patrimoniale.

### Au service des clients, en 2006

#### Au sein du réseau des bureaux de Poste

- **Le Gestionnaire de Clientèle** : il assure l'accueil immédiat des clients de la banque dans les bureaux de poste.
- **Le Conseiller Financier** : il est l'interlocuteur privilégié de ses clients, il les accueille et les conseille.
- **Le Conseiller Clientèle** : il apporte aux clients le conseil le plus pertinent en matière de diversification de leur épargne.
- **Le Conseiller Spécialisé en Patrimoine** : il conseille et développe une relation bancaire auprès de Clients Patrimoniaux (bilan fiscal, succession, retraite...). Il propose les placements financiers appropriés.
- **Le Conseiller Spécialisé en Immobilier** : il commercialise les prêts immobiliers de la gamme et fait connaître les services de La Banque Postale comme établissement prêteur. En tant que professionnel du crédit immobilier aux particuliers, il monte les dossiers de financement de leurs projets immobiliers.

### Les bureaux de poste se modernisent

La Banque Postale participe activement à la modernisation du réseau des bureaux de poste pour améliorer les conditions d'accueil de sa clientèle.

La mise en place de la nouvelle signalétique de la Banque Postale et du Groupe La Poste lors du lancement de La Banque Postale a été l'occasion d'une opération de communication exceptionnelle dans tous les bureaux de poste : "Bienvenue dans votre banque". Elle s'est déroulée sur tout le mois de janvier 2006.

**1 121 bureaux de poste ont été rénovés en 2006. Pour les plus importants d'entre eux, cette rénovation a été réalisée selon le concept du "bureau du futur" avec trois ambitions** : réaménager la zone d'accueil du public pour mieux orienter les clients, développer une zone de libre service avec des automates qui facilitent les opérations courantes et structurer un espace conseil réservé à La Banque Postale afin de créer un environnement de qualité pour les entretiens.

### L'organisation des forces de vente se perfectionne en 2007

#### Au sein des Espaces Entreprises situés en Centres Financiers

- **Le Conseiller Spécialisé en Entreprises** : il commercialise la gamme des produits de La Banque Postale pour ses clients Entreprises et les accompagne dans leurs projets professionnels.





### ■ La réorganisation commerciale s'accélère

**Engagé depuis 2004, le déploiement de la nouvelle organisation commerciale territoriale du Réseau de La Poste, dite "TERRAINS", s'est accentué en 2006.**

Autour d'un bureau centre, dans une même zone de chalandise, sont regroupés un ou plusieurs points de contact afin d'améliorer la prise en charge des clients tant en milieu urbain que rural.

**A fin 2006, 80 % des bureaux de poste sont passés dans la nouvelle organisation "TERRAINS".** Cela se traduit par une réorganisation des portefeuilles client, et le plus souvent, par une augmentation du nombre de conseillers et la mise en place des nouvelles fonctions commerciales.

**L'évolution du réseau des bureaux de poste passe également par la création de nouveaux points de contact en partenariats.**

**1 080 agences postales communales ont été créées en 2006 en partenariat avec les communes ainsi que 460 Relais Poste.**

Ces points de contacts permettent aux clients de proximité de La Banque Postale de réaliser l'essentiel de leurs opérations courantes (retrait d'espèces notamment), lorsqu'ils ne peuvent se déplacer au bureau de poste.

### ■ La relation bancaire se renforce

**L'année 2006 s'est caractérisée par une augmentation de 19 %, des effectifs de la ligne conseil de La Banque Postale, qui affirme sa volonté de renforcer sa relation avec toutes ses clientèles.**

■ **Les gestionnaires de clientèle passent de 426 à 1 120.** Ils jouent un rôle essentiel dans l'accueil des clients et des prospects de la Banque Postale : ils les reçoivent sans rendez vous pour des demandes d'information, des ouvertures de compte ou la souscription de certains produits.

■ **La ligne conseil continue de se développer avec une augmentation importante de 750 nouveaux conseillers.** Elle compte 5 270 conseillers financiers et 2 130 conseillers clientèle. Cette dernière fonction, nouvellement créée aux côtés du Conseiller Financier et du Conseiller Spécialisé en Patrimoine, a pour mission d'apporter aux clients le conseil le plus pertinent en matière de diversification d'épargne.

■ **Les Conseillers Spécialisés en Patrimoine passent de 588 à 652 en 2006 et les Conseillers Spécialisés en Immobilier de 613 à 694** afin d'accompagner les ambitions de La Banque Postale sur ces marchés.

## La banque à distance

La Banque Postale a été pionnière en matière de banque à distance avec ses Centres Financiers accessibles par téléphone. Aujourd'hui plus que jamais elle exploite tous les canaux à distance : internet, internet sur téléphone mobile, automates de banque, téléphone, minitel, SMS...

### Le nouveau portail internet accompagne la dynamique de la banque

La création de La Banque Postale s'est accompagnée de la mise en ligne de son nouveau portail internet : [www.labanquepostale.fr](http://www.labanquepostale.fr)

Grâce à un graphisme dynamisé et une ergonomie particulièrement simple, la relation bancaire est facilitée pour découvrir les services et produits de La Banque Postale, prendre rendez-vous avec un Conseiller, contacter les Espaces Entreprises, disposer des formulaires de commande à distance de produits tels que TéléTVA ou Titres CESU, ou accéder à l'espace transactionnel sécurisé "[www.labanquepostale.fr](http://www.labanquepostale.fr)".

De nouveaux services ont été mis en place en 2006, permettant aux internautes de découvrir encore plus facilement l'actualité de La Banque Postale : lancement de nouvelles lettres d'information électronique (évolution des marchés financiers, nouveautés commerciales, valeurs liquidatives des OPCVM) et d'un flux d'information ("fil RSS").

Et bien  
plus  
encore...

Cette forte dynamique s'est traduite par une progression soutenue de la fréquentation et de l'utilisation des sites internet : en 2006, les différents sites de La Banque Postale enregistrent une hausse significative de leur fréquentation.

Les services de consultation et de gestion de compte sont encore plus performants et sécurisés avec :

- la mise en place d'un clavier virtuel et d'un code personnel unique,
- la consultation des contrats d'assurance vie et d'assurance prévoyance,
- le nouveau service de consultation des comptes par SMS et sur le 3639,
- la mise en place d'un dispositif de contrôle des ordres de bourse inhabituels...

Fin décembre 2006, 3,5 millions de clients étaient abonnés au service de consultation et de gestion des comptes sur internet (2,7 millions fin 2005). Le service d'alertes par SMS continue de bénéficier d'un fort engouement avec ses 700 000 abonnés (+ 15 %) et plus de 50 % d'alertes émises.

Les services de bourse en ligne ont véhiculé près de 75 % des ordres totaux traités par la Banque Postale pour ses clients. L'activité boursière sur internet a ainsi progressé de 40 %, avec près de 115 000 abonnés au service de bourse sur internet et 15 000 abonnés au service de bourse par téléphone.

...Et bien  
plus  
encore...



### Plus de 200 millions de visites enregistrées en 2006 sur le site web,

dont 70 millions sur le site public d'intérêt général (+ 48 %) et 130 millions de visites sur le site de gestion de compte [www.labanquepostale.fr](http://www.labanquepostale.fr) (+ 70 %).



### ■ Téléphone : l'essor du 3639

Plus de 46 millions d'appels ont été traités en 2006 dont 18 millions en Centres Financiers et 28 millions vers les services de consultation des comptes et les services de Bourse de La Banque Postale.

■ Le développement du numéro court 3639 et la démarche d'équipement de l'ensemble des clients favorisent cette progression.

Et bien plus encore...

■ 19 % des cartes (hors Réalys), 36 % des conventions de compte et 12 % des contrats de prévoyance ont été souscrits par téléphone dans les Centres Financiers.

### ■ Les automates de banque (DAB-GAB) : un parc en augmentation, des fonctionnalités accrues

Le Réseau de la Banque Postale est le troisième Réseau d'Automates de France avec 4 955 automates permettant de retirer de l'argent, mais aussi de consulter le solde des comptes et les cinq dernières opérations.

455 millions d'opérations ont été réalisées sur les DAB-GAB en 2006.

Au-delà de la distribution par le réseau et du développement de la banque à distance, La Banque Postale ne pouvait rester à l'écart du mouvement des banques françaises pour rechercher, notamment sur le crédit, d'autres modes de distribution ou de relation client. Elle s'inscrira donc dans cette tendance en 2007.



### 12 millions de consultations de compte par téléphone (touche 2 du 3639).

Grâce à un dispositif simple, complet et accessible, qui s'appuie sur l'expertise des Centres Financiers, le téléphone continue à jouer un rôle essentiel dans la relation avec nos clients. Il inclut dorénavant le développement des dispositifs de prise de rendez-vous à distance, notamment pour faciliter les ouvertures de compte ou les demandes de crédit immobilier.

# La gestion financière

**Le bilan de La Banque Postale est le reflet du métier qu'elle exerce : celui d'une banque de détail avec des spécificités qui découlent de son caractère récent d'établissement de crédit à part entière.**

La gestion financière du bilan de La Banque Postale poursuit les objectifs traditionnels d'une banque de détail :

- **dégager des marges financières** en ligne avec les objectifs stratégiques de la banque en termes de Produit Net Bancaire,
- **veiller à la régularité de ces marges** en limitant l'impact de la volatilité des taux d'intérêt à laquelle elles sont naturellement exposées.

**En conséquence, la gestion financière anticipe en permanence les évolutions à moyen terme de l'actif et du passif de la banque qui résultent notamment de l'évolution du comportement de ses clients.**

La préparation du passage aux normes IFRS à compter de l'exercice 2007 a fait l'objet d'un soin particulier en 2006 tant en terme d'évaluation de l'impact que de choix de classification IFRS des instruments financiers.

## Le passif

**Les opérations avec la clientèle représentent un encours total de 91,2 Md € au 31/12/2006.**

**Les dépôts à vue** (38,6 Md €)

**Les comptes d'épargne réglementée** (50,4 Md €) et notamment :

- les dépôts Epargne Logement (22,8 Md € de PEL et 6,2 Md € de CEL),
- les Livrets d'Epargne Populaire (13 Md €),
- le Codevi (2,4 Md €), devenu Livret de Développement Durable depuis le 1/01/2007.

**L'enjeu de la gestion financière est de déterminer la maturité moyenne sur laquelle ces fonds peuvent être engagés.** Bien que la plupart soit contractuellement "à vue", ces dépôts sont stables lorsqu'on observe leur historique d'encours. A l'issue d'analyses statistiques et de simulations, les dépôts sont décomposés en deux parties :

- une partie volatile, qui doit rester disponible à tout moment pour faire face aux besoins quotidiens de liquidité des clients,
- une partie stable, plus significative, qui peut être engagée à long terme après prise en compte de scénarii défavorables sur un plan macroéconomique et/ou commercial.







## ■ L'actif

**Les opérations avec la clientèle, essentiellement constituées de prêts immobiliers, représentent un encours total de 21 Md € au 31/12/2006.**

■ Il s'agit donc d'engagements de long terme, d'autant plus que les durées des crédits à l'habitat ont connu une réelle augmentation ces dernières années.

Une structure de bilan atypique dans la banque de détail qui a vocation à se rééquilibrer progressivement.

■ Le montant des dépôts, significativement plus important que celui des prêts, s'explique par une activité limitée sur le crédit immobilier avant la création de La Banque Postale. Cette structure a vocation à se rééquilibrer progressivement du fait de la croissance attendue des encours de crédit immobilier que la banque peut à présent accorder sans épargne préalable.

■ Dans ce contexte, les placements financiers ont une importance fondamentale, tant en termes de montants gérés que de Produit Net Bancaire. Ces placements constituent une composante importante de la gestion des risques à La Banque Postale.

■ Au 31 décembre 2006, ces placements s'élèvent à 76,6 Md €. Pour l'essentiel, il s'agit de titres obligataires de très bonne qualité (titres d'Etat ou assimilés pour 44,4 Md €, et 4,3 Md € d'autres émetteurs). Par ailleurs, 39,6 Md € sont conservés jusqu'à leur échéance, condition nécessaire à une comptabilisation en valeur historique et non en valeur de marché afin de limiter la volatilité de la marge financière.

■ L'année 2006 a été marquée par la décollecte importante sur les PEL de plus de 10 ans en raison d'un changement des règles fiscales. Ce mouvement illustre l'importance d'une gestion prévisionnelle du bilan, organisée pour supporter des scénarii de crise. Ce mouvement de décollecte a pu être absorbé sans cessions d'actifs financiers, le portefeuille ayant été dimensionné pour faire face à un choc de liquidité d'une ampleur encore plus importante que celle constatée.

■ En 2006, La Banque Postale a procédé à une première émission obligataire, de 500 millions d'euros, sous forme de fonds propres complémentaires (Lower Tier II). La Banque Postale étant structurellement prêteuse, le principal objet de cette émission était d'engager un rapprochement progressif de sa structure de fonds propres avec celle prévalant dans les autres établissements de crédit en termes de répartition entre les différentes catégories de fonds propres.

Et bien plus encore...

...Et bien plus encore...

### **La première émission obligataire : un acte fondateur sur les marchés**

En réservant un très bon accueil à cette émission inaugurale, les investisseurs institutionnels, principalement européens, prouvent leur intérêt pour La Banque Postale.

C'est une première étape réussie pour installer le nom de la banque sur les marchés.







La démarche de banque socialement responsable poursuivie par La Banque Postale se veut, comme tout ce qu'elle fait, simple et concrète. Ses valeurs profondes appartiennent à ce qu'on appelle aujourd'hui, le Développement Durable. Se reposer fondamentalement sur des hommes et des femmes partageant ces valeurs et ces objectifs, se donner les moyens d'en contrôler l'application, apporter à chacun, client ou acteur de la banque, la considération qui lui revient, tels sont les objectifs de notre banque.

Mettre à l'unisson les acteurs de la banque par le dialogue social, leur donner les outils pour bien servir nos clients, instaurer un état d'esprit "Développement Durable", être très exigeant sur la déontologie en sont les piliers.

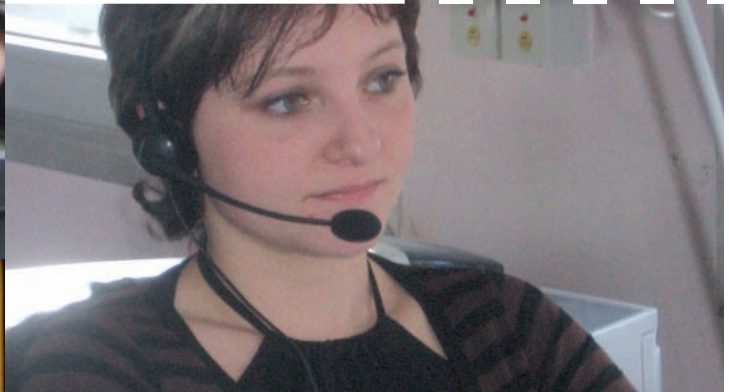






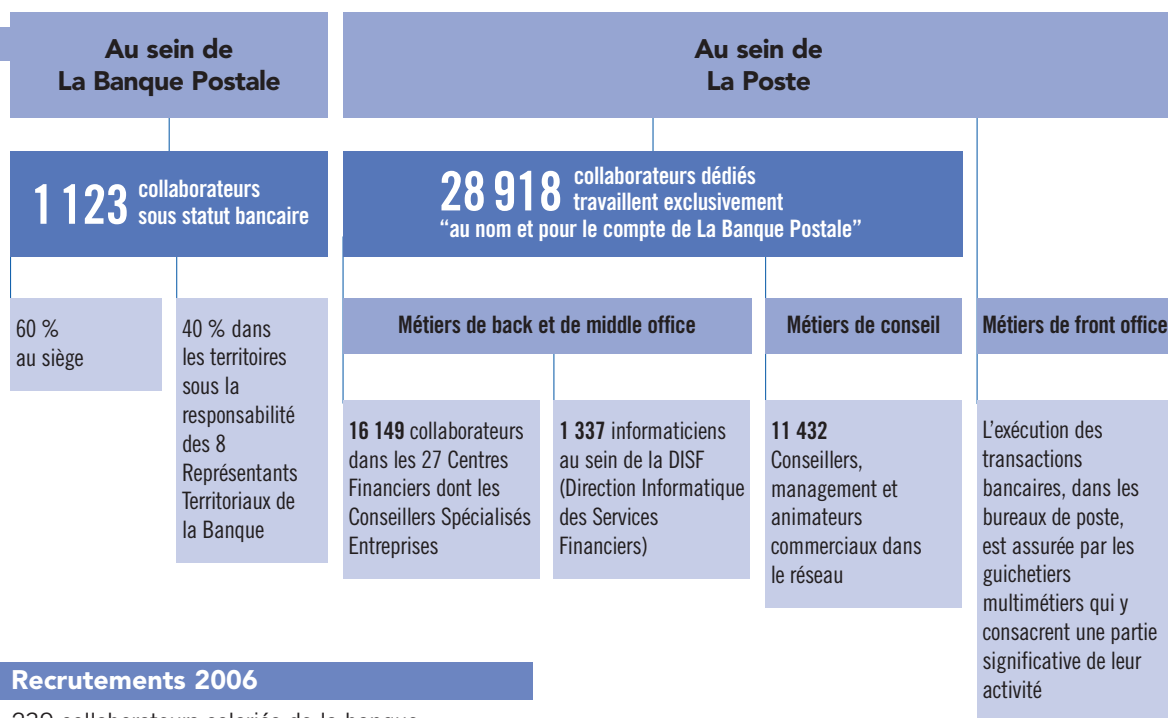
81 %\*  
des acteurs de  
La Banque Postale  
se déclarent prêts  
à s'impliquer dans  
des actions de  
Développement Durable.

\* Sondage réalisé en avril 2006 par la société Motivaction



# Les Acteurs de La Banque Postale

L'organisation adoptée par La Banque Postale lors de sa création s'appuie sur trois cercles d'acteurs au sein du monde postal : les collaborateurs salariés de la banque, ceux des Centres Financiers et de l'informatique de la banque, les conseillers et les guichetiers sous la direction du Réseau Grand Public.



## Recrutements 2006

239 collaborateurs salariés de la banque,  
1670 Conseillers Financiers et  
81 experts en informatique bancaire.

La composition des acteurs de La Banque Postale reflète la diversité de sa clientèle. Elle s'interdit toute discrimination, quelle que soit sa nature. Elle se veut une banque ouverte, rassurante, chaleureuse et humaine, faisant de la proximité sous toutes ses formes (géographique, relationnelle) la base de sa relation avec ses clients. A cette fin, et pour être exemplaire, elle exige de tous les acteurs de la banque un comportement solidaire conforme aux

valeurs postales. Sur les questions de diversité et d'égalité hommes/femmes en matière de promotion et d'accès à la formation, 69 % des postes des Services Financiers sont occupés par des femmes et 50 % des cadres et des conseillers sont des femmes. L'insertion des jeunes est favorisée par des dispositifs d'alternance (apprentis, contrats de professionnalisation...). 1 000 jeunes en ont bénéficié en 2006.





## Ressources humaines : une gestion cohérente dans un esprit de dialogue et une volonté d'ouverture

Et bien plus encore...

### ■ Un socle social pérenne issu d'un dialogue actif engagé dès 2005

L'évolution majeure suscitée par la création de La Banque Postale nécessitait que soit conduit un dialogue social ambitieux avec tous les acteurs concernés, condition essentielle d'un développement qui s'inscrive dans la durée.

■ Dès 2005, une concertation permanente et une négociation active étaient engagées avec les organisations syndicales et les Institutions Représentatives du Personnel au sein du Groupe La Poste.

■ 2006 a été caractérisée par la mise en place d'un socle social pérenne. La Banque Postale reconnaît pleinement et encourage l'exercice du droit syndical, basé sur le respect, le dialogue et la confiance : la chronique de cette année exceptionnelle témoigne de la qualité et de la vigueur de ces relations avec la signature de 8 accords majeurs. Conclues à chaque fois avec une forte représentativité, ils touchent à 3 domaines : l'épargne salariale, la négociation salariale et le droit syndical.

Et bien plus encore...

### ■ La mobilité, un atout majeur qui ouvre des perspectives pour tous

**La Banque Postale est attractive par la diversité de ses métiers et ses parcours de carrière au sein du groupe.**

■ La "Convention de mobilité et de promotion" signée fin 2005 entre La Banque Postale et La Poste apporte le cadre formel nécessaire pour stimuler ces initiatives et favoriser les parcours de carrière alternés.

### ■ La formation, un levier indispensable pour fonder une culture bancaire commune et donner à chacun les moyens de réussir

**La création de la banque a suscité un investissement exceptionnel en formation pour renforcer le professionnalisme des acteurs de La Banque Postale.**

■ L'ambition de la politique de formation est d'œuvrer à la cohésion des acteurs de La Banque Postale en diffusant une culture partagée et en accompagnant chacun dans son évolution professionnelle, qu'il soit dans le réseau, en Centres Financiers, salarié au Siège ou dans les territoires.

■ Ces formations relaient la stratégie de La Banque Postale selon 2 axes majeurs :

– **Le développement commercial** : tous les conseillers ont disposé de formations spécifiques sur l'approche clients et commerciale, soit en moyenne 8,4 jours de formation par personne.

– **Le respect des normes de la profession bancaire** : un vaste programme de formation dédié à la réglementation bancaire, aux risques, à la sécurité des systèmes d'information, à la conformité et à la déontologie a été mené auprès de tous les publics concernés.

■ Au total, 162 000 journées de formation ont été consacrées aux acteurs de La Banque Postale.

... Et bien plus encore...

### La relation sociale au sein de La Banque Postale

s'est construite d'emblée sur des bases représentatives avec un taux de participation de 80 % aux élections du Comité d'Entreprise et des délégués du personnel.

### La signature le 16 mars 2007 d'un accord social pour les personnels des Centres Financiers de La Poste

encourage la mobilité au sein des Centres Financiers et prévoit d'importantes mesures d'accompagnement et de formation pour les collaborateurs évoluant dans le cadre d'un nouveau projet professionnel.



■ **La création de l'Ecole de La Banque** vient enrichir ce dispositif : son objectif majeur est la découverte du modèle postal de banque au travers d'un parcours d'intégration réservé aux nouveaux collaborateurs de La Banque Postale.

### ■ **Les systèmes de rémunération évoluent pour une dynamique d'avantages réciproques**

■ **Pour les collaborateurs de la banque, un dispositif de rémunération collective incitatif**

Avec la signature de 4 accords de juin à octobre 2006, La Banque Postale reconnaît la performance collective et contribue à favoriser l'épargne à moyen et à long terme.

– **L'accord unanime sur l'intéressement et celui sur la participation** démontrent la volonté de la Banque Postale d'associer financièrement et de manière collective ses salariés à son développement et de conjuguer orientation résultats et esprit d'équipe.

– **Les accords sur le Plan d'Epargne Entreprise et le Perco** complètent ce dispositif et permettent aux salariés de se constituer une épargne à des conditions avantageuses et d'améliorer leur pouvoir d'achat au moment de la retraite.

■ **Pour les Conseillers Financiers, un système de rémunération individuelle juste et motivant, en phase avec le marché.**

Pour répondre aux spécificités du modèle postal de banque, La Banque Postale a demandé à La Poste la modification de la politique de rémunération des **Conseillers Financiers généralistes et spécialisés** au sein du réseau.

**L'équilibre dans la rémunération des Conseillers** est instauré dans le nouveau système qui renforce le poids de la partie fixe en cohérence avec le marché, et rend la partie variable plus motivante. Ce nouveau système de commissionnement vise logiquement à favoriser les collaborateurs les plus performants dans leur action commerciale. Cela se traduit par une meilleure prise en compte des spécificités de chaque métier et de la performance individuelle, car une part significative de la rémunération variable est liée à la qualité du travail du Conseiller.

Ce nouveau système de commissionnement vise logiquement à favoriser les collaborateurs les plus performants dans leur action commerciale.

### **L'intéressement à La Banque Postale**

L'accord d'intéressement traduit l'alignement des 3 parties prenantes (actionnaire, management, salariés) sur la stratégie de développement de l'entreprise. En effet, il associe directement les salariés de La Banque Postale à la performance de l'entreprise telle que traduite dans ses indicateurs clés : Coefficient d'Exploitation, Produit Net Bancaire, nombre de clients actifs ou Résultat Brut d'Exploitation.

Dans le cadre du modèle postal de banque, cet accord reflète ainsi la responsabilité nouvelle prise par les salariés de La Banque Postale vis-à-vis du développement de l'offre, l'optimisation des processus liés à l'activité bancaire, l'accompagnement de leur mise en œuvre par le réseau de La Poste et le contrôle des opérations.

# Le Système d'Information de La Banque Postale

## ■ Les nouvelles technologies au cœur du Système d'Information de La Banque Postale

**A La Banque Postale, l'informatique est un outil de gestion, un outil de production et de plus en plus un outil d'aide à la commercialisation. La Banque Postale s'est en effet engagée dans une démarche résolument multicanale au service de ses clients.**

Et bien plus encore...

Le chantier de création du Système d'Information de la banque a abouti le 1<sup>er</sup> janvier 2006. A cette date, l'offre de produits et services, la mise en conformité du système comptable et des opérations bancaires et la qualité de service étaient au niveau des standards les plus exigeants du marché.

Pour cela, la Direction des Systèmes d'Information de la banque s'est organisée autour de trois pôles : une direction des études, une direction de la production informatique et une direction technique.

La création puis le développement de La Banque Postale a conduit la DSI à dynamiser son capital humain par un important dispositif de formation et de recrutement.

Pour favoriser le partage de la connaissance du SI et renforcer la qualité des informations, la DSI et la Direction de la Qualité, des Processus et des Procédures ont harmonisé les liens entre la description du Système d'Information et celle des processus en s'appuyant sur un référentiel commun des applications et des acteurs de la banque.

Les investissements informatiques se poursuivent avec l'évolution de la réglementation bancaire, notamment Bâle II, le SEPA et la directive MIFID. Par ailleurs, La Banque Postale continue d'investir pour élargir son offre de produits et services au travers de ses différents dispositifs de banque en ligne.



... Et bien plus encore...

### **Afin de sécuriser la production informatique,**

les sept centres de traitement ont été rationalisés et regroupés sur deux centres ultramodernes, fonctionnant en miroir, avec un plan de continuité d'activité conforme aux exigences de la place.

### **Plus de 40 000 postes de travail multicanaux ont été déployés**

sur une même architecture afin d'offrir aujourd'hui aux clients de La Banque Postale tous les canaux de la banque en ligne.

# La qualité au service de nos clients

## ■ Satisfaire nos clients pour assurer le développement rentable et durable de La Banque Postale

La Banque Postale cherche en permanence à assurer une relation de qualité adaptée aux besoins et ressources de ses clients. Sa politique qualité est guidée par ses valeurs qui privilégient, en toutes circonstances, l'intérêt du client.

L'engagement et l'exigence de La Banque Postale pour satisfaire ses clients se traduisent de façon très concrète.

■ **Etre exigeant pour ses clients, c'est être performant, se mesurer et se comparer pour toujours s'améliorer.**

Pour preuve de son engagement La Banque Postale a mis en place au sein de son organisation, un Comité Qualité Client. Instance de haut niveau, présidée par un membre du Directoire, il associe les principaux dirigeants de La Banque Postale. Il propose au Comité de Direction les orientations qualité de La Banque Postale, suit et analyse la satisfaction des clients et la qualité du service offert, identifie les bonnes pratiques du secteur et contrôle

l'avancement des plans d'action qualité.

Localement, les responsables des Centres Financiers et du réseau de La Poste mettent en place de nouvelles actions pour améliorer leur fonctionnement conjoint avec comme objectif permanent la satisfaction des clients et une gestion des risques maîtrisée. Au travers de comités régionaux et de rencontres de coordination, ils pilotent la mise en œuvre de la qualité au sein des différentes entités.

■ **Etre exigeant, c'est aussi optimiser la qualité des processus et réduire les coûts de non-qualité.**

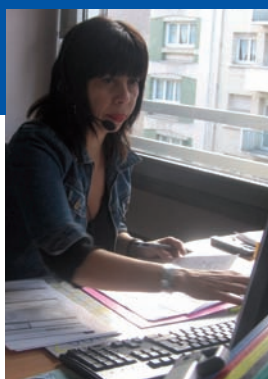
Garantir la qualité des prestations offertes aux clients, c'est aussi s'assurer de la conformité des processus. Pour ce faire, La Banque Postale a mis en place des revues de processus portant sur les activités et les enjeux prioritaires ayant un impact direct sur la qualité des services délivrés aux clients sur tout le territoire.

Des revues locales ont été réalisées au sein des Centres Financiers afin de vérifier la qualité des processus, la conformité aux règles en vigueur, d'élaborer des plans d'action si nécessaire et d'identifier des axes de progrès.

Et bien  
plus  
encore...

La Direction de la Qualité, des Processus et des Procédures coordonne les actions qualité menées par La Banque Postale et vérifie que la synergie entre les différents acteurs – bureaux de poste, Centres Financiers, DSI et partenaires tels que CNP Assurances – contribue parfaitement à la qualité délivrée aux clients.

...Et bien  
plus  
encore...



**Très concrètement, la volonté de La Banque Postale pour encore mieux satisfaire ses clients s'est traduite en 2006 par :**

- la mise en place de revues de processus,
- la contribution de La Banque Postale aux actions de réduction de l'attente en bureaux de poste,
- la mise en place de gestionnaires de clientèle pour assurer un meilleur accueil de la clientèle bancaire en bureaux de poste,
- le déploiement de méthodes et d'outils pour améliorer le professionnalisme et la réactivité de nos Conseillers.





■ **Etre exigeant, c'est une implication de tous les instants des acteurs de La Banque Postale.**

La démarche d'innovation participative de La Banque Postale s'inscrit dans la continuité de celle du Groupe La Poste. A la fois entrepreneuriale, managériale, technologique et participative, l'innovation est un gage de performance et un vecteur de confiance. La première richesse d'une entreprise, ce sont ses hommes et ses femmes. Une ressource immense au sein des organisations de La Banque Postale. Au quotidien, en contact direct avec leurs clients, ils observent, innovent et proposent des solutions créatives, riches de simplicité et remarquables d'efficacité. L'implication des Centres Financiers dans l'innovation participative est un vrai atout à La Banque Postale. Pour preuve, un taux de participation très élevé (46 % des collaborateurs) avec 9 525 idées déposées en 2006 dont 8 305 appliquées et une économie estimée à 1 300 000 euros sur les coûts de non-qualité. A la clé : une contribution de tous à un meilleur service aux clients, une qualité de vie au travail améliorée, l'intégration facilitée des personnes handicapées, la diminution des coûts et des idées innovantes au service du Développement Durable.



## La Médiation et le Service Relation Client

Et bien  
**plus**  
encore...

■ C'est parce qu'elle privilégie d'abord l'intérêt du client que La Banque Postale place la qualité de la relation client au cœur de sa démarche. Le Service Relation Clientèle de La Banque Postale est en permanence à l'écoute de la vie bancaire de ses clients et analyse leur degré de satisfaction au travers de baromètres qui permettent de mettre en œuvre les actions correctrices appropriées. Elle favorise le recours au médiateur lorsque cela s'avère nécessaire.

■ La Banque Postale entretient avec les organisations de consommateurs agréées une relation de confiance en leur présentant régulièrement sa vision du marché, le sens de son action et l'évolution de son offre de produits et services.

■ Enfin, c'est parce que La Banque Postale privilégie la transparence, la simplicité et la clarté dans sa relation avec les clients qu'elle exige de tous ses acteurs une imprégnation forte de cet état d'esprit fondamental. Cela s'inscrit dans la conception de ses produits, la gestion de la relation client et la qualité du conseil en Centres Financiers, au sein du réseau et des autres canaux.

■ La clarté des documents publicitaires, des informations destinées aux conseillers comme aux clients et des documents contractuels, fait partie de sa démarche permanente.

### **Les Services Financiers de La Poste avaient déjà très fortement développé le recours à la médiation.**

La Banque Postale s'inscrit dans la même démarche et a nommé, le 1<sup>er</sup> janvier 2006, un médiateur conformément à la loi Murcef.

Monsieur le Médiateur de La Banque Postale – CP E207 – 34, rue de la Fédération – 75015 Paris.

# Le Développement Durable

## ■ Plus qu'un engagement, un état d'esprit

Consciente de ses responsabilités immédiates et de plus long terme dans la société française, La Banque Postale agit en entreprise responsable en développant des actions solidaires et en plaçant le Développement Durable au cœur de ses préoccupations. Cette démarche se traduit par la prise en compte au quotidien des évolutions de la société.

Le Développement Durable est un défi majeur pour tous.

C'est pourquoi La Banque Postale, à travers son personnel, son offre de produits et services, ses partenariats et dans sa propre gestion, participe de manière pédagogique et concrète à la sensibilisation de chacun aux enjeux du Développement Durable et garantit l'accès aux services bancaires à ses clients en situation financière fragile.

## ■ Agir en entreprise responsable

La Banque Postale a repris à son compte l'engagement du Groupe La Poste en faveur du Développement Durable pour en faire un axe d'engagement fort et concret et le prouve :

■ En perpétuant le partenariat noué avec Yann Arthus-Bertrand dont les photos issues de son livre "La Terre Vue Du Ciel" ornent les chèquiers et la carte MasterCard® de La Banque Postale, en rappelant ainsi à chacun la nécessité de se mobiliser au quotidien pour la protection de l'environnement.

Et bien  
plus  
encore...

■ En soutenant en 2006 l'opération "Le Développement Durable, pourquoi?" initiée par Yann Arthus-Bertrand et son association GoodPlanet. Cette exposition s'adresse aux écoliers, collégiens et lycéens : elle participe à la prise de conscience des jeunes de l'utilité du Développement Durable et de son impact pour préserver l'avenir de la planète.

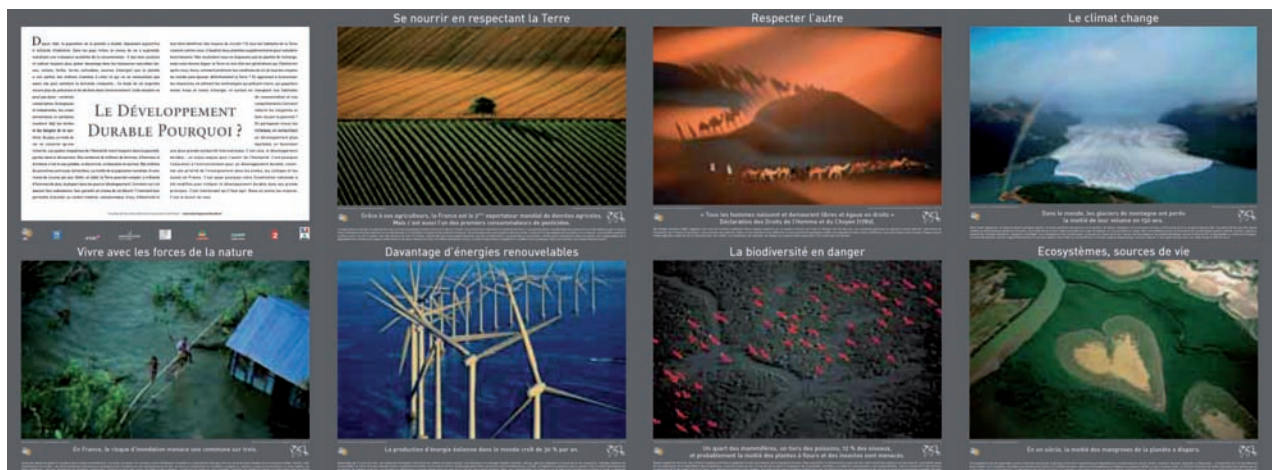


...Et bien  
plus  
encore...



## La Banque Postale a financé les 65 000 kits pédagogiques de l'opération "Le Développement Durable, pourquoi ?"

Distribués dans les écoles par le Ministère de l'Éducation Nationale, ces kits associent 20 posters photos extraits du livre "La Terre Vue du Ciel" avec un commentaire expliquant les défis du développement durable. Le Développement Durable est un état d'esprit, un réflexe que La Banque Postale entend contribuer à développer dès le plus jeune âge.



**Les acteurs de La Banque Postale sont concernés et s'impliquent ainsi que l'a révélé une enquête interne.**

De nombreuses actions de Développement Durable initiées par l'entreprise sont jugées majeures par le personnel : l'égalité professionnelle, le recrutement de personnes handicapées, l'intensification du recrutement des personnes issues de quartiers sensibles ; mais aussi les économies d'énergie, de papier et le recours aux énergies renouvelables de même que le recyclage des déchets, l'usage systématique de papier recyclé et la construction de bâtiments avec des matériaux durables. Les acteurs de La Banque Postale considèrent ces thèmes comme prioritaires.

### ■ Répondre aux besoins de nos clients dans les meilleures conditions d'accessibilité et à un tarif raisonnable

**A la pointe de la lutte contre l'exclusion bancaire, La Banque Postale et tout le réseau des bureaux de poste s'engagent à accueillir avec considération toute personne, quelle que soit sa condition, et à lui proposer des solutions appropriées en matière de bancarisation, voire de réappropriation de la relation bancaire.**

Historiquement, ceci passe par le Livret A et le CCP. Plus récemment, cette mission a été menée au travers de la mise en place de conventions de comptes adaptées (Adispo Essentiel), de moyens de paiement modernes et sécurisés (carte à autorisation systématique) et de services d'accompagnement à la personne. Le Livret A joue un rôle essentiel dans les missions fondamentales de La Banque Postale. Seule La Banque Postale a obligation d'ouvrir un Livret A à toute personne qui en fait la demande.

Cette exigence est fondatrice d'une mission d'intérêt général que La Banque Postale met en œuvre au travers du réseau des bureaux de poste.

Dans le domaine du conseil, la méthode de vente "7 gagnants" a été généralisée en 2006. Fondée sur la découverte des besoins et des projets des clients, elle a été distinguée par l'agence de notation éthique VIGEO comme une bonne pratique, dans le cadre de l'audit en Responsabilité Sociale de l'Entreprise mené sur le groupe.

### La politique tarifaire

Les produits et services bancaires et d'assurance de La Banque Postale sont conçus de manière à couvrir les besoins essentiels des clients, dans les meilleures conditions d'accessibilité et à un tarif raisonnable. Les comparatifs montrent régulièrement que les tarifs annuels de La Banque Postale sont les moins chers des grandes banques à réseau et donc accessibles au plus grand nombre. Les pratiques tarifaires de La Banque Postale en matière d'incidents de fonctionnement ont inspiré les récentes avancées sur ce point.





### ■ La Banque Postale donne du sens à l'épargne de ses clients

**Les produits de La Banque Postale répondent aux attentes et aux demandes de ses clients épargnants et des investisseurs qui souhaitent soutenir, à travers leur épargne, des projets utiles à la société et respectueux de l'environnement.**

Quel que soit leur horizon de placement et leur sensibilité au risque, les clients de La Banque Postale peuvent placer leurs fonds dans des produits liés à l'investissement solidaire et dont la performance est en phase avec le marché : compte à terme, OPCVM. Certains de ces OPCVM peuvent être investis au sein de 3 enveloppes fiscales : l'assurance vie, le PEA et l'épargne salariale.

**La Banque Postale commercialise une gamme "Investir autrement" constituée de fonds éthiques et de placements de partage.**

Cette tendance de fond traduit les préoccupations de chacun à la fois pour son environnement économique, social et naturel.

**C'est cette volonté de concilier placement financier et valeurs morales qui a amené La Banque Postale à créer 3 types de placements :**

- **Les OPCVM dits "éthiques"** qui prennent en considération des critères extrafinanciers en plus des critères habituels de rentabilité pour choisir leurs investissements.

Et bien plus encore...

### ■ Les OPCVM de partage pour un placement solidaire

une partie des revenus est reversée à des associations caritatives ou des ONG définies. Les clients bénéficient d'un avantage fiscal lié au versement des revenus annuels perçus au profit de l'organisme, fiscalement assimilé à un don.

■ **Le compte à terme Toniciel Banque Mondiale :** La Banque Postale est la seule banque de détail à diffuser un produit grand public en partenariat avec La Banque Mondiale.

Les fonds versés contribuent à financer les programmes de développement de cette dernière, comme la construction d'écoles et d'hôpitaux, des infrastructures permettant l'accès à l'eau et à l'électricité, ou la lutte contre la corruption.

### ■ Répondre aux enjeux sociétaux

■ **Pour lutter contre l'exclusion bancaire, La Banque Postale a signé une convention avec l'UNCASS.**

Rappelons que près de 1,5 million de clients financièrement fragiles fréquentent régulièrement les bureaux de poste.

Cette convention a inspiré les mesures préconisées par le Comité Consultatif du Secteur Financier en matière de moyens de paiement.

... Et bien plus encore...

### **La SICAV LBPAM Actions Développement Durable est le premier des fonds éthiques en actions européennes** (source Europerformance)

Elle se distingue avec une performance\* de + 36,89 % sur 5 ans contre + 21,46 % moyenne Europerformance des fonds actions européennes sur la même période (performances arrêtées au 29/12/06).

\*Les performances passées ne présagent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

### **Pour les OPCVM de partage,**

une partie des intérêts produits est reversée sous forme de dons respectivement à la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme et à l'Association Française contre les Myopathies.



■ **Pour soutenir le développement de la micro-assurance, La Banque Postale devient membre fondateur de la "Fondation Entrepreneurs de la Cité"**

La Fondation Entrepreneurs de la Cité est une initiative solidaire, à but non lucratif, qui fédère des acteurs de l'accompagnement des microentrepreneurs (assureurs, professionnels de la création d'entreprise, entrepreneurs et organismes publics...). L'objectif de la fondation est de développer la micro-assurance en France en faveur des microentrepreneurs ; elle vient de lancer la "Trousse Première Assurance" dédiée aux personnes défavorisées créatrices de leur propre emploi.

■ **La Banque Postale est légitime pour apporter sa pierre au développement du microcrédit en France.** Celui-ci apparaît comme un complément naturel de l'action de la banque au service de tous, y compris ceux qui sont à l'écart des circuits bancaires traditionnels.

■ **Banque solidaire, La Banque Postale est un partenaire reconnu des grandes institutions caritatives.**

– **Téléthon :**

Parallèlement à son rôle de banque de l'Association Française contre les Myopathies (AFM), La Banque Postale en est l'un des partenaires privilégiés.

Depuis 1990, elle commercialise un FCP de partage, LBP-AM Téléthon, qui reverse la moitié des intérêts produits sous forme de dons.

En 2006, La Banque Postale, banque de plein exercice, a souhaité rejoindre les cochefs de file du **syndicat de placement du Téléthon de la Bourse et de la Finance**. Celui-ci a lancé un Appel Public à la Générosité par l'Emission d'Actions à But non Lucratif et récolte près de 600 000 euros de dons.

Enfin, La Banque Postale a relayé les actions et appels aux dons du Téléthon auprès de ses clients et de ses collaborateurs via ses sites internet et intranet.

OPÉRATION FINANCIÈRE

## AUGMENTATION DE CAPITAL CARITATIVE

Le Téléthon de la Bourse et de la Finance 2006 lance un  
**« Appel Public à la Générosité »**  
 par émission d'Actions à But Caritatif, avec le soutien actif des acteurs  
 de la **Place financière de Paris :**  
 Euronext, banques et assurances, intermédiaires financiers, avocats d'affaires, auditeurs, presse financière...

Après une introduction en bourse en 2005 d'Actions à But Caritatif, couronnée de succès, le Téléthon de la Bourse et de la Finance 2006 renouvelle son appel public à la générosité au moyen d'une augmentation de capital caritative.

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION**

→ Des Actions à But Caritatif (« ABC ») d'un montant nominal de 1 000 euros peuvent être souscrites par les personnes morales de la communauté financière de Paris : banques, assurances, établissements et intermédiaires financiers, auditeurs, avocats et toutes les sociétés appartenant par leurs activités à cette communauté.

→ La totalité des fonds collectés par le Téléthon de la Bourse et de la Finance sera reversée à l'Association Française contre les Myopathies (« AFM ») dans le cadre du Téléthon national, le 9 décembre 2006.

→ A l'heure où de nouvelles voies thérapeutiques émergent, offrant un espoir sans précédent aux malades, la mobilisation de la Place financière de Paris est indispensable à la poursuite du combat de l'Association Française contre les Myopathies.

Consultez le document de l'opération et les modalités de souscription du 4 au 8 décembre 2006 sur les sites suivants :  
[www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) [www.glttrade.com](http://www.glttrade.com) [www.boursorama.com](http://www.boursorama.com)  
[www.fininfo.fr](http://www.fininfo.fr) [www.euronext.com/telethon](http://www.euronext.com/telethon)

**ATTENTION**

Ces actions à but caritatif sont émises dans le cadre du Téléthon de la Bourse et de la Finance 2006 pour soulager la collecte de fonds destinée au Téléthon de la Bourse et de la Finance 2006. En particulier, ces fonds sont destinés à être placés, en France, auprès des personnes morales de la communauté financière, c'est-à-dire des établissements de crédit, les prestataires de services d'investissement, les compagnies d'assurance de biens immobiliers, sans limitation particulière. L'absence des marchés financiers n'a pas préjudice à vos diligences habituelles de vérification de la cohérence et de la pertinence de l'information de ce prospectus, quelle que soit une opération d'appel public à l'épargne. L'absence des marchés financiers n'a aucune conséquence négative à cette opération caritative.

Chefs de file	Co-chefs de file	Etablissements Associés
JPMorgan	NATIXIS	La Tribune
CAISSE D'ÉPARGNE	CREDIT SUISSE	L'AGEFI
CAISSE D'ÉPARGNE	Avocats conseils	boursorama
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Lovells	eFINANCIALCUTTERS
Corporate & Investment Banking	Partenaire de l'Offre	LE FIGARO
	Euronext	

### – Unicef :

La Banque Postale et l'Unicef se sont associées sur 2 opérations pour financer l'achat de vaccins.

Et bien  
plus  
encore...

**Au nom de ses clients, La Banque Postale a offert à l'Unicef 142 760 vaccins.** Dans le cadre du programme de fidélisation Adésio attaché à l'utilisation d'une carte bancaire, les clients de la banque se voyaient proposer la possibilité de transformer leurs points fidélité Adésio en dons de vaccins.

**Une carte cadeau Visa "cobrandée" Unicef** a été commercialisée avec reversement de 1 € par carte achetée (soit l'équivalent de 10 vaccins antipolio-myéélite par carte).



– **Solidarité Sida** : La Banque Postale est un partenaire historique de Solidarité Sida au travers notamment du soutien du festival Solidays.

– **Aide et Action** : partenaires depuis 10 ans pour offrir aux particuliers des solutions de transfert d'argent vers l'international, La Banque Postale et



Western Union ont remis un don de 100 000 dollars à l'association Aide et Action, aidant ainsi à scolariser 1 300 enfants en Afrique pendant 5 ans.

## ■ Répondre aux enjeux environnementaux

Et bien  
plus  
encore...

### La Banque Postale s'est engagée dans une politique active d'utilisation responsable du papier.

Un projet a été initié en 2006 pour **sensibiliser les clients sur la quantité de papier nécessaire à l'édition des relevés de comptes**. Des solutions alternatives ont été proposées pour répondre aux attentes du plus grand nombre.

**La dématérialisation de la documentation commerciale papier** a été également amorcée et fait partie des axes de travail de la Banque Postale.

**La gestion de tous les aspects du personnel a été informatisée**, donnant lieu à une économie de 19 000 feuillets.

Et bien  
plus  
encore...

**Tous les acteurs de La Banque Postale ont été sensibilisés** à l'optimisation de l'utilisation du papier au bureau, au travers de campagnes de communication internes relayées sur les différents sites intranet pour diffuser les bonnes pratiques.

Par ailleurs, la Banque Postale développe **une politique d'achat** privilégiant le recours au papier recyclé ou issu de filières qui exploitent le bois de manière responsable excluant de leur champ d'activité les forêts dites "primaires" et replantant les espaces déboisés par l'exploitation.

... Et bien  
plus  
encore...

### Les 7 100 dons offerts par les clients de La Banque Postale

permettront de combattre la rougeole, qui touche plus de 30 millions d'enfants dans le monde.

### La Banque Postale correspond avec ses clients avec des enveloppes en papier recyclé

et gère depuis fin mars 2006 les demandes de prêts immobiliers de façon totalement dématérialisée, "sans papier", entre les bureaux de poste et les Centres Financiers.



Enfin, La Banque Postale a également intégré la valorisation du papier utilisé dans son dispositif de tri sélectif et de traitement des déchets. Ainsi, 90 % des sites de La Banque Postale avaient mis en place le tri sélectif du papier à fin 2006.

En installant le tri sélectif sur ses sites, La Banque Postale a fait recycler 92 tonnes de déchets "D3E" (Déchets des Equipements Electriques et Electroniques), essentiellement des postes informatiques.

#### **La Banque Postale favorise le "Plan de Déplacement d'Entreprise"**

Afin de favoriser les alternatives à la voiture individuelle pour le trajet domicile/travail, les entreprises implantées dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants ont la possibilité de mettre en place des **Plans de Déplacement d'Entreprise (PDE)**.

**A fin 2006, 16 Centres Financiers parmi les 23 de La Banque Postale avaient déjà lancé la démarche.** 7 PDE sont opérationnels et 322 personnes ont modifié leurs habitudes en abandonnant leurs véhicules au profit des transports en commun.

#### **La Banque Postale encourage la maîtrise de l'énergie :**

**La maîtrise de l'énergie couvre différents projets, tels que :**

- la gestion de l'éclairage, avec des recherches pour susciter des gains rapides liés au comportement des occupants ou aux installations (éclairage basse consommation, commandes par minuteries ou détecteurs de mouvement...);

Et bien plus encore...

- la production d'énergie renouvelable ;
- la gestion du parc de véhicules, en privilégiant des véhicules hybrides ou performants en terme de consommation et de rejets polluants.

#### **Le Centre Financier de Rennes se distingue :**

Première entité à recevoir le label "Déplacement Durable" de la communauté urbaine de Rennes, elle a eu un rôle moteur pour les autres entreprises de l'agglomération. Ce label salue la série d'actions incitatives aux gestes écocitoyens menées par le Centre : capacité doublée du parking à vélo, mise à disposition d'un pool de vélos pour les trajets occasionnels du personnel, soutien financier pour l'achat d'abonnement annuel aux transports en commun.



Le Centre Financier de Rennes distingué par la communauté urbaine

#### **Pactys Environnement**

##### **La nouvelle offre de prêt de La Banque Postale pour l'économie d'énergie**

Dans la logique du Livret de Développement Durable créé par le gouvernement afin de mobiliser l'épargne des Français en faveur de l'environnement, **La Banque Postale proposera en 2007 une offre de prêt dédiée.** Ses clients pourront ainsi bénéficier de conditions avantageuses pour financer des travaux spécifiques d'économie d'énergie dans leur logement.



#### **Le choix du vote électronique**

pour l'élection des représentants des salariés au Conseil de Surveillance illustre dans le domaine social, la modernité et la capacité d'innovation de La Banque Postale.

#### **Un test a été mené en 2006 afin de mesurer le bénéfice à utiliser les sites pour la production d'énergie verte.**

Le Centre Financier de Guadeloupe a rénové son toit afin de pouvoir accueillir des panneaux photovoltaïques sur une surface de 260 m². La production escomptée annuelle est de 47 MWh, évitant ainsi le rejet de 40 tonnes de CO<sub>2</sub>, 85 % de l'énergie électrique produite sur l'île étant d'origine fossile.

# La déontologie et la lutte antiblanchiment

**La Banque Postale s'est dotée dès sa création de dispositifs adaptés en matière de déontologie, de lutte antiblanchiment (LAB) et de lutte antiterrorisme (LAT). Depuis, elle poursuit ses investissements pour renforcer son action dans ces domaines.**

**Sa place sur le marché, son ouverture à une importante clientèle occasionnelle et sa position de leader dans les transferts d'argent, lui confèrent en effet une responsabilité particulière.**

## ■ La déontologie

**La Banque Postale a délibérément choisi de conserver une fonction de déontologue.**

Les différentes évolutions réglementaires du secteur bancaire et l'harmonisation des réglementations européennes font qu'aujourd'hui le titre de "Déontologue" ne figure plus dans le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF)

La Banque Postale - soumise au Code Monétaire et Financier et au Règlement Général de l'AMF comme toutes les banques - a fait le choix de maintenir la fonction de Déontologue. Une décision qui permet de donner plus de sens et de visibilité à la fonction. En effet, les termes de "déontologie" et de "déontologue" intègrent une notion éthique indissociable des valeurs essentielles de La Banque Postale.

Le déontologue est le "réfèrent" de la banque garant de la diffusion et de l'explication des normes et comportements exigés par la profession bancaire, au-delà de la mise en œuvre des prescriptions du règlement général de l'AMF qui sont un préalable. Le déontologue a une responsabilité particulière vis-à-vis de l'ensemble des collaborateurs qui agissent "au nom et pour le compte de La Banque Postale": salariés de la banque, personnels de La Poste, qu'ils se trouvent en bureaux de poste, en Centres Financiers ou au sein de la Direction informatique des Services Financiers.

**Pour sa première année d'activité, le déontologue s'est attaché à établir le cadre fonctionnel de cette mission et a mobilisé le réseau des 130 correspondants déontologie et leurs relais locaux.**

**Ainsi, les prescriptions du déontologue en matière de règles de bonne conduite ont été rédigées et intégrées :**

- **au règlement intérieur de La Banque Postale**, et dans le recueil de déontologie qui lui est annexé ;
- **au règlement intérieur de La Poste** dont une nouvelle annexe porte spécifiquement sur la déontologie des opérations bancaires et financières.

La poursuite des actions engagées en matière de pédagogie et de contrôles sera renforcée en 2007.

## Le déontologue de La Banque Postale :

### une mission de prévention et de contrôle

#### Une mission de prévention qui :

- protège les clients de la banque notamment contre le risque de souscription de produits non désirés et/ou non adaptés à leurs souhaits, à leurs besoins ou à leur capacité à prendre des risques,
- protège les marchés financiers en veillant à la régularité des opérations de La Banque Postale sur les marchés financiers,
- protège la banque et ses collaborateurs contre les risques pénaux et disciplinaires liés au non-respect des réglementations,
- protège la banque et sa réputation contre le risque d'atteinte à l'image.

**Une mission de contrôle** qui porte notamment sur l'organisation de la banque, les opérations sur les titres par le personnel "sensible", les abus de marché, les conflits d'intérêts...





### ■ La lutte contre le blanchiment (LAB) et le financement du terrorisme (LAT).

**La Banque Postale est particulièrement vigilante en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme compte tenu de la densité du réseau de La Poste, du nombre de ses clients, et de son rôle significatif dans les transferts d'argent.**

Pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, La Banque Postale investit en moyens informatiques et en formation pour renforcer ses contrôles.

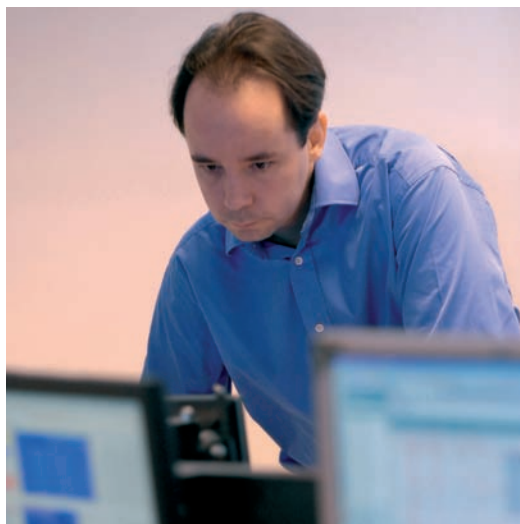
Des outils informatiques permettant d'affiner et d'automatiser les contrôles ont ainsi été progressivement déployés en 2006 :

- **en matière de lutte antiblanchiment**, La Banque Postale déploie un outil de profilage destiné à analyser le mode de fonctionnement des comptes et détecter les opérations suspectes. Son déploiement devrait s'achever en 2007 ;

- **dans le cadre de la lutte antiterrorisme**, La Banque Postale a adopté un logiciel qui assure le filtrage automatique des transactions. Cet outil permet de détecter les opérations initiées par des personnes soupçonnées de participer à des activités terroristes.

Les actions de formation et de sensibilisation des personnels à ces opérations de contrôle se sont intensifiées en 2006 dans le cadre de la mise en place de La Banque Postale. Des formations récurrentes continuent à être mises en œuvre pour les différents acteurs de La Banque Postale : guichetiers, Conseillers Financiers, personnels de la banque à distance, personnels des Centres Financiers... Elles prennent des formes variées et intègrent l'autoformation grâce au déploiement du e-learning.

Ces activités sont placées sous la responsabilité de la **Direction de la Conformité**, créée en même temps La Banque Postale, pour répondre aux prescriptions du règlement 97-02 modifié le 30 mars 2005 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006, et dont les activités sont détaillées dans le Rapport Financier.





**Bilan  
consolidé**

**Compte de Résultat  
consolidé**



# Eléments financiers simplifiés

Les éléments financiers 2006 de La Banque Postale présentent des caractéristiques particulières.

■ En effet, s'agissant des premiers comptes de La Banque Postale, ils ne peuvent être comparés à une référence d'exercice précédent.

■ Toutefois, pour ce qui est du bilan au 31/12/2006, il peut être comparé au bilan d'entrée au 31/12/2005.

■ On rappellera en outre que l'activité des Services Financiers de La Poste était retracée jusqu'à fin 2005 en comptabilité industrielle et commerciale, alors que La Banque Postale opère évidemment selon le plan comptable bancaire.

**Le bilan** de La Banque Postale porte les traces :

■ d'une part des origines de ses différentes composantes : la gestion des CCP au travers d'Efiposte, la gestion de l'épargne réglementée par les fonds d'épargne de la CDC ;

■ d'autre part, des limitations d'activité qui ont été celles des Services Financiers de La Poste, notamment sur le crédit, d'où un niveau d'engagement sur la clientèle faible comparé aux ressources clientèle de La Banque Postale (20,8 Md € sur 91,2 Md €) et un volume de placements très important.

**Le compte de résultat** de La Banque Postale est le reflet du modèle postal de banque avec l'ampleur des facturations de La Poste à La Banque Postale (3,3 Md € sur un total de charges d'exploitation de 4,2 Md €).

Dans le contexte réglementaire qui s'impose à La Banque Postale, celle-ci a dû enregistrer un montant supplémentaire de charges imprévu lié à la répartition des charges du réseau à hauteur de 200 millions d'euros, au-delà de la simple application des conventions de services. Pour autant, les résultats de La Banque Postale sont au-delà du plan de marche déposé au CECEI à l'appui du dossier d'agrément avec un coefficient d'exploitation de 91,8 % contre plus de 93 % prévu.

Le résultat de La Banque a été réalisé dans un environnement fortement concurrentiel qui s'est caractérisé notamment par des taux longs très bas et une forte pression sur les marges en matière de crédit immobilier.

Hors éléments spécifiques (reprise de provision épargne logement, moins value sur titres de placement, évolution des commissions sur épargne réglementée centralisée), le PNB est très légèrement supérieur au niveau attendu.

Les bons résultats sont le fruit :

■ d'une bonne progression du PNB qui atteint 4 613 M € dont une marge d'intérêt de 2 735 M € et des commissions nettes pour 1 612 M €,

■ d'une maîtrise confirmée des charges qui, hors les charges imprévues liées à la répartition des charges du réseau, sont très sensiblement inférieures aux prévisions.

Ceci conduit à un Résultat Brut d'Exploitation de 378,5 M € et à un Résultat Net part du Groupe de 372,4 M € avec un coût du risque pratiquement négligeable (8,9 M €)

## Bilan consolidé

En milliers d'euros

	31 décembre 2006	31 décembre 2005	Variation
<b>Actif</b>			
Opérations interbancaires et assimilées	55 479 015	59 263 869	(3 784 854)
Opérations avec la clientèle	20 849 514	19 307 002	1 542 512
Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	22 599 399	16 424 149	6 175 250
Placement des entreprises d'assurance	243 028	196 962	46 066
Participations, parts dans les entreprises liées, et autres titres détenus à long terme	1 283 544	1 132 285	151 259
Immobilisations corporelles et incorporelles	620 430	562 947	57 483
Ecarts d'acquisition	69 077	32 651	36 426
Comptes de régularisation et actifs divers	9 910 554	10 097 420	(186 866)
<b>TOTAL</b>	<b>111 054 561</b>	<b>107 017 285</b>	<b>4 037 276</b>
<b>Passif</b>			
Opérations interbancaires et assimilées	7 361 797	3 510 654	3 851 143
Opérations avec la clientèle	91 237 262	91 837 830	(600 568)
Dettes représentées par un titre	690 288		690 288
Provisions techniques des entreprises d'assurance	180 642	147 570	33 072
Comptes de régularisation et passifs divers	7 190 304	7 885 362	(695 058)
Provisions pour risques et charges	453 100	643 834	(190 734)
Dettes subordonnées et autres fonds propres	624 874		624 874
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	22 000	22 000	0
Intérêts minoritaires (hors FRBG)	651	12 003	(11 352)
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	3 293 643	2 958 032	335 611
<b>TOTAL</b>	<b>111 054 561</b>	<b>107 017 285</b>	<b>4 037 276</b>



# Compte de Résultat consolidé\*

En milliers d'euros	31 décembre 2006	31 décembre 2005
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>4 612 722</b>	<b>103 064</b>
Charges générales d'exploitation :		
frais de personnel	(125 548)	(10 608)
autres charges générales d'exploitation	(4 022 723)	(30 089)
refacturations		795
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	(85 967)	(1 296)
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>378 484</b>	<b>61 866</b>
Coût du risque	(8 907)	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>369 577</b>	<b>61 866</b>
Quote part dans le résultat des mises en équivalence	145 550	
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(1 463)	(48)
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>513 664</b>	<b>61 818</b>
Résultat exceptionnel	91	
Impôts sur les bénéfices	(129 592)	(22 191)
Amortissements des écarts d'acquisition	(8 070)	
Dotations nettes au FRBG, provisions réglementées		106
Intérêts minoritaires	(3 695)	
<b>Résultat Net part du groupe</b>	<b>372 398</b>	<b>39 733</b>

\*L'exercice 2005 ici retracé n'est pas comparable à 2006. Le cadre juridique qui est, en 2006, celui de La Banque Postale, était en 2005 celui d'Efiposte.





## SOMMAIRE

P. 70	<b>Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport de gestion du Directoire et les comptes de l'exercice 2006</b>
<b>P. 72</b>	<b>Rapport de gestion</b>
P. 72	Faits marquants
P. 75	Les résultats
P. 79	La gouvernance
P. 85	Les ratios prudentiels
P. 87	La gestion des risques
P. 98	Participation
P. 99	Politique sociale
<b>P. 100</b>	<b>Etats financiers consolidés</b>
P. 100	Bilan et Compte de Résultat
P. 106	Note préliminaire
P. 107	Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés
P. 112	Annexes
<b>P. 134</b>	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</b>
<b>P. 136</b>	<b>Information sur les comptes sociaux</b>
P. 136	Bilan et Compte de Résultat
P. 144	Répartition des bénéfices 2006
<b>P. 145</b>	<b>Principales filiales et participations</b>

# RAPPORT FINANCIER

## Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport de gestion du Directoire et les comptes de l'exercice 2006

### MISSION GENERALE DE CONTROLE PERMANENT

Dans le cadre de sa mission générale de contrôle et de ses travaux récurrents, le Conseil a suivi régulièrement le lancement de la banque, les progrès de son activité et ses résultats tout au long de l'exercice 2006 au travers, notamment des rapports trimestriels et des résultats semestriels et annuels qui lui ont été présentés par le Directoire.

L'approbation du Conseil a également été sollicitée sur des projets de développement économique et stratégique significatifs du groupe La Banque Postale, notamment ceux concernant CNP Assurances et La Banque Postale Asset Management (LBPAM).

### MODE DE GOUVERNANCE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance est composé de 13 membres, nommés pour une durée statutaire de 5 ans. 7 membres sont issus du Groupe La Poste, 3 membres sont indépendants au sens des rapports Viénot/Bouton et 3 membres sont des représentants élus par les salariés en application des dispositions de la loi relative à la démocratisation du secteur public.

Hors le cas des membres représentant le personnel dont le mandat s'exerce gratuitement de par la loi, l'attribution des jetons de présence dont les modalités de répartition ont été définies par le Conseil de Surveillance, est fonction de la participation effective des membres aux réunions du Conseil et de ses comités spécialisés.

Les membres indépendants du Conseil de Surveillance sont choisis, sur proposition du Comité de Nomination-Rémunération, pour leur compétence, la complémentarité de leurs expériences respectives et leur capacité à s'impliquer durablement.

L'organisation, le mode de fonctionnement du Conseil de Surveillance et ses relations avec le Directoire sont régis, au-delà de la loi et des statuts, par un règlement intérieur. Un règlement intérieur a également été établi pour chaque comité spécialisé. La rédaction de ces différents règlements intérieurs a permis de fixer les règles de gouvernance entre ces différents organes dès la création de La Banque Postale.

A leur nomination, les membres du Conseil de Surveillance signent la charte du Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale.

### LES TRAVAUX DU COMITE D'AUDIT EN 2006

Conformément à ses attributions, le Comité d'Audit a rendu compte au Conseil de Surveillance de ses travaux sur le dossier d'arrêté des comptes de l'exercice 2005, comptes atypiques puisqu'ils comprenaient le bilan d'ouverture de La Banque Postale à la suite des apports des Services Financiers de La Poste, et un compte de résultat retraçant l'exploitation d'Epiposte. Il a également rendu compte au Conseil de Surveillance de ses travaux sur l'arrêté des comptes semestriels.

Le Comité d'Audit a aussi examiné les rapports destinés aux autorités régulatrices – rapport sur le contrôle interne et rapport sur les risques –, l'organisation du contrôle permanent et du contrôle périodique et les modalités de leur mise en œuvre. Il a examiné la procédure de sélection des Commissaires aux comptes dont le mandat venait à expiration.

Il s'est également intéressé aux conséquences opérationnelles du passage aux normes IFRS.

Le Comité a étudié le cadre des limites fixées par le Directoire et les évolutions importantes de la provision sur l'Epargne Logement liées d'une part à l'évolution des taux et d'autre part à l'importance des retraits déclenchés par les évolutions de la fiscalité applicable au Plan d'Epargne Logement.

Ainsi, le Conseil de Surveillance a pu s'assurer que la société mettait en place les mesures adéquates pour répondre aux exigences légales et réglementaires, notamment au regard de sa qualité d'Etablissement de crédit, et qu'elle se conformait aux meilleures pratiques de gouvernance.

### LES TRAVAUX DU COMITE DE NOMINATION-REMUNERATION EN 2006

Le Comité de Nomination-Rémunération s'est réuni 5 fois dans l'année. Il a notamment examiné la candidature d'un membre du Conseil de Surveillance ainsi que le mode de répartition des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil de Surveillance autres que les représentants des salariés. Il a également établi, après examen des pratiques du marché, une proposition concernant la rémunération des deux membres du Directoire.



## LES TRAVAUX DU COMITE STRATEGIQUE EN 2006

Le Comité Stratégique examine notamment la réalisation du plan stratégique pluriannuel de la société ainsi que les projets et opérations stratégiques de la société et de ses filiales. Il examine en outre les opérations soumises de par la loi ou les statuts à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance. Il s'est réuni une fois dans l'année pour traiter de la problématique du Livret A et de l'exercice de l'option d'achat de 35 % du capital de La Banque Postale Asset Management.

## LES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE EN 2006

Le Conseil de Surveillance s'est réuni 7 fois dans l'année avec un taux de participation moyen de 90 %. Il a reçu durant l'exercice à quatre reprises le rapport du Directoire sur l'activité de La Banque Postale. Il s'est fait présenter le business plan, le budget 2006 et 2007, le plan de développement de la collecte, les nouvelles relations avec CNP Assurances, le Livret A et le projet SEPA.

Par ailleurs, à chaque séance, il est fait un compte rendu des travaux des séances des comités du Conseil tenues depuis le dernier Conseil de Surveillance.

## LES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE EN 2007

Le Conseil de Surveillance réuni le 29 mars 2007 a examiné les comptes sociaux et consolidés arrêtés au 31 décembre 2006 ainsi que les rapports du Directoire sur la gestion de la société et de son groupe au cours de l'exercice écoulé. Il a entendu le compte rendu des travaux du Comité d'Audit sur ces comptes et rapports ainsi que celui des Commissaires aux comptes.

Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents et approuve la proposition du Directoire à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de fixer le dividende à 7,95 € par action.

# RAPPORT DE GESTION

## I. RAPPORT DE GESTION

### I.1 Faits marquants

#### A. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE – MARCHES DE L'ÉPARGNE ET DU CRÉDIT EN FRANCE

En 2006, l'économie mondiale a plutôt bien résisté au ralentissement de la croissance américaine, pénalisée par le retournement de l'immobilier résidentiel. La zone euro est ainsi parvenue à préserver une reprise enfin plus vigoureuse : sa croissance a atteint 2,7 % l'an dernier, sa meilleure performance depuis 2000. L'économie allemande s'est elle aussi réveillée (+2,9 %), grâce surtout à des performances remarquables à l'exportation et à une forte progression de l'investissement productif. En comparaison, la France a fait modeste figure (+2 % seulement), malgré une consommation soutenue. L'économie française souffre des difficultés de son industrie à satisfaire la demande intérieure et à profiter de l'expansion mondiale, dans un contexte de vive compétition internationale.

La stabilité des prix a été menacée en 2006 par la flambée au 1<sup>er</sup> semestre des cours du pétrole et des autres produits de base. Mais si l'inflation a quelque peu dérapé aux Etats-Unis, elle est restée remarquablement modérée dans la zone euro et en France (+1,7 % en moyenne annuelle). A l'échelon des prix de détail, la contagion du coût des produits de base s'avère limitée, à cause de l'âpreté de la concurrence dans l'industrie et de la croissance rapide des importations en provenance des pays à bas salaires.

En réponse à une activité solide et aux risques d'inflation liés aux matières premières, les banques centrales ont poursuivi en 2006 la remontée de leurs taux directeurs. La BCE a ainsi relevé le sien de 2 % fin 2005 à 3,5 % en décembre. La Réserve Fédérale a porté le taux des Federal Funds jusqu'à 5,25 % fin août puis elle a suspendu son resserrement monétaire, devant le ralentissement de l'économie américaine.

A travers d'amples fluctuations, les taux longs ont monté en 2006 : en moyenne annuelle, le taux à 10 ans de la zone euro s'est établi à 3,8 % contre 3,4 % en 2005, un niveau historiquement bas. Mais, fondamentalement, l'abondance des liquidités mondiales investies en obligations et la modération des anticipations d'inflation freinent la remontée des taux longs, malgré le relèvement, passé ou en cours, des taux directeurs des banques centrales. Il en résulte des courbes de taux plates (zone euro) ou franchement inversées (Etats-Unis, Royaume-Uni).

Les marchés d'actions ont continué de profiter l'an dernier du contexte macroéconomique favorable. Sur le plan microéconomique, les fusions-acquisitions ont été nombreuses et la progression des résultats des entreprises encore forte. La performance des bourses en Europe a ainsi dépassé les attentes : +15 % sur l'année pour l'Euro Stoxx 50, +18 % pour le CAC 40. De leur côté, le Dow Jones a gagné 16 % et le Standard & Poor's 500 14 %, en dépit de l'essoufflement de la croissance aux Etats-Unis. En revanche, Tokyo est restée à la traîne (+6 % pour le Nikkei), mais après une envolée de 40 % en 2005.

Le marché de l'épargne et du crédit à l'habitat s'est encore très bien porté en France en 2006. Les ménages français ont investi en placements financiers environ 125 Md€ (en y incluant les intérêts capitali-

sés), soit 11 % de leur revenu après impôts. Sur ce montant, une proportion assez élevée (un tiers) a été placée sous la forme d'une épargne liquide au sens large : dépôts à vue, livrets d'épargne, comptes à terme, OPCVM monétaires. En effet, les placements liquides ont retrouvé de l'attrait avec la remontée des taux d'intérêt à court terme. Ils ont aussi tiré parti des difficultés du Plan d'Epargne Logement (PEL) qui souffre d'évolutions réglementaires et fiscales défavorables. La désaffection pour le PEL a surtout beaucoup profité à l'assurance vie, qui s'adapte les deux tiers du flux total des placements et reste le paquebot de l'épargne en France. Au sein de l'assurance vie, la collecte sur les supports en unités de compte a bondi de 45 % l'an dernier, poursuivant un rebond amorcé en 2003 avec la reprise des marchés d'actions. De son côté, le crédit à l'habitat a encore bien progressé, de 15 % en encours et de 12 % environ en flux de crédits nouveaux. Un ralentissement est toutefois survenu en fin d'année car les prix élevés de l'immobilier découragent bon nombre de candidats à l'accession et au crédit, malgré l'allongement de la durée des prêts.

#### B. LE DEMARRAGE DE LA BANQUE POSTALE

##### Les apports

Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales et du décret d'application du 30 août 2005, les apports de la Caisse Nationale d'Epargne ont été effectués auprès de La Poste le 31 décembre 2005. A cette même date, ces éléments ainsi que ceux relatifs aux Services Financiers de La Poste, ont été apportés à Efposte, agréée en tant qu'établissement de crédit le 2 décembre 2005.

Ces apports comprenaient également les participations détenues par La Poste dans le capital de SF2, holding détenant notamment indirectement 17,7 % des titres de CNP Assurances.

Les apports relatifs aux fonds antérieurement gérés par la Direction des Fonds d'Epargne de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ont été représentés principalement par des titres pour la gestion des fonds relatifs aux dépôts d'épargne logement (Plans et Comptes Epargne Logement) et d'épargne populaire (Plans d'Epargne Populaire) et par des liquidités, pour la gestion des autres types de dépôts d'épargne.

Ces derniers ont rapidement fait l'objet d'une gestion plus diversifiée, par l'utilisation d'autres types d'instruments financiers.

La gestion du Livret d'Epargne Populaire a été effectuée en respectant la contrainte réglementaire de centralisation de 85 % des fonds. Les fonds du Codevi ont été intégralement investis sous forme de titres de développement industriel auprès de la CDC durant l'année 2006.

Les dispositions relatives aux fonds collectés sur le Livret A ont été maintenues (centralisation de la totalité des fonds de la CNE auprès de la CDC).

## Les crédits

Conformément aux dispositions de la loi, La Banque Postale a désormais la possibilité de procéder à la distribution de crédits immobiliers sans épargne préalable. Durant l'année, les mises en force de crédits ont été effectuées au niveau prévu, dynamisées par l'offre Pactys, malgré le niveau élevé des remboursements anticipés, en particulier au premier semestre. Ceux-ci ont diminué en fin d'année en raison des nouvelles offres de rachats proposées aux clients.

## C. PRINCIPALES OPERATIONS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

### Montée au capital des filiales

#### LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT

Au troisième trimestre, SF2 a acquis 35 % du capital de Sogeposte, société de gestion des OPCVM du groupe, antérieurement détenus par la Caisse des Dépôts et Consignations, conformément au protocole d'accord prévu à cet effet.

Dès le mois de septembre, et afin d'affirmer l'engagement du groupe dans l'activité d'asset management et l'attachement à sa filiale, la société a été rebaptisée La Banque Postale Asset Management.

#### CILOGER

Dans le but d'établir la parité de détention du capital de Ciloger entre les Groupes Caisses d'Epargne et La Poste, il a été proposé le 24 juillet 2003 à l'occasion du Conseil de Surveillance de Ciloger une opération de rachat par SF2 à l'entité CDC/Caisses d'Epargne d'environ 15 % du capital moyennant un prix de 1 123 500 €.

Le 13 janvier 2006, le contrôleur d'Etat a autorisé cette opération. Par acte sous seing privé en date du 31 janvier 2006, la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) a cédé à SF2 2 253 actions de la société Ciloger représentant au total 15,02 % du capital de cette dernière. Cette acquisition a eu pour effet de porter la participation de SF2 dans Ciloger à 45 % à parité avec celle du Groupe Caisses d'Epargne, CNP Assurances conservant les 10 % restants.

Cette opération permet à SF2 de peser plus fortement sur les orientations de Ciloger afin notamment de développer et compléter l'offre de La Banque Postale en matière d'immobilier sous gestion collective ou immobilier papier. Ces produits sont une composante nécessaire de la gamme de produits et services de La Banque Postale, notamment pour la clientèle patrimoniale.

### Participation aux augmentations de capital : SAS TITRES CADEAUX

SF2, filiale à 99 % de La Banque Postale, et Natexis Intertitres, filiale indirecte à 99,9 % de Natexis Banques Populaires, ont convenu de se

rapprocher pour mettre en place un partenariat dans le secteur des titres spéciaux de paiement non soumis au monopole bancaire tel que défini par le Code Monétaire et Financier et en particulier des Titres-Cadeaux. A cet effet, SF2 a cédé à Natexis Banques Populaires 2 000 actions de la société ISSY-SF2 2 représentant 50 % du capital de cette dernière. Le 30 mars 2006, l'activité de la société a été modifiée. La société a désormais pour objet d'assurer la promotion, l'émission, la distribution, le traitement et le remboursement des Titres-Cadeaux et, le cas échéant, de toute autre titre spécial de paiement non soumis au monopole bancaire tel que défini par le Code Monétaire et Financier, donnant droit à l'achat auprès d'enseignes ou autres entreprises déterminées d'un bien ou d'un service déterminé (notamment de "chèques-cadeaux").

Afin d'assurer une partie des besoins de financement de la société pour le démarrage de son exploitation, il a été décidé, aux termes d'une assemblée générale en date du 18 avril 2006, d'augmenter le capital social d'un montant de 500 000 € à l'effet de le porter de 40 000 € à 540 000 € par la création de 50 000 actions nouvelles de 10 € de nominal chacune, émises au pair.

## D. PASSAGE AUX NORMES IAS - IFRS (INTERNATIONAL ACCOUNTING STANDARDS, INTERNATIONAL FINANCIAL REPORTING STANDARD)

### Organisation des travaux d'adaptation du Groupe aux normes IFRS :

Le Parlement Européen a adopté le 19 Juillet 2002 le règlement CE n°1606/2002 imposant aux entreprises dont les titres de dettes sont admis à la cote d'un marché réglementé, à appliquer au plus tard en 2007, pour l'élaboration de leurs états financiers consolidés, le corps de normes établi par l'International Accounting Standard (IASB) telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

A compter des exercices ouverts après le 1<sup>er</sup> janvier 2007, La Banque Postale préparera ses comptes consolidés conformément à ces normes. Les comptes de l'exercice 2006 seront retraités à fin de comparaison.

Dès sa création, le groupe a mené ses premiers travaux d'analyse des impacts de la mise en place des normes IFRS. Le projet, mené par la Direction de la Comptabilité au sein de la Direction Financière, repose sur une organisation par chantiers qui associe les différents métiers du groupe.

Il a comporté trois phases :

- une étude préliminaire des impacts des normes IAS/IFRS,
- un diagnostic détaillé des divergences identifiées au cours de la première phase,

# RAPPORT DE GESTION

- un déploiement, actuellement en cours, qui voit la mise en œuvre progressive des systèmes et des organisations permettant de répondre aux nouveaux besoins du référentiel IAS/IFRS.

## Principales divergences entre les normes IAS/IFRS et le référentiel comptable français :

### IFRS 1 : MODALITES DE PREMIERE APPLICATION

La première application des normes IAS/IFRS aux comptes consolidés du groupe La Banque Postale au 1<sup>er</sup> janvier 2006 sera conforme aux dispositions de la norme IFRS 1. Cette dernière prévoit une application rétrospective des normes et une inscription dans les capitaux propres du bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2006 de l'incidence des changements de principes comptables par rapport aux normes françaises appliquées jusqu'au 31 décembre 2005.

Elle offre certaines exemptions obligatoires ou facultatives à ce principe d'application rétrospective.

S'agissant des exemptions facultatives, le groupe a retenu les options suivantes :

- **regroupement d'entreprises** : les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2006 ne seront pas retraités,
- **évaluation des actifs corporels à la juste valeur** : l'option permettant d'évaluer les actifs corporels à leur juste valeur à la date de transition a été retenue pour les actifs immobiliers du groupe,
- **écarts de conversion cumulés** : les écarts de conversion cumulés relatifs à la conversion des comptes des entités étrangères seront transférés en réserves consolidées. Ce reclassement est sans incidence sur les capitaux propres d'ouverture,
- **paiement en actions** : le groupe a choisi d'appliquer la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas encore acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2006,
- **CNP Assurances** : le Groupe CNP Assurances, consolidé par mise en équivalence dans les comptes du groupe La Banque Postale, est devenu premier adoptant des normes IFRS lors de l'exercice 2005. Le Groupe La Banque Postale retiendra pour l'évaluation des actifs et passifs de CNP Assurances au 1<sup>er</sup> janvier 2006 leur valeur comptable dans les comptes IFRS de CNP Assurances au 31 décembre 2005, après retraitements de consolidation.

### PORTEFEUILLE TITRES (IAS 32/39)

Certains titres précédemment comptabilisés au coût seront classés dans les nouvelles catégories "actifs financiers à la juste valeur par résultat" ou en "actifs disponibles à la vente". Ils seront comptabilisés à leur juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2006 dans le bilan d'ouverture, l'écart avec leur valeur comptable antérieure étant imputé en capitaux propres non recyclables ou recyclables selon le cas. A chaque arrêté, ils seront évalués à leur juste valeur par contrepartie du résultat pour les "actifs financiers à la juste valeur par le résultat" et des capitaux propres pour les "actifs disponibles à la vente".

### DERIVES (IAS 39)

Tous les dérivés seront enregistrés au bilan à leur juste valeur par contrepartie du résultat. Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, ces réévaluations seront enregistrées en capitaux propres.

### COUVERTURE (IAS 39)

Le groupe a choisi de faire usage des dispositions du règlement n°2086/2004 de la Commission Européenne adoptant la norme IAS 39 à l'exception de certaines dispositions permettant ainsi d'élire aux relations de couverture de juste valeur, au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et postérieurement, certaines des opérations de macrocouverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif (incluant notamment les dépôts à vue de la clientèle). Les éléments couverts en micro et macrocouverture de juste valeur seront réévalués pour la part relative au risque couvert, à la juste valeur par résultat symétriquement à la réévaluation du dérivé de couverture. Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, ces réévaluations seront enregistrées en capitaux propres.

### FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (IAS 37)

Le fonds pour risques bancaires généraux ne répondant pas à la définition d'une provision ou d'un passif éventuel au sens de la norme IAS 37, le montant correspondant a été directement imputé sur les capitaux propres d'ouverture.

### ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition ne seront plus amortis, mais maintenus au bilan à leur coût historique libellé dans la devise de la filiale acquise, et convertis au cours de change en date de clôture.

Les écarts d'acquisition feront l'objet de tests de dépréciation conformément à la norme IAS 36 dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au minimum une fois par an. La Banque Postale procède déjà à de tels tests pour les besoins de ses comptes en normes françaises. Aucun impact n'est attendu à ce titre dans le bilan d'ouverture. Le résultat 2006 sera retraité de l'amortissement pratiqué dans les comptes établis selon les normes françaises.

### MISE EN EQUIVALENCE DE CNP ASSURANCES

Dans le cadre de la restructuration du capital de CNP Assurances, La Poste a cédé en 2000 au Groupe Caisse d'Epargne 2 % des titres CNP Assurances qu'elle détenait. Cette vente est assortie d'une promesse de vente du Groupe Caisse d'Epargne permettant à cette dernière de récupérer les titres cédés à l'échéance du pacte d'actionnaires.

Dans les comptes aux normes françaises, cette vente s'est traduite par une diminution du pourcentage de contrôle du Groupe La Poste/La Banque Postale dans CNP Assurances (de 19,75 % à 17,75 %).

Dans le bilan d'ouverture en normes IFRS, il a été considéré que le Groupe La Poste/La Banque Postale continuait à assumer les risques et avantages liés à ces titres. CNP Assurances sera donc mise en équivalence avec un pourcentage de contrôle de 19,75 %.

### ENGAGEMENTS D'ACHATS D'INTERETS MINORITAIRES

Les normes IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels" et IAS 32 "Instruments financiers : informations à fournir et présentation" conduisent le groupe, en l'état actuel des textes, à enregistrer au titre des engagements de rachat des intérêts minoritaires une dette avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires. Le groupe a choisi d'enregistrer en "goodwill" l'écart entre le montant de l'engagement et les intérêts minoritaires, représentant la contrepartie de la dette.



## I.2 Les résultats

### A. AVERTISSEMENT SUR LA COMPARABILITE DU COMPTE DE RESULTAT

Les apports faits par La Poste auprès d'Efiposte, devenue La Banque Postale, ayant été réalisés en date d'effet du 31 décembre 2005, les résultats 2005 des activités apportées ont été conservés par La Poste. Ainsi, les données de l'exercice 2005 présentées dans le compte de résultat correspondent à celles publiées à ce titre par Efiposte.

Afin de faciliter la comparabilité des comptes, une note annexe indique, pour les principaux postes du Produit Net Bancaire, leur valeur au 31 décembre 2005 dans les comptes de La Poste (s'agissant des Services Financiers de cette dernière), dans les comptes des Fonds d'Epargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations (pour ce qui concerne les éléments de la Caisse Nationale d'Epargne) et dans les comptes d'Efiposte.

### B. SYNTHESE DES ELEMENTS FINANCIERS 2006

Les éléments financiers 2006 de La Banque Postale présentent des caractéristiques particulières.

- En effet, s'agissant des premiers comptes de La Banque Postale, ils ne peuvent être comparés à une référence d'exercice précédent,
- toutefois, s'agissant du bilan au 31/12/2006, il peut être comparé au bilan d'entrée au 31/12/2005,
- on rappellera en outre que l'activité des Services Financiers de La Poste était retracée jusqu'à fin 2005 en comptabilité industrielle et commerciale, alors que La Banque Postale opère évidemment selon le plan comptable bancaire.

Le bilan de La Banque Postale porte les traces :

- d'une part, des origines de ses différentes composantes : la gestion des CCP au travers d'Efiposte, la gestion de l'épargne réglementée des Fonds d'Epargne gérés par la CDC,
- d'autre part, les limitations d'activité qui ont été celles des Services Financiers de La Poste, notamment sur le crédit, d'où un niveau d'engagement sur la clientèle faible comparé aux ressources clientèle de La Banque Postale (20,8 Md€/91,2 Md€) et un volume de placements très important.

Le compte de résultat de La Banque Postale est le reflet du modèle postal de banque avec l'ampleur des facturations de La Poste à La Banque Postale (3,3 Md€ sur un total de charges d'exploitation de 4,2 Md€). Dans le contexte réglementaire qui s'impose à La Banque Postale, celle-ci a dû enregistrer un montant supplémentaire de charges imprévu provenant du réseau à hauteur de 200 M€, au-delà de la simple application des conventions de service. Pour autant, les résultats de La Banque Postale sont au-delà du plan de marche déposé au CECEI à l'appui du dossier d'agrément avec un coefficient d'exploitation de 91,8 % contre plus de 93 % prévu.

Le résultat de la banque a été réalisé dans un environnement fortement concurrentiel qui s'est caractérisé notamment par des taux longs très bas et une forte pression sur les marges en matière de crédit immobilier.

Hors éléments conjoncturels (reprise de provision épargne-logement, évolution des commissions sur épargne réglementée centralisée, moins-values sur titres de placement), le PNB est légèrement supérieur au niveau attendu.

Les bons résultats sont le fruit :

- d'une bonne progression du PNB qui atteint 4 613 M€ dont une marge d'intérêt de 2 735 M€ et des commissions nettes pour 1 612 M€,
- d'une maîtrise confirmée des charges qui, hors les charges imprévues liées à la répartition des charges du réseau, sont très sensiblement inférieures aux prévisions.

Ceci conduit à un Résultat Brut d'Exploitation de 378,5 M€ et à un Résultat Net Part du Groupe de 372,4 M€ compte tenu d'un coût du risque pratiquement négligeable (8,9 M€).

# RAPPORT DE GESTION

## C. LE PRODUIT NET BANCAIRE

L'évolution du Produit Net Bancaire, établie sur la base d'un PNB 2005 proforma, est de 6,5 %. Le PNB consolidé 2006 s'établit ainsi à 4 612 M€ en 2006 pour 4 333 M€ en PNB 2005 proforma.

La contribution des différents secteurs d'activité du groupe à cette progression peut s'analyser de la façon suivante :

### PNB Sectoriel

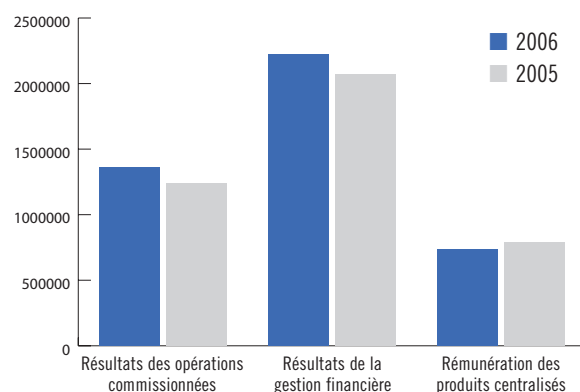
	2006	2005*	Evolution
Banque de détail	4 329 185	4 099 530	5,60 %
Gestion d'actifs	213 247	180 808	17,94 %
Assurance	70 290	52 397	34,15 %
<b>TOTAL</b>	<b>4 612 722</b>	<b>4 332 735</b>	<b>6,46 %</b>

\* Chiffres 2005 pro forma

Le PNB des différents secteurs d'activité de la banque a fait l'objet d'une progression importante entre 2005 et 2006. Le métier de la banque de détail reste prédominant dans la formation du PNB du groupe, les bonnes performances réalisées démontrant notamment le dynamisme de la politique commerciale de la banque.

### Banque de détail

Le PNB de la banque de détail, correspondant à la contribution de La Banque Postale, progresse de 5,6 % entre 2005 et 2006. Il est constitué des commissions perçues sur la clientèle, du PNB de la gestion financière (marges d'intérêts et résultats sur portefeuilles de placement et de négociation), et de la rémunération des produits centralisés auprès de la CDC.



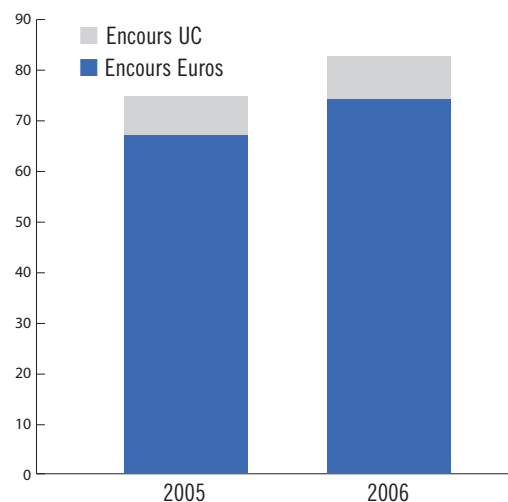
PNB Banque de détails

Ainsi, le PNB des **opérations commissionnées** progresse de plus de 10 % pour s'établir à 1 364 M€ en 2006, marquant le niveau élevé de l'activité commerciale durant la période. Celle-ci se traduit notamment par la progression significative de la distribution de produits d'assurance vie, l'augmentation du nombre de clients actifs de La Banque Postale, et l'amélioration de l'équipement des clients.

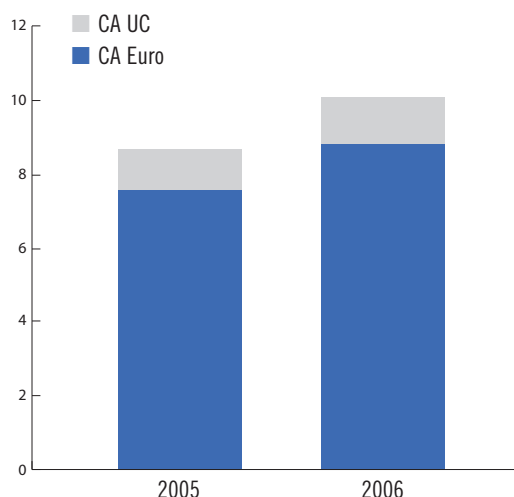
Les commissions sur assurance vie et prévoyance s'élèvent à près de 482 millions d'euros en progression de 10,7 % par rapport à 2005. Ce montant intègre notamment l'effet de la nouvelle convention de partenariat signée en juillet 2006 avec CNP Assurances qui prévoit des conditions de rémunération plus favorables pour La Banque Postale ainsi qu'une prolongation de l'accord jusqu'en 2015.

Le secteur a notamment bénéficié du succès de la gamme Vivaccio, avec la souscription de 400 000 contrats pour une collecte d'environ 3 Md€, ainsi que des transferts effectués dans le cadre de "l'amendement Fourgous".

A noter que le poids des contrats en unités de compte a fortement progressé dans la collecte en 2006 (+62 %) pour atteindre 1,5 Md€.



Encours Assurance vie (en Md€)



Chiffre d'Affaires Assurance vie (hors Fourgous) (en Md€)

Les commissions sur les services bancaires ont progressé fortement en 2006 (+17,2 %) pour s'établir à 918,8 M€. Cette performance est notamment liée à la progression du nombre de clients actifs et à l'amélioration de l'équipement de la clientèle.

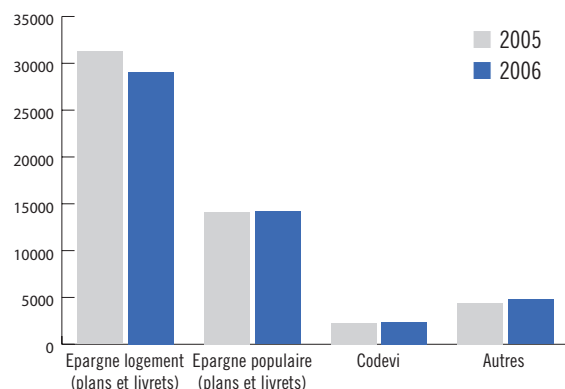
Ainsi, le solde net des ouvertures de comptes courants et d'offres groupées est respectivement de 175 527 et 674 730 comptes supplémentaires.

Ce dynamisme commercial a également permis de porter le taux d'équipement de la clientèle en cartes de paiement à 48,5 % et en offres groupées à 28,6 %, la gamme Adispo Privilège ayant notamment connu un grand succès avec 473 158 ouvertures nettes de comptes.

Les **résultats de la gestion financière** représentent la gestion actif-passif et la gestion de la trésorerie de La Banque Postale.

Le PNB du domaine progresse de 7,4 % entre 2005 et 2006 et s'établit à 2 226 M€.

Cette évolution comprend une **reprise de la provision Epargne Logement de 237 M€**, liée principalement à l'effet de la hausse des taux, et traduisant également la baisse des encours d'épargne logement. Ceux-ci ont en effet enregistré une diminution de plus de 2 Md€ entre 2005 et 2006.



Encours d'épargne (en M€)

La marge nette d'intérêts progresse de 2,8 % durant la période.

Les **résultats sur titres** enregistrent une forte progression. Cette hausse est liée majoritairement à la progression du portefeuille, correspondant au réinvestissement des fonds reçus de la Caisse Nationale d'Epargne sous forme de liquidités. L'évolution du PNB intègre également les effets de la hausse des taux sur la valorisation du portefeuille de titres à taux fixe reçu dans le cadre des apports de la CNE.

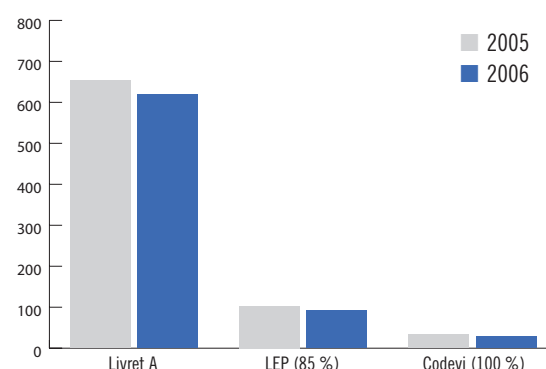
Les **intérêts sur les crédits** progressent légèrement durant la période (+1,87 % de 860 à 876 M€).

Le niveau des mises en force des crédits est conforme aux prévisions, malgré un contexte fortement concurrentiel. En revanche, la banque a enregistré un niveau relativement important de remboursements anticipés au premier semestre, dû notamment à l'absence d'offres de rachat de crédits sur une grande partie de l'année. En outre, l'exercice s'est caractérisé par un niveau particulièrement bas des marges.

Malgré la bonne tenue des encours, la **rémunération globale des produits centralisés à la CDC**, comprenant le Codevi, le LEP centralisé et le Livret A diminue de plus de 6 % durant la période, enregistrant un résultat de 739 M€ en 2006 pour 789 M€ en 2005.

Cette évolution est liée à la baisse des taux de rémunération sur les encours des Livrets d'Epargne Populaire, passée de 1 % à 0,5 % en octobre 2006 pour les encours centralisés (85 %), ainsi que celle des Titres de Développement Industriel (de 0,5 % en moyenne) depuis le début de l'année représentant la rémunération du Codevi, centralisé à 100 % auprès de la CDC.

L'impact en année pleine de la diminution de la commission de gestion du Livret A intervenue en novembre 2005 est évalué à 39M€ sur 2006.



Résultats des produits centralisés (en M€)

## Gestion d'actifs et Assurance-Prévoyance

Le PNB sectoriel dans le domaine de la **gestion d'actifs**, portée principalement par La Banque Postale Asset Management dont La Banque Postale a pris le contrôle à 100 % en 2006, progresse de 18 % entre 2005 et 2006 et atteint 213 M€.

# RAPPORT DE GESTION

L'encours géré (hors fonds de fonds internes et fonds maîtres) bénéficie de la bonne tenue des marchés et s'élève à 32,3 Md€ en fin d'année, en hausse par rapport à 2005. La collecte a été particulièrement forte sur les OPCVM actions et OPCVM garantis, la gamme ayant été enrichie dans le courant de la période.

Le PNB de l'Assurance-Prévoyance, moins significatif que celui des autres secteurs, enregistre une progression importante (+34 %) entre 2005 et 2006 pour s'établir à 70 M€.

Ces résultats sont générés principalement par la forte croissance de l'activité des filiales de prévoyance (Assurposte) et de courtage (Sogerco) de La Banque Postale.

Les résultats d'**Assurposte** enregistrent une forte progression dans le domaine de la prévoyance individuelle et sont dynamisés par la progression des offres Résolys et Prémunys en particulier.

La forte progression des activités de **Sogerco** est générée dans une large mesure par le courtage sur l'offre d'assurance Carte Bancaire Alliatys, enrichie régulièrement de nouvelles garanties telles que, depuis 2004, l'assurance contre le vol de téléphone mobile, et depuis 2005, de nouvelles garanties sociales et solidaires.

Le résultat de CNP Assurances, mis en équivalence, n'est pas compris dans le PNB assurance.

## D. LES CHARGES D'EXPLOITATION

Du fait des changements de périmètre et des nombreux transferts de responsabilités entre le siège du groupe et la filiale qui ont été réalisés lors de la création de la banque, il n'a pas été possible de reconstituer un proforma 2005.

### Charges d'exploitation (en M€)

	2006
Frais de Personnel	125,5
Autres charges d'exploitation	3 994,9
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	86,0
Impôts et taxes	27,8
<b>Total</b>	<b>4 234,2</b>

Les charges d'exploitation concernent principalement l'activité de banque de détail :

— Banque de détail :	4 013 M€
— Gestion d'actifs :	187 M€
— Assurance :	34 M€

## Les frais de personnel

Les effectifs d'Efiposte devenu La Banque Postale ont connu une forte croissance en 2006 compte tenu des transferts opérés à partir de La Poste au titre de la création de la banque, du renforcement de certaines directions (risques, conformité, juridique), de la montée en charge progressive des fonctions de contrôle, de la création des Représentants Territoriaux de la Banque et des fonctions en charge de l'animation de la chaîne commerciale.

Cette année a vu la mise en place de la politique sociale de La Banque Postale avec la signature des accords relatifs au versement d'un intéressement et la création d'un PEE abondé souscrit par 68 % des salariés.

**Les autres charges d'exploitation** sont constituées principalement, pour la banque de détail, par les refacturations par La Poste à La Banque Postale de l'utilisation des moyens de production et de distribution qui constituent avec 3 289 M€ l'essentiel des charges du groupe.

Elles comportent notamment les factures relatives :

- aux "opérations de guichet" (1 126 M€) qui diminuent en volume d'une année sur l'autre du fait notamment de l'évolution tendancielle d'externalisation des retraits d'espèces vers les automates et du développement de la banque à distance,

- à la chaîne commerciale (1 117 M€) qui a vu la création de nouvelles fonctions (directeurs d'animation commerciale) et le recrutement de conseillers financiers, patrimoniaux et immobiliers (près de 900 personnes),

- au recours aux personnels de La Poste dans les Centres Financiers et dans les services informatiques (963 M€). Les opérations d'optimisation des processus en Centres Financiers se sont poursuivies permettant d'accompagner le développement des activités tout en maîtrisant les effectifs. La poursuite de l'adaptation des systèmes informatiques de La Banque Postale a nécessité par ailleurs le recrutement d'équipes spécialisées supplémentaires.

**Les dotations aux amortissements et dépréciations** s'élèvent à 86 M€ et concernent majoritairement le matériel informatique.

## E. LES PERSPECTIVES

En 2007, conformément à son plan stratégique et à son business plan, La Banque Postale accentuera ses efforts sur le développement de son activité de crédit, l'amélioration de l'équipement de ses clients particuliers, l'augmentation de sa clientèle patrimoniale et l'enrichissement de son offre vers les particuliers et également à destination des entreprises.

Elle soutient l'action de CNP Assurances en souscrivant, via Sopassure, à l'augmentation du capital de CNP Assurances, destinée à financer en partie le rachat de la participation du Groupe Caisses d'Epargne dans Ecureuil-Vie.

Elle poursuit le chantier relatif aux normes comptables IAS/IFRS, l'année 2007 étant celle où ces normes seront appliquées pour la première fois par La Banque Postale.



## I.3 La gouvernance

### PREAMBULE

La Banque Postale, société anonyme, à Directoire et Conseil de Surveillance, détenue à 100 % par La Poste, a commencé son activité en tant que Banque le 1<sup>er</sup> janvier 2006 après avoir reçu son agrément du CECEI en tant qu'établissement de crédit le 2 décembre 2005.

Elle est donc soumise principalement au code de commerce en tant que société commerciale, au code monétaire et financier et aux règlements du CCLRF (CRBF) en tant qu'établissement de crédit, et à la loi de démocratisation du secteur public de juillet 1983 en tant que société appartenant au secteur public.

La Banque Postale organise sa gouvernance à partir des règles de gouvernance préconisées par l'Agence des Participations de l'Etat, celles-ci étant largement inspirées des rapports Viénot/Bouton.

### A. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

#### Composition

Le Conseil de Surveillance présidé par le Président de La Poste, Jean-Paul Bailly, est composé de 7 membres exerçant des fonctions de direction au sein du Groupe La Poste, 3 membres indépendants, et 3 membres élus par les salariés en octobre 2006 en application de la loi de démocratisation du secteur public.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour une durée de 5 ans.

Est considéré comme indépendant le membre du Conseil de Surveillance qui n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec l'entreprise, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre sa liberté de jugement.

#### Membres exerçant des fonctions de direction au sein du Groupe La Poste :

- **Jean Paul Bailly**, Président du Groupe La Poste
- **Marc André Feffer**, Directeur Général Délégué du Groupe La Poste, en charge de la stratégie, de l'innovation, du développement international, de la régulation, du juridique et des systèmes d'information.
- **Didier Brune**, Directeur de la Stratégie du Groupe La Poste
- **Paul-Marie Chavanne**, Directeur du Métier Colis, Président Directeur Général de GEOPOST
- **Nicolas Duhamel**, Directeur Général Délégué, Directeur Financier du Groupe La Poste
- **La Poste**, représentée par **Georges Lefebvre**, Directeur Général du Groupe La Poste
- **Didier Négiar**, Directeur des Achats, du contrôle des coûts et des systèmes d'information du Groupe La Poste.

#### Membres indépendants

- **Gérard Barbot**, Administrateur de Sociétés
- **Sylvain Lemoyne de Forges**, Directeur des Opérations Financières de Veolia Environnement
- **Didier Ribadeau Dumas**, Gérant de sociétés.

#### Membres représentants des salariés

- **Didier Galopin**, Contrôleur bancaire, parrainé par la CFDT
- **Frédéric Saint Leger**, Responsable de la gestion des produits dérivés, parrainé par CFE-CGC
- **Hélène Wolff**, Chef de projet à la Direction des Systèmes d'information, parrainée par la CFDT.

Les membres représentant les salariés ont été élus en octobre 2006. (La liste détaillée des mandats détenus par chacun des membres du Conseil de Surveillance figure en annexe).

Participent également au Conseil de Surveillance sans voix délibérative :

- les deux membres du Directoire,
- le Commissaire du Gouvernement, **Monsieur Christian Bodin**,
- le Secrétaire du Conseil de Surveillance,
- le Secrétaire du Comité d'Entreprise,
- et le cas échéant les commissaires aux comptes.

A la date de rédaction de ce rapport, l'âge moyen des membres du Conseil s'élevait à 54 ans.

### I. Rôle et fonctionnement du Conseil de Surveillance :

#### ■ Missions et pouvoirs du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance dispose des pouvoirs qu'il tient du Code de Commerce, de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public et des statuts de la société notamment précisés à l'article 25.

Le Conseil de Surveillance délibère préalablement aux décisions du Directoire, sur les grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques de l'activité de l'entreprise. Il exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire et donne les autorisations préalables à la conclusion des opérations que celui-ci ne peut accomplir sans son autorisation conformément à l'article 14 des statuts. Il vérifie et contrôle les comptes. Il nomme les membres du Directoire et fixe leur rémunération.

# RAPPORT DE GESTION

## ■ Droits et obligations des membres du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance a adopté au cours de sa séance du 25 janvier 2006 la Charte du Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale qui précise les droits, obligations et principes applicables au Membre du Conseil de Surveillance. Il a également adopté lors de cette séance son règlement intérieur qui définit et détermine les conditions de préparation et d'organisation de ses travaux.

## ■ Activité du Conseil de Surveillance en 2006 :

Le Conseil de Surveillance s'est réuni 7 fois au cours de l'exercice 2006 avec un taux de participation moyen de 90 %. Il a examiné notamment :

- les rapports d'activité trimestriels du Directoire,
- les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion 2005 et les comptes semestriels 2006,
- le rapport sur le contrôle interne (art 42 et 43 du règlement 97-02),
- le budget 2006 et le budget 2007 ainsi que le plan à trois ans,
- la rémunération des mandataires sociaux,
- les investissements supérieurs à 12 M€,
- les dispositifs de gouvernance de La Banque Postale,
- le renouvellement d'un des deux commissaires aux comptes et le remplacement de l'autre,
- l'évolution du dossier du Livret A et ses conséquences pour la société,
- le dossier SEPA et ses implications,
- diverses modifications statutaires dont le regroupement des actions de la société,
- une émission de titres de créances.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur, les membres du Conseil de Surveillance sont convoqués 15 jours avant la réunion du Conseil et reçoivent 7 jours avant le dossier préparatoire aux travaux du Conseil.

## ■ Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

Des jetons de présence sont alloués à tous les membres du Conseil de Surveillance, à l'exception des membres représentant les salariés.

Il est alloué à titre de jetons de présence une somme forfaitaire annuelle au Président du Conseil de Surveillance.

Le montant des jetons de présence des membres est calculé en fonction de leur présence effective aux séances du Conseil de Surveillance et des comités, le président de chaque comité percevant une somme forfaitaire annuelle supplémentaire.

Il est fait application des règles internes au groupe La Poste en ce qui concerne le règlement des jetons de présence alloués à tous les membres du Conseil de Surveillance issus de La Poste.

## II. Organisation et fonctionnement des comités spécialisés

Le Conseil de Surveillance a créé 3 comités pour l'aider dans sa mission. Il a nommé les membres ainsi que le président de chacun des comités.

Les missions de chacun de ces comités, les critères de choix de ses membres et ses règles de fonctionnement sont inscrits dans un règlement intérieur approuvé par le Conseil de Surveillance.

### ■ Le Comité d'Audit :

Le Comité d'Audit est composé de 5 membres :

- trois membres indépendants, **Didier Ribadeau Dumas** son Président, **Gérard Barbot** et **Sylvain de Forges**,
- un membre issu de La Poste, **Nicolas Duhamel**,
- et depuis octobre 2006, un membre représentant les salariés, **Hélène Wolff**.

Le Commissaire du Gouvernement, **Christian Bodin** assiste également au Comité d'Audit.

Le Comité est chargé notamment de :

- vérifier la clarté des informations fournies et apprécier la pertinence des méthodes comptables adoptées,
- conduire la procédure de sélection des commissaires aux comptes,
- apprécier la qualité du contrôle interne.

Le Comité d'Audit se réunit au moins quatre fois par an, et notamment avant toute réunion du Conseil de Surveillance dont l'ordre du jour comprend une ou plusieurs questions entrant dans son domaine de compétence.

En 2006, il s'est réuni 6 fois avec un taux de participation moyen de 85 %.

Au cours de l'exercice 2006, il a examiné notamment les sujets suivants :

- son règlement intérieur,
- le cahier des limites,
- la procédure de sélection des commissaires aux comptes dont le mandat venait à expiration,
- la charte, les rapports périodiques d'activité et le programme de l'Inspection Générale,
- le rapport sur le contrôle interne (articles 42 et 43 du règlement n° 97-02),
- les conséquences du passage aux normes IFRS,
- les comptes annuels sociaux et consolidés, le rapport de gestion 2005,
- les comptes semestriels 2006,
- le plan de continuité d'activité.

Le Comité d'Audit rend compte de ses travaux au Conseil de Surveillance après chacune de ses séances.

### ■ Le Comité de Nomination-Rémunération

Le Comité de Nomination-Rémunération est composé de 3 membres :  
 – un membre indépendant, **Gérard Barbot**, qui le préside,  
 – deux membres issus de La Poste, **Jean-Paul Bailly** et **Georges Lefebvre**.

Le Comité est chargé notamment de :

- l'examen du profil des personnalités indépendantes du Groupe La Poste pressenties pour siéger au Conseil de Surveillance ou au Directoire,
- l'examen des rémunérations des mandataires sociaux, que celles-ci soient fixes ou variables, versées en numéraire ou constituées d'avantages en nature,
- l'étude des régimes de retraite et de prévoyance,
- l'étude de l'opportunité de créer des mécanismes de participation ou d'intéressement des dirigeants sociaux et/ou des salariés, au capital ou non.

Le Comité de Nomination-Rémunération s'est réuni 5 fois dans l'année avec un taux de participation de 100 %.

Au cours de l'exercice 2006, il a examiné la candidature d'un membre du Conseil de Surveillance, le mode de répartition des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil de Surveillance autres que les représentants des salariés et, après examen des pratiques de marché, établi une proposition concernant la rémunération des deux membres du Directoire.

### ■ Le Comité Stratégique

Le Comité Stratégique est composé de 4 membres :

- un membre indépendant **Sylvain de Forges**,
- deux membres issus de La Poste, **Marc-André Feffer** qui préside le comité et **Paul-Marie Chavanne**,
- et depuis octobre 2006, un membre représentant des salariés, **Frédéric de Saint-Leger**.

Le Commissaire du Gouvernement, **Christian Bodin** assiste également au Comité Stratégique.

Le Comité Stratégique examine et suit la réalisation du plan stratégique pluriannuel de la société, ainsi que les projets et opérations stratégiques de la société et de ses filiales.

Il examine les opérations soumises de par la loi ou les statuts à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

Le Comité Stratégique s'est réuni une fois dans l'année pour traiter de la problématique du Livret A et de l'exercice de l'option d'achat de 35 % du capital de La Banque Postale Asset Management. Tous ses membres étaient présents.

### Evaluation des performances du conseil de surveillance

L'année 2006 a été l'année de la création de La Banque Postale et de la mise en place de ses Instances. A l'issue de l'année 2007, le Conseil de Surveillance sera en mesure au vu des deux premières années d'existence de la banque, d'engager une réflexion approfondie sur ses modalités de fonctionnement et sur les pistes d'amélioration à envisager.

## III. Directoire

La Banque Postale est une société à Directoire et Conseil de Surveillance.

En conséquence la direction générale de la société est assurée par le Directoire qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et par les statuts, notamment son article 14, au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée des actionnaires.

Le Directoire est composé de deux membres,

- **Patrick Werner** qui en est le Président
- **Philippe Bajou**.

Les deux membres du Directoire ont la qualité de dirigeant responsable visée à l'article L 511-13 du Code Monétaire et Financier.

Comme l'avait autorisé le Conseil de Surveillance, les membres du Directoire ont réparti entre eux les tâches de direction. Ils ont par ailleurs fixé les montants au-delà desquels certains actes engageant la société devront être autorisés préalablement par le Directoire sous peine d'engager la responsabilité de leur auteur vis-à-vis de la société et ses actionnaires.

## IV. Comités internes

La Banque Postale dispose de 8 comités internes, présidés par un membre du Directoire.

Sont membres de ces comités, les responsables des directions concernées par les sujets traités. Les Représentants Territoriaux de la Banque (RTB) participent également à certains des comités.

L'ordre du jour de ces comités, établi après consultation des membres, est approuvé par le Président du Comité. Il est adressé aux membres 24 heures avant la tenue du comité. Un compte rendu est systématiquement rédigé et proposé au Président pour approbation.

■ **Le Comité Exécutif** assiste le Directoire dans la définition des orientations stratégiques, l'élaboration du plan stratégique, la prise de décisions majeures collectives, et leurs déclinaisons opérationnelles. Il se réunit 3 fois par mois.

■ **Le Comité de Direction** est un lieu d'échange réciproque d'informations notamment sur le déploiement des grandes politiques de la banque, sur l'avancement des projets et sur le budget, le tableau de bord et les résultats de la banque. Il traite également de la gestion des carrières des cadres supérieurs et ceux à haut potentiel. Il se réunit une fois par mois.

■ **Le Comité des Risques** participe à la définition de la politique de crédit par activités, revoit les risques sensibles, approuve les principaux engagements, suit les risques opérationnels et valide le dispositif de maîtrise des risques. Il se réunit une fois par mois.

■ **Le Comité de Conformité et Déontologie** veille à la cohérence et à l'efficacité des actions en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme, coordonne les activités de contrôle interne, s'assure du respect des règles de déontologie et instruit les cas de conflits d'intérêts majeurs. Il se réunit une fois par mois.

# RAPPORT DE GESTION

■ Le **Comité ALM** revoit le dispositif de maîtrise des risques financiers liés à la gestion du bilan, et en particulier la politique de maîtrise du risque global de taux et de liquidité. Il se réunit tous les deux mois.

■ Le **Comité Stratégique des Systèmes d'Information** suit le budget informatique et prépare les arbitrages au sein du portefeuille de projets informatiques en conformité avec le plan stratégique. Il se réunit tous les trimestres.

■ Le **Comité Marketing** prépare la politique marketing et suit les décisions de mise en gamme. Il se réunit une fois par mois.

■ Le **Comité Qualité Client** propose les orientations en matière de politique qualité et suit la satisfaction des clients, la qualité de service qui leur est délivrée, et les bonnes pratiques du secteur. Il se réunit tous les trimestres.

## V. Rémunérations

### REMUNERATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Des jetons de présence sont alloués à tous les membres du Conseil de Surveillance, à l'exception des membres représentant les salariés. L'enveloppe globale attribuable fixée par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006 est de 450 000 €.

Sur proposition du Comité de Nomination-Rémunération, le Conseil de Surveillance a défini les modalités de calcul des jetons de présence des autres membres en fonction de leur présence effective aux séances du Conseil de Surveillance et des comités, le président de chaque comité percevant une somme forfaitaire annuelle supplémentaire. Il est alloué à titre de jetons de présence une somme forfaitaire annuelle au Président du Conseil de Surveillance.

Il est fait application des règles internes au Groupe La Poste en ce qui concerne le règlement des jetons de présence alloués à tous les membres du conseil de surveillance issus de La Poste. Ainsi, les jetons de présence attribués aux membres du Conseil de Surveillance issus du Groupe La Poste sont versés à La Poste.

#### Membres du Conseil de Surveillance

Membres Indépendants	Jetons de présence perçus en 2006
Gérard Barbot	45 500 €
Sylvain Lemoyne de Forges	24 000 €
Didier Ribadeau Dumas	21 215 €

### REMUNERATIONS DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Les deux membres du directoire bénéficient d'une rémunération fixe annuelle qui peut être majorée d'un bonus annuel fonction de la réalisation des objectifs fixés au business plan et d'un super bonus à trois ans en cas de surperformance par rapport à la feuille de route du business plan.

Ils bénéficient par ailleurs d'une affiliation à un régime de couverture des frais de santé et de prévoyance et d'une indemnité de départ en cas de cessation (sauf démission ou révocation assimilée à une faute

grave) de leurs fonctions au sein du Directoire égale à 30 mois de rémunération fixe et bonus annuel calculée sur la base des 12 derniers mois.

### Rémunérations et avantages sociaux versés aux mandataires sociaux durant l'exercice 2006

Membres du Directoire	Rémunération fixe <sup>(1)</sup>	Avantages en nature 2006	Bonus	Total Brut
P Werner	304000 €*			304000,00 €
P Bajou	220000 €	4555,20 €	91000 <sup>(2)</sup> €	315555,20 €

(1) Mandat social

(2) Bonus perçu en 2006 au titre des fonctions de Directeur Général d'Efpiste en 2005

\* Part de la rémunération supportée par La Banque Postale

### REMUNERATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE REPRESENTANT LES SALARIES

L'ensemble des rémunérations versées aux membres du Conseil de Surveillance représentant les salariés s'est élevé en 2006 à 174 899,35 €.

## B. RELATION AVEC L'ACTIONNAIRE

En application de l'article 16 de la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 et de son décret d'application du 30 août 2005, La Poste a transféré à La Banque Postale, avec effet au 31 décembre 2005, l'ensemble des biens, droits et obligations de toute nature liés à ses services financiers, y compris les participations, à l'exception, le cas échéant, de ceux nécessaires aux activités qu'elle exerçait directement. En rémunération de ces apports, il lui a été attribué 1 008 333 000 actions de La Banque Postale d'une valeur nominale de 2,16 euros. A la suite de ces opérations La Poste détient 99,99 % du capital.

L'article 16 sus visé prévoit expressément que La Poste doit détenir la majorité du capital de sa filiale.

La Poste, par ailleurs, s'est engagée dans le Traité d'apport à conserver pendant 3 ans les actions qu'elle détient dans la société. A la connaissance de La Banque Postale, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure modifier la participation de La Poste.

Les relations entre La Poste et La Banque Postale sont très étroites. Elles s'exercent tant au travers de la gouvernance et des organes de direction, que dans les relations industrielles et commerciales.

Ainsi, le Président du Directoire de La Banque Postale est Directeur Général Délégué de La Poste, chargé des Activités Financières. Il est membre du Comité Exécutif de La Poste.



Au sein du Conseil de Surveillance de La Banque Postale, 7 des 10 membres élus par les actionnaires sont issus du Groupe La Poste, le Président de La Poste présidant le Conseil de Surveillance. La Poste est également représentée dans les comités du Conseil de Surveillance.

La Poste est le prestataire principal de La Banque Postale qui recourt pour la réalisation de son activité aux moyens de La Poste. Différentes conventions ont été à ce titre et en application de l'article 16 de la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005, conclues entre La Poste et La Banque Postale. Les principales ont été autorisées par le Conseil de Surveillance conformément à l'article L 225 86 du code de commerce, les membres du COMEX de La Poste ne prenant pas part au vote.

Enfin, La Banque Postale est le banquier principal de La Poste.

A côté des relations étroites entretenues avec sa maison mère, La Banque Postale entretient des relations fréquentes avec l'Agence des Participations de l'Etat qui est informée, notamment des orientations stratégiques de la banque.

### Annexe I.3 : Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux durant l'exercice

■ **Monsieur Patrick Werner**, Président du Directoire de La Banque Postale :

- Directeur Général Délégué de La Poste, chargé des Activités Financières,
- Président-Directeur Général de SF2,
- Représentant permanent de SF2, Administrateur de Sopassure,
- Président du Conseil d'Administration de Assurposte,
- Membre du Conseil de Surveillance de CNP Assurances,
- Administrateur de Europay France (SAS),
- Président du Conseil de Surveillance de La Banque Postale Asset Management,
- Président de BMS Développement (SAS),
- Président de BMS Exploitation (SAS),
- Président de la SICAV "LBPAM Obli Court Terme",
- Président de la SICAV "LBPAM Actions Euro",
- Président de la SICAV "LBPAM Actions Indice France",
- Président de la SICAV "LBPAM Actions Indice Euro",
- Président du Conseil de Surveillance de XAnge Private Equity (SAS),
- Président de SFPMEI (SAS),
- Administrateur de Poste Immo,
- Président du Comité de Surveillance de la Société Financière de Paiements (SAS),
- Représentant permanent de La Banque Postale, Administrateur de l'Association Apfen.

■ **Monsieur Philippe Bajou**, Membre du Directoire de La Banque Postale :

- Vice Président du Conseil de Surveillance de La Banque Postale Asset Management,
- Représentant permanent de La Poste, Administrateur de la SICAV "LBPAM Obli Long Terme 1",
- Président de la SICAV "LBPAM Obli Revenus",
- Président du Conseil de Surveillance d'Efiposte Gestion SA,
- Vice-Président du Comité d'Administration de Titres-Cadeaux (SAS),
- Président de Fédération-SF2 (SAS),
- Directeur Général de EF Primo.

■ **Monsieur Jean-Paul Bailly**, Président du Conseil de Surveillance et Membre du Comité de Nomination-Rémunération de La Banque Postale :

- Président de La Poste,
- Représentant permanent de La Poste, Administrateur de GeoPost,
- Représentant permanent de La Poste, Administrateur de Sofipost,
- Représentant permanent de La Banque Postale, Administrateur de SF2,
- Administrateur de Sopassure,
- Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale Asset Management,
- Administrateur de Systar,
- Vice Président du Conseil de Surveillance de CNP Assurances,
- Administrateur de Poste Immo,
- Représentant permanent de La Poste, Membre du Groupement des Commerçants du CCR Grand Var,
- Représentant permanent de La Poste, Président de SF 12 (SAS).

■ **Monsieur Nicolas Duhamel**, Membre du Conseil de Surveillance et Membre du Comité d'Audit de La Banque Postale :

- Directeur Général Délégué, Directeur Financier du Groupe La Poste,
- Administrateur de Sofipost,
- Administrateur de GeoPost,
- Administrateur de Poste Immo,
- Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale Asset Management,
- Administrateur de Assurposte,
- Administrateur de SF2,
- Membre du Conseil de Surveillance de Xange Capital.

■ **Monsieur Didier Brune**, Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale :

- Directeur de la Stratégie de La Poste,
- Administrateur de Aspheria Holding,
- Président du Conseil d'Administration de Doc Station jusqu'au 28 septembre 2006,
- Administrateur de Somepost.

# RAPPORT DE GESTION

■ **Monsieur Gérard Barbot**, Membre du Conseil de Surveillance, Membre du Comité d'Audit et Président du Comité de Nomination-Rémunération de La Banque Postale :

- Membre du Conseil de Surveillance de Oddo et Cie,
- Président du Conseil de Surveillance de Vauban Mobilisation Garanties,
- Membre du Conseil de Surveillance du Crédit Foncier de France,
- Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale Asset Management,
- Administrateur et Président du Comité d'Audit de Géopost.

■ **Monsieur Paul-Marie Chavanne**, Membre du Conseil de Surveillance et Membre du Comité Stratégique de La Banque Postale :

- Directeur Général Délégué - Directeur des Colis de La Poste,
- Président-Directeur Général de GeoPost,
- Membre du Conseil de Surveillance de Geopost Imdh GmbH,
- Director de Geopost UK,
- Président du Conseil d'Administration de Europe Airpost,
- Représentant permanent de GeoPost, Administrateur de Chronopost,
- Administrateur de Poste Immo,
- Administrateur de Sofipost,
- Administrateur de Générali Assurances IARD,
- Administrateur de Générali Assurances-Vie,
- Administrateur de Gaz de France.

■ **Monsieur Marc-André Feffer**, Vice-Président du Conseil de Surveillance et Président du Comité Stratégique de La Banque Postale :

- Directeur Général Délégué chargé de la Stratégie du Développement des Affaires Internationales et Juridiques et de la Régulation du Groupe La Poste,
- Administrateur de Sopassure,
- Représentant permanent de Sopassure, Membre du Conseil de Surveillance de CNP Assurances,
- Administrateur de GeoPost,
- Président du Conseil de Surveillance de Xange Capital.

■ **Monsieur Philippe Galopin**, Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale élu par les salariés.

■ **Monsieur Georges Lefebvre**, Représentant Permanent de La Poste, Membre du Conseil de Surveillance et Membre du Comité de Nomination-Rémunération de La Banque Postale :

- Directeur Général et Directeur des Ressources Humaines et des Relations Sociales de La Poste,
- Administrateur de Poste Immo,
- Administrateur et membre du Comité de Nomination-Rémunération de GeoPost,
- Administrateur et membre du Comité de Nomination-Rémunération de Sofipost,
- Président du Conseil d'Administration de la SICAV "LBPAM Profil 100",
- Président du Conseil d'Administration de la SICAV "LBPAM Profil 50",
- Président du Conseil d'Administration de la SICAV "LBPAM Profil 80",
- Président du Conseil d'Administration de la SICAV "LBPAM Profil 80 PEA",
- Président du Conseil d'Administration de la SICAV "LBPAM Profil 15".

■ **Monsieur Sylvain Lemoyne de Forges**, Membre du Conseil de Surveillance, Membre du Comité d'Audit et Membre du Comité Stratégique de La Banque Postale :

- Directeur des Opérations Financières de Véolia Environnement,
- Administrateur de Véolia Environnement Services,
- Gérant de SCI Fondvert.

■ **Monsieur Didier Négier**, Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale :

- Directeur des Achats, de l'Optimisation des Coûts et des Systèmes d'Information de La Poste.

■ **Monsieur Didier Ribadeau Dumas**, Membre du Conseil de Surveillance et Président du Comité d'Audit de La Banque Postale :

- Administrateur de Aspheria Holding,
- Gérant de DRD Conseil,
- Gérant de Sauvigny.

■ **Monsieur Frédéric de Saint Leger**, Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale, élu par les salariés.

■ **Madame Hélène Wolff**, Membre du Conseil de Surveillance de La Banque Postale, élue par les salariés.

## I.4 Les ratios prudentiels

### A. RATIO INTERNATIONAL DE SOLVABILITE

**Le ratio international de solvabilité constitue la mesure permettant d'apprécier la capacité des établissements financiers à faire face aux risques de crédit et de marché.**

Le ratio international de solvabilité est calculé selon la méthode standard.

Le ratio international de solvabilité s'établit à 12,9 % y compris les fonds propres complémentaires Tier 2.

Il convient de rappeler que La Banque Postale a commencé son activité le 1<sup>er</sup> janvier 2006 à la suite des apports effectués par La Poste le 31 décembre 2005. La comparaison avec les chiffres au 31.12.2005 n'est donc pas significative de l'évolution de l'activité.

#### Fonds propres prudentiels, encours pondérés et ratios de solvabilité (en M€)

##### Fonds propres prudentiels

Capitaux propres part du groupe

Dividendes

Intérêts minoritaires après distribution

Déduction prudentielle<sup>1</sup>

Total fonds propres durs

Total fonds propres complémentaires

Autres déductions<sup>2</sup>

Total de fonds propres prudentiels

Risques pondérés

Ratio international de solvabilité (ratio Cooke) en %

Tier one ratio (en %)

31 décembre 2006

31 décembre 2005

2 973

2 811

0,7

12

-544

-164

2 428

2647

500

0

-95

-29

2 834

2 618

1 753

1 574

12,9

13,3

11,1

13,5

1. Principalement formée par les survaleurs, les immobilisations incorporelles

2. Participations dans des sociétés financières non consolidées ou mises en équivalence.

### B. RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES

L'exigence de fonds propres pour le Groupe La Banque Postale, calculée en application des règlements et instructions transposant en France des directives européennes fait ressortir un niveau de couverture des fonds propres disponibles sur les fonds propres exigés :

- de 138 % sur les seuls fonds propres Tier 1,
- de 162 % en tenant compte des fonds propres complémentaires.

Le Groupe La Banque Postale ayant été qualifié de conglomérat financier par la Commission Bancaire en application des textes de transposition de la directive conglomérats financiers, les fonds propres du groupe doivent être à tout moment supérieurs ou égaux à la somme des exigences de solvabilité applicables à ses activités dans le secteur bancaire et dans le secteur des assurances. Cette exigence était satisfaite au 31 décembre 2006.

### C. AUTRES RATIOS

#### Contrôle des grands risques

Ce ratio est calculé selon une périodicité trimestrielle conformément aux exigences des autorités de surveillance. Les établissements soumis à ce ratio doivent respecter les contraintes suivantes :

- le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires, dont les risques dépassent, pour chacun d'entre eux, 10 % des fonds propres nets consolidés, n'excède pas 8 fois ces fonds propres consolidés,
- le montant total des risques encourus sur un même bénéficiaire n'excède pas 25 % des fonds propres nets du groupe.

La Banque Postale respecte en permanence ce ratio : les limites par contreparties étant fixées en sorte.

# RAPPORT DE GESTION

## Ratio de liquidité

Ce ratio de surveillance de la liquidité à court terme, calculé mensuellement, doit être supérieur à 100 %.

Pour La Banque Postale, il s'élevait à 183 % en moyenne sur l'année 2006. La Banque Postale respecte ce ratio en permanence.

## Coefficient de fonds propres et de ressources permanentes

Ce ratio mesure la couverture des emplois à plus de 5 ans par des ressources d'une durée résiduelle supérieure à 5 ans. Il est calculé sur une base annuelle et doit être supérieur à 60 %.

La Banque Postale respecte ce ratio en permanence. Au 31 décembre 2006, il s'élève à 152 %.

## D. REFORME DU RATIO INTERNATIONAL DE SOLVABILITE (REFORME DITE "BALE II")

La Banque Postale a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2006 par apport des Services Financiers de La Poste à la filiale de cette dernière en charge de la gestion des fonds des CCP.

La Banque Postale intervient essentiellement sur le marché des particuliers. Son offre a été étendue au crédit immobilier sans épargne préalable à la date de sa création. Ainsi, La Banque Postale n'intervient ni sur le marché du crédit aux entreprises, ni sur le marché du crédit à la consommation.

**Dans ce contexte, le bilan de La Banque Postale est constitué de deux grandes catégories d'actifs :**

- du crédit à l'habitat garanti sous différentes formes,
- des titres obligataires dans une grande majorité émis par des Etats membres de l'OCDE ou garantis par eux.

**Les impacts de la réforme Bâle II pour La Banque Postale la placent donc dans une situation particulière par rapport aux autres établissements financiers,**

- d'une part, en raison de son arrivée récente dans le système bancaire,
- et d'autre part, en raison d'une asymétrie défavorable entre les gains induits par les différentes méthodes applicables sur les risques de crédit et les exigences supplémentaires au titre des risques opérationnels.

**Les méthodes standard pour la mesure de l'ensemble des risques couverts par la réforme Bâle II se sont donc imposées naturellement pour le démarrage de La Banque Postale.**

– Le projet Bâle II de La Banque Postale a été lancé dès le début de 2006 bien que des travaux aient été initiés antérieurement.

– Dans ce contexte, l'année 2006 aura été principalement consacrée à l'adaptation du processus de production du ratio de solvabilité et à la mise à niveau du système d'information afin de publier les états réglementaires COREP en méthodes standard.

– Par ailleurs, le Directoire de l'établissement a validé un scénario de transition vers des méthodes internes, décliné par typologie de risque et par secteur d'activité, et tenant compte des risques de l'établissement, des économies de fonds propres potentielles et des délais de mise en œuvre des exigences minimales, notamment en terme de profondeur d'historiques.

– Ainsi, La Banque Postale adoptera d'abord un modèle interne pour la mesure des risques de marché, puis pour la mesure du risque de crédit sur ces concours à la clientèle de détail et enfin pour ses expositions sur les établissements de crédit et les entreprises.

– S'agissant des risques opérationnels, elle se met en mesure de respecter les exigences qualitatives liées aux méthodes avancées, les aspects quantitatifs nécessitant quant à eux des travaux complémentaires sur l'analyse des risques des processus, en sachant que certains sont encore en cours d'adaptation.

**L'équipe projet "Bâle II" de La Banque Postale a engagé des travaux, au cours de l'année 2006, afin d'être en conformité avec ce scénario. Ils portent pour l'essentiel sur :**

- le développement, l'enrichissement et la fiabilisation des systèmes d'information et l'organisation de la collecte et de l'historisation des données servant au calcul des exigences de fonds propres au titre des risques de crédit et des risques opérationnels ;
- le développement de scores de notation conformes à la nouvelle réglementation, fondés sur des probabilités de défaut à horizon d'un an ;
- le déploiement des scores dans le réseau pour l'octroi des concours à la clientèle et la gestion des risques ;
- l'adaptation des processus et procédures afin de prendre en compte les exigences minimales prévues pour l'utilisation des méthodes internes pour les trois risques.

Tous ces travaux, pilotés par la Direction des Risques, sont suivis par le Directoire au travers du Comité des Risques.



## I.5 La gestion des risques

### A. INTRODUCTION

L'arrêté du 31 mars 2005 en modifiant le règlement n° 97-02 a renforcé les exigences en matière de dispositif de maîtrise des risques de non-conformité ainsi que des contrôles sur les activités externalisées. Cet arrêté est entré en vigueur le 1er janvier 2006, jour de création de La Banque Postale. Aussi, La Banque Postale avait-elle anticipé cette situation de manière à disposer d'une organisation conforme aux exigences du nouveau règlement 97-02.

### Le dispositif général

La Banque Postale s'est donc dotée d'une organisation adaptée à la maîtrise de ses risques en prenant en compte les spécificités de son activité et de l'organisation à travers laquelle elle intervient. Ainsi, ont été créées en mobilisant des moyens significatifs, deux directions qui sont en charge du contrôle permanent, chacune pour ce qui la concerne :

- une Direction en charge du respect de la conformité,
- une Direction en charge des risques.

#### ■ La Direction de la Conformité

Elle est en charge de la maîtrise du risque de non-conformité, c'est-à-dire des risques visés à l'article 4 p) du règlement 97-02, à savoir : "Risque de non-conformité : le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législatives ou réglementaires, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant."

Pour cela, la Direction de la Conformité s'appuie sur une filière de contrôleurs territoriaux de plus de 200 personnes en charge de la vérification des opérations dans le réseau.

**La Direction de la Conformité est également en charge de la Déontologie et du respect des règles en matière de prestations de services d'investissement ainsi que de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.**

#### ■ La Direction des Risques

Elle intervient, pour sa part, dans les domaines :

- **du risque de crédit** : il correspond au risque de perte financière du fait de l'incapacité d'un client à honorer ses obligations contractuelles. Il s'agit du risque concernant les activités de prêt ou les moyens de paiement des clients ;
- **du risque de marché et de contrepartie** : il s'agit d'une part, du risque de pertes en raison d'évolution défavorable des prix, des instruments financiers et des paramètres de marché ; d'autre part, du risque de pertes liées au défaut d'une contrepartie à caractère bancaire ou d'un émetteur pour ce qui concerne les transactions sur les marchés financiers ;
- **des risques structurels de liquidité** : ils couvrent les risques liés à la gestion du bilan et intègre donc à ce titre les risques qu'engendraient des déséquilibres non prévus entre les actifs et les passifs, ainsi que le risque de ne pouvoir dégager les financements nécessaires afin de faire face aux engagements de La Banque Postale ;
- **du risque opérationnel** (hors risque de non conformité) : risque résultant de l'inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs.

#### ■ Le contrôle périodique est assuré par l'Inspection Générale

Il s'appuie pour cela sur deux corps de contrôle de 100 personnes au total : l'Inspection Bancaire en charge des audits d'entités, et l'Audit en charge des audits de processus.

■ **Un ensemble de Comités ad hoc** garantit une analyse et un suivi des risques au niveau le plus élevé de La Banque Postale.

– **Le Comité de Conformité et le Comité des Risques** se prononcent, chacun pour ce qui le concerne, sur les enjeux de méthodologie, de moyens, et sur l'analyse des actions mises en œuvre pour les clients et la gestion des comptes.

– **Le Comité de veille réglementaire**, animé par la Direction de la Conformité, s'assure de la prise en compte effective des évolutions réglementaires du secteur par l'ensemble des directions concernées.

– **Le Comité des nouveaux produits** s'assure qu'avant tout lancement, l'ensemble des risques attachés à un nouveau produit ait été dûment analysé, approuvé et soumis à des procédures et contrôles adéquats. Il s'assure également de la conformité des informations présentées à la clientèle quel que soit le support utilisé.

# RAPPORT DE GESTION

## B. LA RELATION AVEC LES CLIENTS

### I. La conformité

Les articles du règlement 97-02 modifié le 30 mars 2005, transposent en France la fonction de “Compliance” qui devient la nouvelle fonction “Conformité”. Ils sont entrés en vigueur le 1er janvier 2006, le jour même de la naissance de La Banque Postale.

La Banque Postale s'est donc dotée dès sa création d'un Comité “Conformité et Déontologie” qui s'inscrit dans ses Comités de Gouvernance, ainsi que d'une Direction de la Conformité dont le Directeur appartient à son Comité Exécutif.

#### ■ Le Comité de “Conformité et Déontologie”

Ce comité mensuel est animé par le Directeur de la Conformité et rapporte au Directoire de La Banque Postale. Il a pour mission de :

- veiller à la cohérence et à l'efficacité des actions menées au regard des dispositions législatives et réglementaires propres aux activités bancaires et financière, notamment en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme,
- coordonner les activités de contrôle interne,
- valider la politique de déontologie et s'assurer de sa mise en œuvre,
- examiner les rapports annuels relatifs au contrôle interne ainsi que les rapports du Responsable de la Conformité pour les Services d'Investissement (RCSI).

Ses membres sont : Les membres du Directoire, les Directeurs des Risques, de la Direction Commerciale et Marketing, des Opérations Bancaires, de l'Inspection, de la Direction Juridique, de la Direction des Processus et Procédures et de la Direction des Ressources Humaines, de la Conformité, ainsi que 2 Représentants Territoriaux de la Banque par roulement d'un semestre.

#### ■ La Direction de la Conformité

Elle est rattachée directement au Directoire de la banque. Ses missions sont :

- la maîtrise du risque de non-conformité tel que défini dans l'article 4 du règlement 97-02 modifié. A ce titre, lui sont notamment rattachées les fonctions de déontologie et de pilotage de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- la coordination du dispositif de contrôle interne et notamment des corps de contrôle de deuxième niveau.

La Direction de la Conformité dispose d'un budget pour ses moyens propres et dispose d'un droit de regard sur les budgets des autres fonctions “conformité” du dispositif (contrôle interne des Centres Financiers, contrôleurs bancaires dans le réseau). Elle peut, en cas de désaccord du Directeur de la Conformité, demander un arbitrage du Directoire sur ces budgets.

Le Directeur de la Conformité dispose d'une compétence pleine et entière d'animation fonctionnelle de la filière Conformité, constituée notamment par les assistants des Représentants Territoriaux de la Banque en charge de l'animation des contrôleurs bancaires et des contrôleurs internes des Centres Financiers. Cette compétence s'exerce en particulier dans la gestion des carrières selon des dispositions adaptées à chacune des organisations.

La Direction de la Conformité pilote également le dispositif d'ensemble des contrôles de premier et de deuxième niveau de La Banque Postale. A ce titre elle est en charge :

- du pilotage des contrôleurs bancaires du réseau : en collaboration avec les Responsables Territoriaux de la Banque, elle définit et diffuse la méthodologie de contrôle et détermine, en relation avec la Direction des Risques, le contenu et les procédures de reporting et de consolidation ;
- de la coordination des différents corps de contrôle de deuxième niveau et du contrôle de premier niveau : mise en cohérence des méthodologies, participation à la définition des tableaux de bord et des circuits de remontée de l'information, consolidation de l'information. La Direction des Risques définit quant à elle ses propres tableaux de bord qui lui sont remontés directement ;
- de la rédaction ou de la centralisation des rapports réglementaires relatifs au contrôle interne.

#### ■ Les cinq pôles de la Direction de la Conformité lui permettent de mettre en œuvre ses missions.

– Le pôle Expertise-Conformité élabore l'“avis écrit” prévu par la réglementation pour les nouveaux produits, il valide également tous les supports de mise en marché tels que les procédures internes qui accompagnent les produits et services, et les documents de sensibilisation et de formation à destination des collaborateurs, les supports commerciaux sous toutes leurs formes à destination des clients.

Ce pôle a également la responsabilité de l'organisation de la veille réglementaire et des liens avec la CNIL.

– Le pôle Déontologie est en charge de la définition et de la diffusion des règles de bonne conduite ainsi que de l'animation des correspondants déontologie. Lui est également rattachée la fonction réglementaire de Responsable de la Conformité pour les Services d'Investissement. Cette cellule définit ainsi la politique de déontologie de la banque et de ses filiales et la diffuse dans le réseau et les moyens d'exploitation.

– **Le pôle Pilotage des contrôleurs bancaires** a la responsabilité de fournir aux 200 contrôleurs bancaires et à leurs 16 responsables les outils qui leur permettent de réaliser leurs missions de contrôle : programmes, questionnaires de contrôles, outils de consolidation des résultats agrégés selon les niveaux correspondant aux responsabilités des managers. Le périmètre de cette responsabilité s'étend progressivement aux 28 directeurs du contrôle interne des Centres Financiers et à leurs 80 contrôleurs internes sous l'égide de leur Directrice fonctionnelle : mise en cohérence des programmes, mutualisation des outils, etc.

– **Le pôle Coordination du contrôle permanent** a la responsabilité d'analyser les dispositifs de contrôle interne de maîtrise des risques pour les activités des différentes entités amenées à agir au nom et pour le compte de La Banque Postale. Il lui revient de prendre toutes initiatives favorisant l'amélioration de ces dispositifs, dans le cadre du règlement 97-02 et en coordination avec la Direction des Risques pour ses propres domaines de responsabilité. Ce pôle assure également le pilotage ou la création de groupes de travail à caractère transverse qui peuvent s'avérer nécessaires, notamment à la suite de recommandations de l'Inspection Générale. Le responsable de ce pôle élabore les rapports réglementaires en matière de contrôle interne.

– **La direction Lutte antiblanchiment et contre le financement du terrorisme (DIRLABLAT)**, pilote le dispositif qui met en œuvre les équipes de correspondants TRACFIN qui lui sont rattachées ainsi que les personnes dédiées des Centres Financiers et du réseau des Bureaux de Poste. Elle valide les procédures et les supports de formation et de sensibilisation diffusés à l'ensemble des agents et suit la mise en œuvre effective de ces formations. C'est enfin elle qui assure la maîtrise d'ouvrage des applications informatiques dédiées à ces activités.

**L'ensemble de ces dispositifs agissent en cohérence et exercent un double rôle de conseil et de contrôle pour s'assurer que les bonnes pratiques, la culture et les valeurs de l'entreprise s'inscrivent bien dans les actions au quotidien afin de :**

- protéger les clients du risque de défaut de conseil,
- protéger la banque et ses collaborateurs du risque de non respect de la réglementation,
- et protéger la collectivité en luttant contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme.

#### ■ La relation avec les clients et le devoir de conseil

**Le devoir de conseil constitue un élément essentiel de la relation avec les clients.**

Les actions développées en ce sens illustrent les valeurs de confiance qui sont fondamentales pour La Banque Postale et pour le Groupe La Poste. Les caractéristiques d'une partie significative de la clientèle composée de personnes âgées ou dont la situation financière est fragile, renforcent encore cette obligation.

**Le devoir de conseil est donc pris en compte dans les différents aspects de l'élaboration des produits et de la conduite de la relation avec les clients :**

- création des produits et attention portée aux argumentaires commerciaux ;
- organisation de la cohérence entre la composition de la force de vente, le mode de calcul de son commissionnement, les produits et services proposés à la souscription des clients, et le profil des clients eux-mêmes ;
- adéquation des informations disponibles dans les dossiers clients au regard des contrôles réalisés sur ce point par les contrôleurs bancaires.

**La Banque Postale est particulièrement attentive à ce que les produits proposés à la souscription des clients soient clairement compréhensibles**, c'est-à-dire sans éléments de sophistication inutile susceptibles de troubler la compréhension des clients qui ne seraient pas particulièrement avertis. Ceci fait partie des critères que la Direction de la Conformité prend en compte dans l'avis écrit qu'elle communique au Comité Marketing en application de l'article 11-1 du règlement CRBF 97-02 modifié.

**Cette constante attention portée à la transparence des informations communiquées aux clients** guide aussi la Direction de la Conformité lorsqu'elle valide l'ensemble des notes de procédures destinées au réseau en accompagnement des produits et services, ainsi que l'ensemble des supports commerciaux sous toutes leurs formes. Plus de 200 documents ont ainsi été validés au cours du seul second semestre 2006.

**La Banque Postale prend pleinement en compte les recommandations du rapport Delmas-Marsalet de novembre 2005** relatif à la commercialisation des produits financiers. Elle est notamment attentive à la cohérence entre la composition de la force de vente, les produits et services que chaque catégorie de conseillers clientèle est habilitée à proposer à la souscription des clients, et le profil des clients eux-mêmes. La Banque Postale veille également à ce que le mode de calcul du commissionnement de la force de vente soit neutre vis-à-vis du niveau de risque des produits financiers proposés à la clientèle.

**Ainsi, une part significative du travail des contrôleurs bancaires porte sur :**

- le contrôle systématique de la présence et de la formalisation des documents qui permettent de s'assurer de l'adéquation des besoins des clients aux produits et services qui leur sont proposés ;
- le contrôle du respect des ciblage de clientèle prescrit au réseau à l'occasion des opérations de commercialisation de produits d'assurances en unités de comptes à la suite de la mise en œuvre de l'amendement Fourgous, par exemple.

# RAPPORT DE GESTION

## II. La déontologie

**La Banque Postale a choisi de conserver le titre de Déontologue pour le Responsable de la Conformité pour les Services d'Investissement.**

Cette décision permet de donner plus de sens et de visibilité à la fonction et crée ainsi une sorte de "réfèrent" en matière de "règles de bonne conduite", en pleine cohérence avec le dispositif de "droit d'alerte" du règlement 97-02 modifié.

**A cette fin, la fonction déontologie bancaire est organisée en trois niveaux :**

- la cellule déontologie de La Banque Postale, qui est rattachée à la Direction de la Conformité ;
- des correspondants auprès des unités opérationnelles : La Poste Grand Public, les Centres Financiers, la Direction de l'Informatique des Services Financiers, et les filiales ;
- des relais locaux qui constituent les contacts de proximité.

**La fonction de correspondant déontologie** définie par La Banque Postale est assurée par des collaborateurs rattachés directement au Directeur de l'Exploitation des Services Financiers de La Poste, au Directeur de La Poste Grand Public et au Directeur Informatique des Services Financiers de La Poste.

- Le rôle de correspondant peut être confié à un collaborateur ayant d'autres fonctions à assurer, dans la mesure où il y a indépendance entre ces missions et son action dans le cadre de la déontologie.
- Ces collaborateurs ont la possibilité de saisir directement le déontologue de La Banque Postale.

**Les relais locaux sont animés par les correspondants déontologie.**

De par leur position proche du terrain, les relais locaux sont les capteurs des éventuels manquements ou dysfonctionnements dont ils ont connaissance, et qu'ils font remonter. Ils ont également une action pédagogique d'information et de sensibilisation auprès des agents. Une centaine de relais locaux sont positionnés dans le Réseau Grand Public, auprès des Directeurs de La Poste Grand Public. Un relais local est également positionné au sein de chacun des Centres Financiers en la personne du Directeur du Contrôle Interne et de la Conformité.

**La possibilité est ainsi donnée à tous les collaborateurs ainsi qu'au personnel agissant au nom et pour le compte de la banque, de saisir le déontologue** ou ses relais au niveau local afin de signaler les manquements présumés aux règles de bonne conduite.

**Les prescriptions en matière de règles de bonne conduite ont été intégrées au Règlement Intérieur** de La Banque Postale et à celui de La Poste par le Déontologue. Il y a aussi fait annexer l'important recueil de déontologie. Le contenu de ce document fera l'objet d'une présentation pédagogique au cours de l'exercice 2007 grâce à un vaste programme de formation et à des brochures de vulgarisation adaptées aux différentes fonctions.

**Enfin, le Déontologue et le Directeur de la Conformité jouent un rôle important dans le processus d'"habilitation à agir au nom et pour le compte de La Banque Postale" et dans les cas de manquements déontologiques** des collaborateurs du Réseau Grand Public et des Centres Financiers. Les collaborateurs concernés sont en effet sous la responsabilité de La Poste, leur employeur, et sont "habilités" à réaliser des opérations bancaires par la banque.

– Le Déontologue est destinataire des rapports transmis par l'Inspection Générale sur des situations susceptibles de révéler des manquements à caractère déontologique.

– Le Déontologue peut lui-même saisir l'Inspection Générale en conséquence des informations susceptibles de lui être transmises dans le cadre du droit d'alerte.

– Le Déontologue apprécie le caractère de gravité en matière de déontologie des situations décrites dans ces rapports. Le Directeur de la Conformité peut demander au Réseau Grand Public ou aux Centres Financiers le retrait de l'habilitation d'un collaborateur à agir au nom et pour le compte de La Banque Postale.

– Ce retrait, demandé pour 10 ans, est tout à fait distinct d'une sanction disciplinaire dont la durée peut être plus courte et qui relève naturellement du ressort exclusif de l'employeur. De telles demandes ont été faites au cours de l'exercice 2006.

## III. La lutte contre le blanchiment et les activités illicites

La Poste qui assure des services financiers depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour les livrets d'épargne et depuis le début du XX<sup>e</sup> pour les comptes chèques postaux, a accompagné le développement historique des réglementations sur la lutte antiblanchiment et contre le financement du terrorisme.

**La Banque Postale en hérite naturellement et elle est tenue comme ses confrères au respect de ces réglementations et à la mise en œuvre des procédures, des outils informatiques de détection, et des dispositifs de formation y afférents. Elle réalise cela en coordination avec le réseau des Bureaux de Poste et les Centres Financiers.**

■ **L'identification des clients constitue la première des obligations de vigilance :**

- elle s'applique aux titulaires de comptes de personnes physiques ou morales, mais aussi aux clients "occasionnels" qui réalisent des transactions ponctuelles sans être encore titulaires d'un compte ;
- les procédures sont strictes et les Centres Financiers ont interdiction d'ouvrir un compte qui ne comporterait pas les justificatifs d'identité et de domicile tels que prévus par la réglementation ;
- les Directeurs d'Etablissements au sein du réseau, et les responsables au sein des Centres Financiers, adressent les dossiers des opérations qui présentent des indices de soupçon aux Correspondants TRACFIN, salariés de La Banque Postale rattachés à la Direction de la Conformité.



■ **La Banque Postale poursuit par ailleurs le déploiement des outils informatiques du meilleur niveau.**

— 4 M€ y ont été consacrés pour l'exercice 2006 avec notamment le déploiement de *Searchpace*, outil de profilage reconnu en matière de lutte antiblanchiment et de *Fircosoft* en matière de lutte antiterroriste. La DIRLABLAT exerce la responsabilité de maître d'ouvrage, — cette Direction coordonne également les projets de formation et en valide les supports. Cette activité est particulièrement importante compte tenu de l'étendue du réseau et du nombre de collaborateurs concernés.

■ **Ces obligations font l'objet de contrôles denses :**

— les contrôles de 1<sup>er</sup> niveau sont de la responsabilité des Directeurs d'établissement au sein du réseau des Bureaux de Poste, — les contrôles récurrents de second niveau sont de la responsabilité des contrôleurs bancaires, — des missions de l'Inspection Générale de La Banque y sont consacrées une ou plusieurs fois chaque année.

**L'année 2006 a donc été consacrée à poser les fondations de cette fonction nouvelle, à la fois dans la réglementation bancaire française, et naturellement au sein de La Banque Postale. C'est une fonction d'accompagnement indispensable pour un développement maîtrisé du fonds de commerce et des résultats.**

## C. LA GESTION FINANCIÈRE

### I. Les facteurs structurels de risques

Les facteurs structurels de risques de La Banque Postale sont d'abord liés à son activité de banque de détail : **risque de liquidité** et **risque de taux** associés à la fonction de transformation des ressources clientèle courtes en emplois longs, **risque de crédit** sur les prêts immobiliers et, dans une moindre mesure, sur les comptes ordinaires débiteurs.

Compte tenu de la proportion importante des actifs financiers à son actif, les **risques de marché et de contrepartie** représentent également des facteurs structurels de risques que La Banque Postale surveille de manière rapprochée.

■ **Le Risque de liquidité**

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pouvoir faire face, à un moment donné, à ses engagements. Il pourrait apparaître à l'occasion :

- d'un retrait massif des dépôts ou de l'épargne clientèle,
- d'une crise de confiance à l'égard de l'établissement,
- d'une crise de liquidité générale du marché.

Sa mesure, sous forme d'impasses de liquidité à court terme et à long terme, doit permettre d'évaluer la capacité de La Banque Postale à faire face à ses exigences à différentes échéances, variables dans le temps. Elle nécessite donc de représenter l'amortissement des emplois et des ressources en fonction de leur échéancier.

L'enjeu majeur pour La Banque Postale, compte tenu de la structure de son bilan, est de définir les hypothèses d'écoulement pour ce qui concerne les ressources à vue qui constituent les dépôts des clients. Pour cela, les dépôts sont modélisés en combinant une approche économétrique, basée sur des observations statistiques sur une grande profondeur d'historique, et une approche hypothétique, reposant sur la mesure de l'impact de différents scénarios de stress économiques et/ou commerciaux.

Il en résulte une distinction entre une partie volatile des dépôts, qui doit être placée à court terme pour faire face à la fluctuation quotidienne des encours, et une partie stable, qui peut être placée à long terme, selon un profil d'écoulement compatible avec les modélisations précédemment effectuées.

Les impasses de liquidité, qui tiennent compte de ces hypothèses d'écoulement, mesurent la différence entre le montant des dépôts et des emplois à un horizon de temps donné. Elles doivent rester positives, ce qui signifie que l'amortissement naturel des actifs doit permettre à lui seul de faire face aux exigences de retrait des fonds par les déposants, et ce même dans des scénarios de stress.

Au-delà de cette modalité de gestion qui vise à prévenir la survenance du risque, les sources de financement suivantes sont disponibles en cas de nécessité :

- la qualité des actifs financiers, parmi lesquels figurent 44,4 Md€ de titres d'Etat ou assimilés, en font des actifs liquides, permettant de générer de la liquidité soit en les cédant, pour ceux figurant dans le portefeuille de placement, soit en les mettant en pension pour ceux classés en investissement ;
- le programme d'émission de Certificats de Dépôts de La Banque Postale, d'un montant de 10 Md€ ;
- le programme EMTN de La Banque Postale, d'un montant de 10 Md€ également.

# RAPPORT DE GESTION

## ■ Le Risque de taux

Le risque de taux représente l'éventualité de voir les marges futures ou la valeur économique de La Banque Postale affectée par les fluctuations des taux d'intérêt.

**Les indicateurs de suivi du risque de taux à La Banque Postale sont de deux types :**

- ceux constituant une aide à la décision pour la mise en place de couvertures,
- ceux destinés à évaluer la capacité de l'établissement à résister à des chocs exogènes.

**Dans la première famille se situent les indicateurs de sensibilité.**

Ils portent à la fois sur la chronique des revenus futurs (**sensibilité des marges futures**) et sur la valeur actualisée des flux futurs (**sensibilité de la VAN**).

Ces sensibilités sont établies d'une part avec des scénarios de taux déterministes, d'autre part par dispersion stochastique des taux, cette dernière méthode permettant de mieux appréhender les options implicites ou explicites présentes dans le bilan.

En effet, il est toujours nécessaire de modéliser le comportement des clients, mais cette fois-ci face à des modifications de l'environnement des taux d'intérêt. Parmi les options implicites dont disposent les clients, les plus significatives, tant en terme d'impact sur le bilan que sur les marges, sont :

- le risque de remboursement anticipé des crédits en vie en cas de baisse des taux,
- les risques sur l'épargne logement : collecte à un taux fixe élevé plus importante que prévu en cas de baisse des taux de marché, utilisation plus importante que prévue des droits à prêt à taux fixe bas, en cas de hausse des taux de marché. Ces risques font d'ailleurs l'objet d'une provision spécifique, dont le montant est déterminé sur la base du même modèle de comportement des clients détenteurs d'épargne logement que celui utilisé dans les simulations sur les marges futures.

**Dans la seconde famille des indicateurs se situe la mesure des fonds propres économiques (FPE) liés au risque global de taux.**

– L'**appréhension** des FPE permet de démontrer la capacité de l'établissement à faire face à des évolutions adverses des marchés dans un intervalle de confiance donné à l'aide de ses fonds propres.

– Les **scénarios de stress**, fondés sur la base de scénarios historiques ou hypothétiques, permettent de mieux connaître le profil de risque de l'établissement et surtout d'anticiper les mesures qu'il conviendrait d'adopter si ce scénario venait à se produire.

**Le pilotage du risque de taux est assuré en premier lieu par le portefeuille d'actifs financiers**, en choisissant les maturités et les modalités d'indexation des coupons de ces derniers. Les instruments dérivés, de type fermes ou optionnels, ne sont utilisés que de manière secondaire, pour gérer par exemple les expositions futures, pour lesquelles une couverture en "cash" ne s'avère pas adaptée.

## ■ La supervision des risques de liquidité et de taux relève principalement du Comité ALM.

Présidé par un membre du Directoire, il est composé, outre du Directeur des Opérations Financières qui en assure l'animation, du Directeur Marketing et Commercial, du Directeur des Risques et du Directeur Financier.

– Le Comité ALM examine périodiquement les modélisations des dépôts clientèle et valide formellement les hypothèses d'écoulement associées.

– Il suit les indicateurs de risque de taux et de liquidité, et anticipe leur évolution à venir compte tenu des orientations de la politique commerciale et de l'observation du comportement des clients.

– Enfin, il décide des politiques de placement en actifs financiers et de couverture à mettre en œuvre.

Le Comité des Risques, également présidé par un membre du Directoire, valide le dispositif de maîtrise des risques ALM, en particulier les limites applicables à l'ALM.

La déclinaison opérationnelle des orientations fixées par ces comités est définie par le Comité de Gestion Financière, présidé par le Directeur des Opérations Financières, et mise en œuvre par les opérateurs de la Salle des Marchés, agissant pour le compte de l'ALM de La Banque Postale.

## II. Les risques de marché et de contrepartie

### II-a. RISQUES DE CREDIT SUR OPERATIONS DE MARCHE

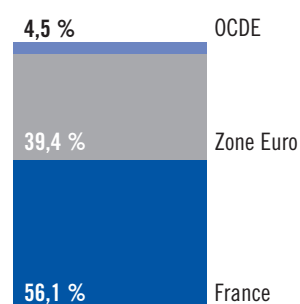
Le risque de crédit naît des opérations de dépôt et de prêts d'espèces réalisées dans le cadre de la gestion de la trésorerie et du risque émetteur sur les titres de créances négociés par la salle des marchés.

– Avant tout investissement, les tiers sont systématiquement notés et pourvus d'une limite individuelle visant à borner le montant total d'engagement. Ces limites individuelles sont le cas échéant complétées par des limites dites de groupe, encadrant les expositions sur un ensemble de tiers jugés comme même bénéficiaire au sens de l'article 3 du règlement n° 93-05.

– Les tiers notés et autorisés sont, au 31/12/2006, au nombre de 430. Ils disposent tous d'une notation interne au moins BBB+.

– Les limites individuelles sont complétées par un jeu de limites de diversification pour limiter les engagements sur des groupes de contreparties classées en fonction de leur pays d'origine, de leur secteur d'activité ou de leur notation interne. Ces limites sont révisables mensuellement dans le cadre du Comité des Risques.

— Les portefeuilles d'actifs de marché sont d'excellente qualité. La répartition géographique des engagements montre une exposition importante sur les émetteurs français, la part des engagements hors zone Euro ne représentant que 4,5 % des encours. Aucun engagement sur des tiers localisés dans des pays en dehors de l'OCDE n'est à ce jour autorisé.

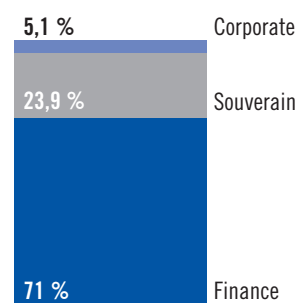


Répartition des encours par zone géographique

Le portefeuille d'investissement, d'un encours d'environ 39 Md€, est composé à 94 % de titres d'Etat ou garantis par des Etats.

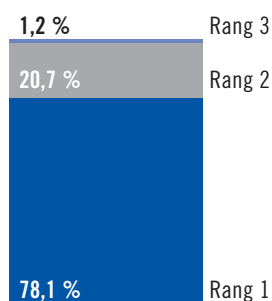
Tous les investissements réalisés au cours de l'année 2006 ont porté exclusivement sur des émetteurs de la zone Euro bénéficiant d'une pondération à 0 % au titre du risque de crédit conformément au règlement n° 91-05.

Le portefeuille de négociation, d'un encours de 23 Md€, est quant à lui majoritairement exposé sur des établissements bancaires, la part des expositions sur les entreprises ne représentant que 5,1 % du portefeuille.



Répartition du portefeuille de négociation par catégorie d'exposition

Sur ce même portefeuille, la part des engagements bénéficiant d'une notation au moins AA- représente 78,1 % des expositions, les émetteurs de rang 3 (notation dans le range BBB ou notation court terme A3) ne représentant que 1,2 % du portefeuille.



Répartition des encours par échelon de crédit

## II-b. RISQUES DE CONTREPARTIE

L'ensemble des opérations de hors bilan et de pensions est réalisé dans le cadre de conventions prévoyant un netting des expositions et la mise en place d'un collatéral avec appels de marge réguliers. Le collatéral à ce jour admis par La Banque Postale est essentiellement constitué d'espèces. Les risques résiduels, qui sont soumis à limite et font l'objet d'un suivi périodique par la Direction des Risques de Marché et de Contrepartie, sont très peu significatifs.

## II-c. RISQUES DE MARCHÉ SUR LE PORTEFEUILLE DE NEGOCIATION

Même si La Banque Postale ne dispose pas d'activité de trading à proprement parler, elle est exposée aux risques de marché du fait de ses activités de gestion de trésorerie et de son portefeuille de placement constitué en adossement des dépôts de sa clientèle.

— La valeur de marché du portefeuille de négociation et les indicateurs de risques (VaR, sensibilités) sont évalués au moins quotidiennement par la Direction des Risques de Marché et de Contrepartie.

— Le portefeuille de placement est composé exclusivement de titres de créances et d'obligations. La durée moyenne du portefeuille est d'environ 2 ans, conformément aux orientations fixées par le Comité ALM. Le pilotage de la sensibilité globale du portefeuille est effectué à l'aide d'instruments dérivés (swaps et futures).

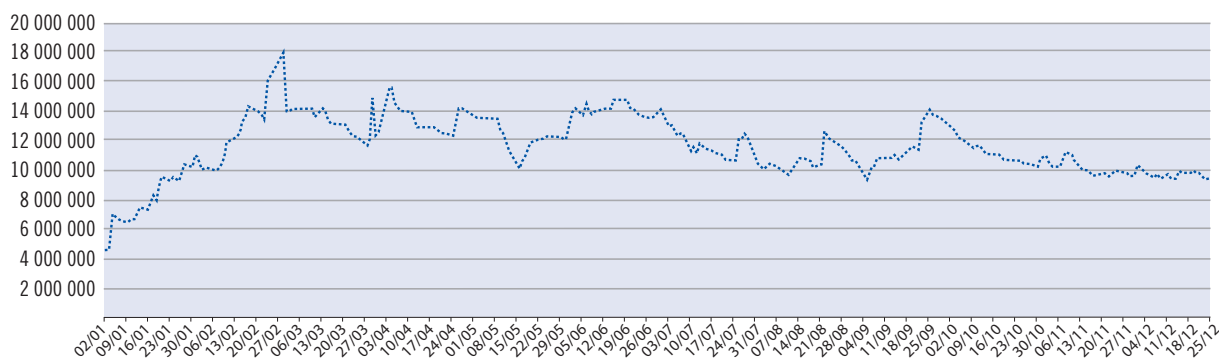
— Le portefeuille de transaction est quant à lui composé de titres de créance de maturités inférieures à 1 an.

La Banque Postale est essentiellement exposée, sur son portefeuille de négociation, à des risques de taux généraux et spécifiques.

— Les risques de marché de ces deux activités sont encadrés par des limites en VaR, révisables mensuellement en Comité des Risques.

— L'ensemble du portefeuille de négociation dispose également d'une limite en VaR dont le montant maximal, fixé à 60 M€ par le Cahier des Limites, a été abaissé à 40 M€, début 2006, par le Comité des Risques. Cette VaR, dont la moyenne sur l'exercice 2006 a été de 11,5 M€, n'a jamais excédé 50 % de la limite.

# RAPPORT DE GESTION



Value at risk (99 %, 1 jour) du portefeuille de négociation

Par ailleurs, La Banque Postale s'est dotée au cours du premier semestre de l'année d'une nouvelle bibliothèque de 36 scénarios de crise.

- Cette bibliothèque est adaptée aux risques de l'établissement, qui incluent des scénarios historiques (LTCM, 11 septembre 2001...) et des scénarios hypothétiques sur des segments de marché, calibrés à partir d'une analyse statistique des variations des facteurs de risque avec pour objectif de simuler le pire des cas sur une base décennale.
- Cette bibliothèque est simulée mensuellement et les résultats sont présentés régulièrement au Comité d'Audit de la banque.

- Le scénario ayant l'impact le plus élevé, 134 M€ au 31/12/2006, simule une hausse des taux court et moyen termes.

- La perte potentielle provient essentiellement du portefeuille de placement en adossement des dépôts clients. Sauf crise de liquidité extrême, le portefeuille étant constitué de titres à revenus fixes de maturité moyenne 2 ans pouvant être détenus jusqu'à maturité, les moins-values subies sont potentiellement récupérables à horizon de deux ans.

## II-d. RISQUES DE LIQUIDITE

Du fait des limites de l'agrément délivré par le CECEI (pas de financement d'entreprise, crédits aux particuliers limités au financement d'acquisition de logement), le bilan de l'activité de banque de détail de La Banque Postale présente, au 31/12/2006 un excédent de ressources supérieur à 60 Md€, l'ensemble des dépôts étant employé à moins de 25 % par des crédits immobiliers.

**La Banque Postale n'est donc a priori pas dépendante du marché pour faire face à ses engagements.**

- Elle est néanmoins exposée à un risque de liquidité provenant de la transformation de ses ressources, constituées majoritairement de dépôts à vue, en emplois échancés, soit sous forme de crédits immobiliers, soit sous forme de titres de créances et d'obligations (portefeuilles de placement et d'investissement).

- La détermination des montants alloués au portefeuille d'investissement résulte de l'application d'un scénario de référence, modélisant l'écoulement du passif sous différents scénarios de stress, intégrant notamment des situations de décollectes importantes sur les dépôts à vue.

- La part des ressources non employées en titres d'investissement ou en crédits immobiliers permet de constituer le portefeuille de placement. Ces titres sont effectivement négociables et peuvent être cédés rapidement en cas de nécessité.

**Le risque de liquidité est encadré par deux limites, prévues par le Cahier des Limites, révisables mensuellement par le Comité des Risques sur éventuelle proposition du Comité ALM.**

- La première limite, dite de court terme, sert à encadrer les risques de l'activité de gestion de la trésorerie. Cette limite borne les emplois du trésorier à hauteur du solde de trésorerie prévisionnel pour chacun des jours du mois à venir.

- La deuxième limite, portant sur une impasse de liquidité, encadre le risque de l'agrégat constitué du bilan modélisé de la banque de détail, des portefeuilles de placement et d'investissement. Le but de cette limite est de s'assurer que l'actif de l'agrégat s'écoule plus rapidement que celui du passif, prévenant ainsi l'établissement de recourir à un financement pour faire face à ces engagements.

**Même si le cadre mis en œuvre par le Comité ALM et le Comité des Risques prévoit une gestion prudente du risque de liquidité, La Banque Postale s'est dotée de sources de financement diversifiées :**

- un programme de 10 Md€ de certificats de dépôts a été approuvé au cours du premier trimestre 2006. Le montant de titre émis varie entre 30 % et 40 % du programme, le but étant de faire connaître le nom La Banque Postale sur le marché court terme.

- un programme de 10 Md€ d'EMTN a été mis en place au cours du dernier trimestre 2006. Une émission de 500 M€ de titres subordonnés, éligibles en fonds propres complémentaires, a été réalisée fin novembre 2006.

- l'accès au marché interbancaire,

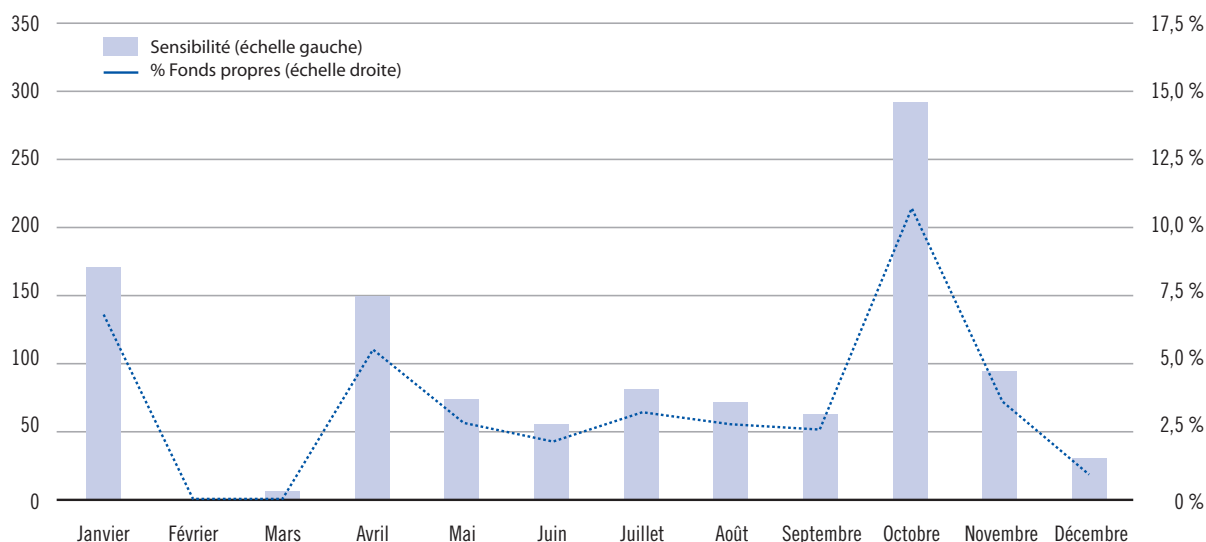
- l'usage de pensions sur les titres du portefeuille d'investissement : le portefeuille d'investissement est principalement constitué de titres d'Etat, d'excellente qualité et rapidement mobilisables.



## II-e. RISQUE GLOBAL DE TAUX

Le risque global de taux est mesuré sur l'agrégat constitué du bilan modélisé de l'activité de banque de détail (crédits et dépôts) et des portefeuilles de placement et d'investissement.

- Il est encadré par une limite visant à limiter à 15 % des fonds propres, l'impact sur la valeur économique du bilan d'un choc de taux de 200 points de base, conformément aux préconisations du Comité de Bâle sur la mesure du risque global de taux.
- Cet indicateur, systématiquement présenté en Comité des Risques et en Comité ALM et semestriellement en Comité d'Audit, est resté sur des niveaux modérés au cours de l'exercice 2006.



Sensibilité de la valeur économique du bilan

## II-f. RISQUES DE REGLEMENT-LIVRAISON

L'ensemble des opérations sur titres négociées par la salle des marchés de La Banque Postale est effectué dans le cadre de système de règlement-livraison assurant la simultanéité des échanges.

- Par ailleurs, La Banque Postale s'est dotée d'une politique bancaire régissant les relations de La Banque Postale avec ces contreparties.
- Cette politique, pilotée par le Directeur de la Salle des Marchés, vise à privilégier les opérations interbancaires avec un cercle restreint de contreparties offrant notamment une qualité de service satisfaisante. Exception faite des produits dérivés négociés sur des marchés organisés, le recours à des courtiers reste très marginal. Cette politique constitue de fait un outil de prévention efficace contre les risques de règlement-livraison.

# RAPPORT DE GESTION

## III. Le risque de crédit sur les opérations avec la clientèle

### III-a. PERIMETRE D'INTERVENTION

Le risque de crédit est défini (article 4 du règlement 97-02 modifié du CRBF) comme le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation bancaire.

La création de La Banque Postale s'est accompagnée de la fin de l'obligation d'épargne préalable, ce qui a permis l'extension du champ des opérations finançables et de la gamme des prêts immobiliers proposés à la clientèle. Comme tout autre établissement de la Place, La Banque Postale est donc soumise à des risques de défaut de ses clients, des risques de dégradation de la qualité du crédit et des risques liés au recouvrement et au contentieux.

En matière de crédit, La Banque Postale est actuellement autorisée à distribuer :

- des crédits immobiliers avec ou sans épargne préalable,
- des découverts et facilités de caisse, ainsi que des cartes de paiement à débit différé,
- des prêts à la consommation en faveur du personnel du Groupe La Poste.

La principale activité est constituée par les crédits immobiliers (prêts à l'habitat aux particuliers) : au 31 décembre 2006, les encours atteignent 19,98 Md€ dont 0,25 % d'encours douteux.

La Banque Postale finance, notamment, les acquisitions, dans le neuf ou l'ancien, de biens à usage de résidence principale, secondaire ou locative, l'acquisition de biens mixtes, des opérations de construction avec ou sans travaux, des travaux seuls, des opérations de rachat de créances, l'acquisition de parts de SCPI commercialisées par son Réseau. Depuis 2005, la banque accorde également des prêts relais.

### III-b. POLITIQUE DE MAÎTRISE DES RISQUES

La Direction des Risques de Crédit a pour mission générale le déploiement et la gestion du dispositif de maîtrise du risque de crédit de la banque de détail.

Elle est rattachée au Directeur des Risques qui a reçu pouvoir du Directoire pour la définition et la mise en œuvre du dispositif de maîtrise et de surveillance des risques financiers et opérationnels de l'établissement.

Les grands principes de la politique de maîtrise des risques sont décrits dans le Cahier des Limites : règles et procédures d'octroi, d'engagement, de gestion du recouvrement amiable et du contentieux. Ces différentes règles sont présentées au Comité des Risques pour validation et au Comité d'Audit pour information.

### III-c. ORGANISATION DE LA FILIÈRE RISQUE DE CRÉDIT

La filière risque de crédit regroupe les différents acteurs participant à la sélection, la mesure, la maîtrise et la surveillance du risque crédit. Cette filière est placée sous la responsabilité de la Direction des Risques de Crédit, dont la mission consiste à :

- définir et/ou valider les méthodologies et les outils, élaborer et mettre en place les normes, règles et procédures d'engagement, de gestion et de maîtrise des risques utilisées par les différents acteurs de la filière risque de crédit,
- suivre et contrôler l'adéquation des membres de la filière avec la réglementation, sur le plan des méthodes et de l'organisation touchant au risque de crédit,
- remplir un rôle de référent et de "conseil interne" au service de la filière risque de crédit,
- analyser les risques les plus importants ou atypiques en vue d'une présentation au Comité National des Crédits.

## D. LES RISQUES OPERATIONNELS

### I. Gouvernance de la maîtrise des risques opérationnels

**La Direction des Risques est responsable vis-à-vis du Directoire, de la maîtrise et de la surveillance des risques opérationnels de la banque.**

Dans ce cadre, la Direction des Risques Opérationnels, sous la responsabilité de la Direction des Risques, rapporte au Comité des Risques pour l'élaboration et la mise en œuvre du dispositif de gestion et de maîtrise des risques opérationnels.

En matière de suivi des risques, elle définit des indicateurs mensuels de suivi des risques opérationnels validés par le Comité des Risques. La Direction des Risques Opérationnels est ainsi en charge d'une mission de contrôle permanent.

Dans le cadre de la surveillance des risques de toute nature associé aux opérations (article 6-a du règlement n°97-02 modifié), les principales missions de la Direction des Risques Opérationnels sont de :

- S'assurer que La Banque Postale a bien défini et formalisé ses objectifs en matière de Sécurité des Systèmes d'Information et déterminé ses principaux points de vulnérabilité. Le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) de La Banque Postale est maître d'ouvrage sur ces aspects. Il détermine le niveau de sécurité et les règles correspondants aux normes de la profession et au niveau souhaité par le Directoire. Il valide la mise en œuvre des moyens et contrôle leur mise en application.

– S'assurer que La Banque Postale dispose bien de Plans de Continuité de l'Activité et piloter, si nécessaire, les tests à effectuer et les améliorations à apporter.

– Identifier les risques opérationnels au sein d'une cartographie des risques par processus et par entités, les analyser, les coter (en impact et en occurrence), les hiérarchiser, suivre la mise en œuvre des plans d'actions préconisés et rendre compte notamment au moyen d'indicateurs.

– S'assurer du suivi et du traitement des risques liés aux moyens de paiement et répondre aux exigences réglementaires, notamment en matière de rédaction des rapports (Banque de France, Commission Bancaire ...).

La Direction des Risques Opérationnels s'appuie sur des réseaux de correspondants exclusivement dédiés ou exerçant des activités opérationnelles, dans trois domaines :

- la sécurité des Systèmes d'Information,
- la continuité d'activité,
- la cartographie des risques/le suivi des plans de traitement.

## II. Règles de gestion des risques opérationnels

### ■ CADRE DE REFERENCE

La définition du risque opérationnel adoptée par La Banque Postale en Comité des Risques, est la suivante :

*“le risque de pertes dues à une inadéquation ou à une défaillance des procédures, personnels, systèmes internes ou à des événements extérieurs, en y excluant les risques stratégiques et en y incluant les risques d'atteinte à la réputation.”*

Cette définition inclut les risques juridiques et de non-conformité.

La gestion des risques opérationnels de La Banque Postale répond au double objectif fixé par le Comité de Bâle :

- un objectif *qualitatif*, de respect des saines pratiques pour la gestion et la surveillance des risques opérationnels,
  - un objectif *quantitatif*, de recensement et d'historisation des pertes.
- Le fondement même de cette gestion repose sur la construction d'une cartographie des risques opérationnels, alimentée par différentes sources (rapports de l'Inspection Générale, bases incidents, revue de processus...). Chaque risque fait l'objet d'une analyse des causes, des conséquences, ainsi que d'une cotation “à dire d'expert”, sur un double axe Impact/Occurrence.

Des travaux d'identification des incidents et des pertes viennent compléter l'analyse qualitative et la cotation des risques.

### ■ REALISATIONS 2006

Le département “Cartographie et Suivi des risques opérationnels” a réalisé une cartographie des risques opérationnels.

Elle porte sur 53 processus métier et 17 processus support.

684 risques ont été identifiés, dont 610 risques sur les processus métier et 74 risques sur les processus support. L'ensemble des risques

identifiés a été hiérarchisé et des plans d'actions ont été mis en œuvre ou enclenchés pour assurer la maîtrise des risques “critiques” (retraits frauduleux, épargne réglementée...).

Afin de conforter l'existence de ces risques et de les quantifier, un travail de recensement des incidents a été lancé en septembre 2006, à partir de l'analyse de bases incidents et de divers rapports reçus par la Direction des Risques Opérationnels. L'étude de ces dysfonctionnements a également permis de mettre en place des indicateurs de suivi des risques opérationnels, ces derniers faisant l'objet d'une présentation mensuelle en Comité des Risques.

**La Direction des Risques Opérationnels participe également aux projets visant à améliorer les processus bancaires**, en identifiant les risques afférents au déroulement de ces processus dès leur phase de conception, et en formulant des recommandations opérationnelles destinées à améliorer la maîtrise de ces risques.

Ces actions de prévention sont complétées par la mise en œuvre d'un processus spécifique d'approbation préalable et systématique, par la Direction des Risques, des projets de notes et procédures à destination du Réseau de La Poste Grand Public ou des Centres Financiers.

## III. Règles de gestion du niveau de sécurité des Systèmes d'Information

### ■ CADRE DE REFERENCE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de La Banque Postale, élaborée en 2006, s'applique à l'ensemble des Systèmes d'Information et aux organisations qui contribuent au fonctionnement de La Banque Postale.

La gestion de la Sécurité des Systèmes d'Information de La Banque Postale suit un processus d'amélioration continue basé sur une boucle de type PDCA (Plan, Do, Check, Act), telle que définie par la norme ISO 27001.

### ■ REALISATIONS 2006

Concernant la Sécurité du Système d'Information, les principaux points de vigilance recensés en 2006 ont porté sur :

- la gestion des accréditations et des contrôles d'accès aux Systèmes d'Information,
- la prise en compte de la sécurité dans les activités de développement et de maintenance des systèmes et applications de la banque.

**Un projet de refonte de la gestion des accréditations d'accès aux Systèmes d'Information** a été démarré en 2006 et doit s'achever en 2008.

**La Banque Postale a défini en 2006 les étapes de la démarche sécurité au cours du cycle de vie des projets Système d'Information.** Cette démarche doit être systématiquement mise en œuvre par les différents acteurs des projets Système d'Information (MOA, MOE).

# RAPPORT DE GESTION

## IV. Règles de gestion des plans de continuité d'activité

### ■ CADRE DE REFERENCE

Les règles à respecter en matière de continuité des activités de La Banque Postale sont décrites au travers de la "Note de Politique Générale des Plans de Continuité d'Activités".

Cette note a pour objectif de fournir un cadre de référence en définissant l'organisation, les missions et les responsabilités en matière de PCA, ainsi que les principes et les règles à respecter au sein de La Banque Postale.

### ■ REALISATIONS 2006

La démarche adoptée en 2006 par le département "PCA" de la Direction des Risques Opérationnels vise à :

- recenser les activités essentielles de La Banque Postale,
- mettre en place une méthodologie permettant d'assurer le bon déroulement de la continuité d'activité, ainsi que la bonne articulation des dispositifs techniques.

La Banque Postale a, dans un premier temps, identifié les prestations de services et les processus dont l'arrêt, même temporaire, est susceptible de lui porter préjudice.

– Sur la base de la cartographie des processus opérationnels de La Banque Postale (158 processus modélisés), le Comité des Risques de La Banque Postale du 21 avril 2006 a validé 16 processus clients et les processus liés à l'activité de marché comme prioritaires en matière de continuité d'activité.

– Le dispositif de continuité des opérations de marché a fait l'objet de deux exercices (le 16 juin et le 27 novembre) en 2006. Ils consistaient à exécuter un lot représentatif des opérations de marché depuis le site de secours.

– Le dispositif de reprise d'activité des applications informatiques de La Banque Postale a fait l'objet de deux tests (le 18 octobre et le 13 décembre) en 2006. Ces tests permettaient de valider la "bascule" de l'infrastructure technique, (socles, softwares, données et liens de télécommunication) nominale vers l'infrastructure de secours.

## I.6 Participation

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, il est précisé qu'à la date du 31 décembre 2006, les salariés ne détenaient aucune participation dans le capital social de la société.



## I.7 Politique sociale

### A. LES ACTEURS DE LA BANQUE

A fin 2006, La Banque Postale compte en propre 1 123 salariés dont 924 cadres ; 239 d'entre eux (dont 186 cadres) ont été recrutés en 2006.

De plus, au sein de La Poste, 28 918 collaborateurs dédiés travaillent exclusivement "au nom et pour le compte de La Banque Postale" sur les métiers de conseil, de middle et back office (y compris les métiers exercés au sein de la Direction Informatique des Services Financiers).

Enfin, l'exécution des transactions bancaires, dans les bureaux de poste, est assurée par les guichetiers multimétiers qui y consacrent une partie significative de leur activité.

Des recrutements ont été menés essentiellement pour renforcer la force de vente, 1 670 conseillers principalement des conseillers financiers et des conseillers spécialisés.

### B. LA FORMATION

A ce titre, des dispositifs destinés à développer la professionnalisation des acteurs de la banque ont été mis en place, notamment une "Convention de mobilité et de promotion" qui a connu en 2006 ses premières applications. Ces dispositifs favorisent les parcours alternés entre La Poste et La Banque Postale, et contribuent à la transmission d'une vision partagée des valeurs et des ambitions de la banque.

La création de La Banque Postale a nécessité un investissement exceptionnel en formations pour l'ensemble de ses acteurs, qu'il s'agisse de ses propres salariés ou des collaborateurs de La Poste travaillant en son nom et pour son compte :

- accompagnement de la création de la banque par l'élaboration et la mise en œuvre d'un vaste programme de formations à l'environnement et à la réglementation bancaires, aux risques, à la conformité et à la déontologie ;

- accompagnement par des formations spécifiques d'une politique de développement commercial ambitieuse.

162 000 journées de formation ont été dispensées en 2006, marquant une forte progression pour certaines catégories de personnels (8,4 jours par agent pour les fonctions commerciales).

Par ailleurs, l'année 2006 a également été marquée par la création de l'Ecole de la banque, destinée à concevoir et mettre en œuvre un parcours d'intégration et de découverte du modèle postal de banque pour les nouveaux arrivants.

### C. LA DIVERSITE

La Banque Postale souhaite que la diversité de son personnel soit le reflet de la diversité de la clientèle : les vendeurs sont recrutés localement, les femmes représentent une large part des effectifs des Services Financiers (près de 50 % chez les cadres, plus de la moitié parmi les commerciaux du réseau).

### D. LE DIALOGUE SOCIAL

Le dialogue social a été une préoccupation constante au cours de l'année 2006. A ce titre, l'année 2006 a été marquée par de nombreux jalons :

22 mai 2006 : Convention collective d'entreprise de La Banque Postale, premier accord social signé à La Banque Postale.

28 mars et 11 avril 2006 : élections du Comité d'Entreprise et des délégués du personnel.

22 juin 2006 : accord sur l'intéressement.

18 juillet 2006 : recours au vote électronique pour les élections professionnelles de la banque.

5 septembre 2006 : accord d'entreprise sur la participation et accord d'entreprise sur le PEE.

25 septembre 2006 : accord sur les mesures salariales 2006.

22 décembre 2006 : accord sur le dialogue social et l'exercice du droit syndical.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## II. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### II.1 Bilan et Compte de Résultat

#### BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2006 (en milliers d'euros)

Actif	Notes	31.12.2006	31.12.2005
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>			
■ Caisse, banques centrales		1 371 620	153 554
■ Effets publics et valeurs assimilées	3	39 933 221	40 602 189
■ Créances sur les établissements de crédit	1	14 174 174	18 508 126
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>2</b>		
■ Comptes ordinaires débiteurs		208 182	192 286
■ Autres concours à la clientèle et opérations de crédit-bail et assimilées		20 641 332	19 114 716
<b>OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE</b>	<b>3</b>		
■ Obligations et autres titres à revenu fixe		22 454 933	16 253 816
■ Actions et autres titres à revenu variable		144 466	170 333
<b>PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE</b>	<b>4</b>	<b>243 028</b>	<b>196 962</b>
<b>PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME</b>			
■ Participations, parts dans les entreprises liées	5	140 916	80 401
■ Participations mises en équivalence	6	1 142 628	1 051 884
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>	<b>7</b>	<b>620 430</b>	<b>562 947</b>
<b>ECARTS D'ACQUISITION</b>	<b>8</b>	<b>69 077</b>	<b>32 651</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>	<b>9</b>	<b>9 910 554</b>	<b>10 097 420</b>
<b>TOTAL</b>		<b>111 054 561</b>	<b>107 017 285</b>

## Passif

	Notes	31.12.2006	31.12.2005
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>			
■ Banques centrales			
■ Dettes envers les établissements de crédit	10	7 361 797	3 510 654
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	11		
■ Comptes d'épargne à régime spécial		50 485 182	52 086 142
■ Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle		38 634 360	37 686 205
■ Autres dettes envers la clientèle		2 117 720	2 065 483
<b>DETTE REPRESENTEE PAR UN TITRE</b>	12		
■ Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		690 288	
<b>PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE</b>	13	180 642	147 570
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>	14	7 190 304	7 885 362
<b>PROVISIONS</b>	15	453 100	643 834
<b>DETTE SUBORDONNEE ET AUTRES FONDS PROPRES</b>	16	624 874	
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)</b>		22 000	22 000
<b>INTERETS MINORITAIRES (HORS FRBG)</b>		651	12 003
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (HORS FRBG)</b>		3 293 643	2 958 032
■ Capital souscrit		2 342 454	2 342 454
■ Réserves consolidées et autres		578 791	575 845
■ Résultat de l'exercice		372 398	39 733
<b>TOTAL</b>		<b>111 054 561</b>	<b>107 017 285</b>

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## HORS BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2006 (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT, DE GARANTIE ET ENGAGEMENTS DONNES SUR TITRES</b>		
Engagements de financement		
■ en faveur d'établissements de crédit	158 678	143 807
■ en faveur de la clientèle	7 444 865	1 587 747
Engagements sur titres		
■ titres à livrer	26 038	3 882
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT, DE GARANTIE ET ENGAGEMENTS REÇUS SUR TITRES</b>		
Engagements de financement		
■ reçus d'établissements de crédit		
■ reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
■ titres à recevoir	6 031	3 882
<b>AUTRES ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS</b>		
Autres engagements donnés	1 200	2 300
Autres engagements reçus		

Les engagements hors-bilan relatifs aux opérations de change au comptant et à terme et de prêts/emprunts de devises sont décrits dans la note 18.  
Les engagements hors-bilan relatifs aux opérations sur instruments financiers à terme sont décrits dans la note 19.

### Option de vente de titres :

Le Groupe Caisse d'Epargne a consenti le 21 décembre 2000 au Groupe La Poste, et à la suite des opérations d'apport, au Groupe La Banque Postale, une promesse de vente irrévocable et sans réserve portant sur les actions CNP Assurances et les Titres Additionnels représentant 2 % du capital de CNP Assurances.

### Engagement relatif au Crédit Logement :

La Poste, et à la suite des opérations d'apport, La Banque Postale, s'est engagée à maintenir les fonds propres de base du Crédit Logement à hauteur de sa quote part au sein du capital de cette société, soit 6 %, afin que cette dernière respecte le ratio de solvabilité. Cet engagement conduit La Banque Postale à souscrire, via sa filiale SF2, aux augmentations de capital en titres B. En outre, La Poste et désormais La Banque Postale, s'est engagée à reconstituer, le cas échéant, le fonds mutuel de garantie de Crédit Logement, qui garantit la défaillance des emprunteurs sur les prêts cautionnés par ce dernier. Le montant de cet engagement, qui correspond à la quote part des encours distribués par le réseau de La Poste, s'élève au 31 décembre 2006 à 158 435 k€.



## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DE L'EXERCICE 2006 (en milliers d'euros)

	Notes	31.12.2006	31.12.2005
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES :</b>			
Opérations de trésorerie et interbancaires	22	1 258 252	62 101
Opérations avec la clientèle	23	1 118 143	
Obligations et autres titres à revenu fixe	24	2 165 819	2 181 260
Autres intérêts et produits assimilés		1 129 292	
<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES :</b>			
Opérations de trésorerie et interbancaires	22	(244 869)	(1 540 631)
Opérations avec la clientèle	23	(1 639 026)	
Obligations et autres titres à revenu fixe	24	(60 909)	(744 450)
Autres intérêts et charges assimilées		(991 518)	
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	25	4 414	
COMMISSIONS (PRODUITS)	26	1 815 500	2 388
COMMISSIONS (CHARGES)	26	(203 291)	(2 638)
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	27	330 092	143 396
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	28	(98 002)	1 325
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE NETS	29	(5 427)	313
MARGE BRUTE DES ACTIVITES D'ASSURANCE	30	34 252	
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>4 612 722</b>	<b>103 064</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION :</b>			
Frais de personnel	31	(125 548)	(10 608)
Autres charges générales d'exploitation	32	(4 022 723)	(30 089)
Refacturations			795
DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	33	(85 967)	(1 296)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>378 484</b>	<b>61 866</b>
COUT DU RISQUE	34	(8 907)	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>369 577</b>	<b>61 866</b>
QUOTE PART DANS LE RESULTAT NET DES MISES EN EQUIVALENCE	6	145 550	
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	35	(1 463)	(48)
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>513 664</b>	<b>61 818</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL		91	
IMPOTS SUR LES BENEFICES	36	(129 592)	(22 191)
DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS DES ECARTS D'ACQUISITION		(8 070)	
DOTATIONS NETTES AU FRBG, PROVISIONS REGLEMENTEES			106
INTERETS MINORITAIRES		(3 695)	
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>372 398</b>	<b>39 733</b>
RESULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION ( en euros)		18,28	0,04

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## VARIATION DU FRBG, DES INTERETS MINORITAIRES ET DES CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE

	Fonds pour risques bancaires généraux	Intérêts minoritaires dans les réserves (hors FRBG)	Intérêts minoritaires dans le résultat
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2005</b>	<b>22 000</b>	<b>12 003</b>	
Affectation du résultat 2005			
Distribution 2006 au titre du résultat 2005		(3 613)	
Autres mouvements		(11 434)	
Résultat 2006			3 695
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2006</b>	<b>22 000</b>	<b>(3 044)</b>	<b>3 695</b>

(1) La Banque Postale a procédé au regroupement d'actions composant son capital sur la base de 1 action nouvelle de 115 euros de valeur nominale pour 50 actions anciennes de 2,3 euros de valeur nominale. Le capital reste inchangé mais le nombre d'actions passe de 1 018 458 300 à 20 369 166 actions.

(2) Les réserves de conversion proviennent des filiales étrangères consolidées par le groupe CNP (groupe IXIS Asset Management, groupe Caixa Seguros et CNP Seguros de Vida).

(en milliers d'euros)

Intérêts minoritaires dans les capitaux propres (hors FRBG)	Capital (1)	Réserves de consolidation (hors FRBG)	Réserves de conversion (2)	Résultat part du groupe	Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	Total des capitaux propres consolidés
12 003	2 342 454	602 405	(26 560)	39 733	2 958 032	2 992 035
		39 733		(39 733)		
(3 613)		(30 555)			(30 555)	(34 168)
(11 434)		(4 097)	(2 135)		(6 232)	(17 666)
3 695				372 398	372 398	376 093
651	2 342 454	607 486	(28 695)	372 398	3 293 643	3 316 294

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## II.2 Note préliminaire

### CREATION DE LA BANQUE POSTALE

Les comptes de l'exercice 2006 retracent les douze premiers mois d'activité effective de La Banque Postale dans le cadre de son nouveau statut et périmètre.

En effet, la fin de l'exercice 2005 a été marquée par la transformation de la société EfiPoste, initialement entreprise d'investissement, en La Banque Postale, agréée en tant que banque.

Cette transformation s'est inscrite dans le cadre de la loi n°2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales, qui prévoit notamment à son article 16 que :

*"II.- 1. La Poste transfère à une filiale agréée en qualité d'établissement de crédit [...] l'ensemble des biens, droits et obligations de toute nature liés à ses services financiers y compris les participations, à l'exception, le cas échéant, de ceux nécessaires aux activités qu'elle exerce directement. La Poste détient la majorité du capital de cet établissement de crédit.*

*Dans ce cadre, La Poste transfère notamment à cet établissement l'intégralité des comptes et livrets de toute nature ouverts dans ses livres ainsi que les biens, droits et obligations qui y sont liés.*

*2. Sous réserve des règles propres au Livret A, l'établissement de crédit mentionné au 1. exerce pour son propre compte l'ensemble des activités antérieurement exercées au titre de la Caisse Nationale d'Epargne, dans les conditions définies par les textes régissant chacune de ces activités. A cette fin, et sans préjudice des règles spécifiques de centralisation, les biens, droits et obligations liés aux comptes, livrets et contrats de toute nature ouverts ou conclus par La Poste au titre de la Caisse Nationale d'Epargne, notamment ceux nécessaires au respect des règles de couverture des risques et obligations prudentielles des établissements de crédit, sont transférés à cet établissement à la date du transfert mentionné au 1. A compter de cette date, à l'exception des dépôts sur le livret A, la Caisse Nationale d'Epargne ne reçoit plus aucun dépôt. [...]"*

Le Groupe La Poste a décidé qu'EfiPoste, serait l'établissement de crédit postal évoqué à l'article 16-II.1 de la Loi.

L'agrément de la société EfiPoste en tant que banque a été délivré par le Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (CECEI) le 30 novembre 2005.

En application de la loi susvisée et du décret d'application du 30 août 2005, les biens, droits et obligations liés aux comptes, livrets et contrats de la Caisse Nationale d'Epargne (CNE) ont été transférés à La Poste le 31 décembre 2005. A cette même date, ces éléments, ainsi que les biens, droits et obligations liés aux Services Financiers de La Poste ont été apportés à EfiPoste dont la dénomination sociale est devenue La Banque Postale, en date d'effet juridique et comptable du 31 décembre 2005.

Ces apports comprenaient les participations détenues par La Poste dans le capital de la société SF2 qui exerce une activité de holding (notamment la détention indirecte de 17,75 % des titres de la Caisse Nationale de Prévoyance) et dans le capital des SCI CRSF Métropole et CRSF DOM sociétés civiles immobilières, propriétaires des immeubles d'exploitation de la banque.

Conformément aux dispositions de la loi et de son décret d'application susvisés, les dispositions relatives aux fonds collectés sur le Livret A pour le compte de la Caisse Nationale d'Epargne ont été maintenues (centralisation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations).

Les apports ayant une date d'effet au 31 décembre 2005, les résultats 2005 des activités apportées ont été conservés par La Poste.

Le reclassement au 31 décembre 2005 dans La Banque Postale des actifs et passifs résultant de l'exercice des activités des Services Financiers exercées auparavant directement par le Groupe La Poste, des titres de participation SF2 et des SCI détenant les immeubles d'exploitation a été réalisé sans changement de substance, et n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe La Poste.

L'apport à EfiPoste des actifs et passifs des Services Financiers de La Poste ainsi que des activités de la Caisse Nationale d'Epargne hors Livret A a été considéré comme constituant un apport d'activité n'induisant pas l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation de La Banque Postale. Cette opération étant réalisée entre entités sous contrôle commun, les éléments apportés ont été valorisés conformément au traité d'apport, c'est-à-dire à la valeur nette comptable dans les livres de l'apporteur avec effet au 31 décembre 2005.

L'apport des titres de participation SF2 et des SCI détenant les immeubles d'exploitation a été analysé comme étant constitutif d'une prise de contrôle éligible à la méthode de la mise en commun d'intérêts définie au paragraphe 215 du règlement CRC n° 99-07 relatif aux règles de consolidation applicables aux entreprises relevant du CRBF. Cette méthode consiste à substituer au coût d'acquisition des titres de SF2 la valeur nette comptable des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ce groupe. De même, a été substitué au coût d'acquisition des titres des SCI CRSF Métropole et DOM, la valeur nette comptable des actifs et des passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés. L'écart entre le coût d'acquisition des titres et la valeur d'entrée des actifs et passifs a été imputé sur les capitaux propres consolidés.



## II.3 Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes généraux applicables en France aux établissements de crédit.

### A. CHANGEMENTS DE METHODES ET COMPARABILITE

#### I. Changements de méthodes

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice 2006.

#### II. Comparabilité

S'agissant du bilan, les apports liés à la création de La Banque Postale ayant été réalisés le 31 décembre 2005, les données présentées sont directement comparables. Il n'en est pas de même en matière de compte de résultat : les données de l'exercice 2005 correspondent à celles publiées à ce titre par le groupe Epiposte.

La note 37 indique, pour les principaux postes du Produit Net Bancaire leur valeur au 31 décembre 2005 dans les comptes de La Poste (s'agissant des Services Financiers de cette dernière), dans les comptes des Fonds d'Epargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations (pour ce qui concerne les éléments de la Caisse Nationale d'Epargne) ou dans les comptes du groupe SF2.

### B. PRINCIPES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

#### I. Méthodes de consolidation et périmètre

Les comptes consolidés regroupent les comptes de La Banque Postale, les comptes consolidés des sous-groupes et les comptes des filiales. Sont retenus dans la consolidation toutes les sociétés dans lesquelles La Banque Postale détient une participation au moins égale à 20 % ou une influence notable avérée.

#### INTEGRATION GLOBALE

Sont consolidées par intégration globale les entreprises contrôlées de manière exclusive.

Le contrôle exclusif se définit comme étant le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise, afin de tirer avantage de ses activités.

Il résulte, soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote, soit de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes dirigeants, soit du droit d'exercer une influence dominante en vertu de contrats ou de clauses statutaires.

#### INTEGRATION PROPORTIONNELLE

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle, y compris les entreprises à structure de comptes différente dont l'activité se situe dans le prolongement des activités du groupe.

Le contrôle conjoint est défini comme étant le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

#### MISE EN EQUIVALENCE

Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise, sans en détenir le contrôle.

#### CAS PARTICULIER DES ENTITES AD HOC

Le groupe ne détient pas d'entités ad hoc susceptibles d'être consolidées.

### II. Evolution du périmètre

Le périmètre de consolidation comprend La Banque Postale et 15 filiales et participations directes et indirectes, soit 16 entités représentatives du groupe au 31 décembre 2006 contre 15 entités au 31 décembre 2005.

Les principales évolutions du périmètre sont :

- la création de la filiale SAS Titres Cadeaux, détenue à parité avec un autre groupe bancaire et consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle,
- l'achat de 35 % du capital de Sogeposte devenue La Banque Postale Asset Management. Cette société est détenue à 100 % par SF2.
- l'achat de 15 % du capital de Ciloger, portant ainsi le pourcentage de participation de La Banque Postale dans cette société à 45 %. Ciloger est désormais consolidé selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

### III. Ecart d'acquisition

Lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé d'un élément d'actif ou de passif donné et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise acquise est constitutive d'écarts d'évaluation qui sont amortis, dépréciés ou repris au résultat selon les règles communes applicables aux éléments correspondants.

L'écart résiduel entre le coût d'acquisition des titres et le total des valeurs d'entrée au bilan consolidé des actifs, passifs et éléments de hors-bilan constitue l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition, positif ou négatif, est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition sans dépasser 20 ans. En cas de changements significatifs défavorables intervenant sur les hypothèses ayant servi de base à la détermination du plan d'amortissement, l'écart d'acquisition fait l'objet d'un amortissement exceptionnel et/ou d'une révision de ce plan.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## IV. Impôt sur les sociétés

### IMPOSITION DIFFEREE

Des impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments du bilan.

La méthode appliquée est celle du report variable, selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé.

Pour la France, les taux d'imposition différée appliqués s'établissent à 34,43 % pour le taux plein et 15,50 % pour le taux réduit.

Les calculs d'impôts différés sont effectués au niveau de chaque entité fiscale et, en application de la règle de prudence, les impôts différés actifs ne sont retenus que s'il existe une forte probabilité d'imputation sur les bénéfices fiscaux futurs.

### INTEGRATION FISCALE

La Banque Postale et 6 de ses filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95 % font partie du périmètre d'intégration fiscale du Groupe La Poste.

## V. Conversion des états financiers en devises

Les bilan et hors-bilan des sociétés étrangères sont convertis en euro aux cours de fin de période (à l'exception des capitaux propres maintenus au cours historique) et les comptes de résultat aux cours moyens de la période. Les écarts de conversion qui en résultent sont portés dans une rubrique des réserves consolidées intitulée "Réserve de conversion".

## VI. Opérations intra-groupe

Les comptes réciproques, ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés, lorsqu'ils concernent des filiales faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

## VII. Modalités de consolidation des compagnies d'assurance

Le Groupe La Banque Postale consolide par mise en équivalence le Groupe CNP Assurances et selon la méthode de l'intégration proportionnelle, la société Assurposte.

Ces sociétés appliquent le règlement n° 2000-05 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux règles de consolidation des entreprises régies par le Code des Assurances.

Les principes comptables et règles d'évaluation propres aux activités d'assurance sont maintenus dans les comptes consolidés du Groupe La Banque Postale.

Les postes constitutifs des états financiers des entreprises d'assurance intégrées proportionnellement sont présentés dans les postes du bilan, du compte de résultat et du hors-bilan de même nature, à l'exception des postes spécifiques suivants :

### PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

Les placements financiers sont enregistrés à leur coût historique, hors revenus courus, lorsqu'il s'agit de titres à revenu variable et à leur coût d'acquisition pied de coupon lorsqu'il s'agit de titres à revenu fixe. Dans ce dernier cas, la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres (surcote - décote) est amortie en mode actuariel.

Une provision pour dépréciation est constituée en cas de dépréciation durable de la valeur des titres déterminée par référence à la valeur recouvrable estimée.

En outre, lorsque la valeur nette comptable des placements à revenu variable est supérieure à la valeur de réalisation globale de ces actifs, une provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques, égale à la différence entre ces deux valeurs, doit être constituée.

### PROVISIONS TECHNIQUES

Une provision pour primes non acquises, correspondant à la partie des primes devant être allouée au prochain exercice ou aux exercices suivants, est calculée police par police, en tenant compte de l'évolution en principal des titres garantis.

Une provision pour sinistres à payer, correspondant à la meilleure estimation du coût potentiel pour le groupe, est constituée, dès lors qu'une obligation assurée présente un risque de perte.

Une provision générale, destinée à couvrir l'évolution des sinistres déclarés et les sinistres futurs, est également constituée. Elle est évaluée sur la base des niveaux de défaut attendus sur le portefeuille assuré en cours et qui n'a pas déjà donné lieu à provisionnement spécifique.

### MARGE BRUTE DES ACTIVITES D'ASSURANCE

La marge brute des activités d'assurance est constituée des primes acquises, des charges de prestations d'assurance comprenant les variations de provisions et des produits nets des placements.

## C. REGLES DE PRESENTATION ET D'EVALUATION

### I. Opérations en devises

Conformément au règlement CRBF n° 89-01 relatif à la comptabilisation des opérations en devises, les actifs, passifs et engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change comptant du dernier jour de la période.

Les gains et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les opérations de couverture de change à terme sont comptabilisées en hors-bilan. La position est inscrite à l'origine sur la base du cours comptant puis le report/déport (différence entre le cours à terme et le cours comptant) est constaté prorata temporis en résultat.

## II. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle – Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Ces créances intègrent les crédits consentis, les comptes ordinaires débiteurs, ainsi que les titres reçus en pension livrée et les valeurs reçues en pension. Le règlement CRC n° 2002-03 modifié par le CRC n° 2005-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du CRBF est appliqué depuis le 1er janvier 2003.

Ce règlement concerne toutes les opérations génératrices d'un risque de crédit (créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, titres à revenu fixe, engagements par signature et instruments financiers).

Pour une contrepartie donnée, le risque de crédit se caractérise par l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de cette dernière par rapport aux engagements qu'elle a souscrits.

### PRETS

Ils sont enregistrés à l'actif à leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat prorata temporis. Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles l'établissement estime probable le risque de ne pas percevoir tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie.

Le classement en encours douteux intervient en tout état de cause lorsque les prêts présentent des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière immobilière), lorsque les encours font l'objet d'une procédure contentieuse ou lorsque la situation financière de la contrepartie est dégradée et se traduit par un risque de non recouvrement.

Les créances présentant des perspectives de recouvrement fortement dégradées sont spécifiquement identifiées au sein des encours douteux comme des encours douteux compromis.

L'identification intervient obligatoirement à la échéance du terme ou à la clôture des relations avec la contrepartie (dans le cas de créances à durée indéterminée).

Dans les autres cas, l'examen de l'éventuel caractère compromis de la créance est effectué au plus tard un an après son classement en douteux, puis régulièrement par la suite.

Les créances jugées définitivement irrécouvrables sont inscrites en pertes, les dépréciations correspondantes faisant l'objet d'une reprise.

Lorsque sur un crédit douteux, les paiements reprennent de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, la créance peut à nouveau être inscrite en encours sain.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés, déterminés en tenant

compte de la situation financière du débiteur et de la valeur actuelle des garanties reçues.

Les intérêts sur créances douteuses sont enregistrés en Produit Net Bancaire et intégralement dépréciés.

### TITRES REÇUS EN PENSION LIVREE ET VALEURS REÇUES EN PENSION

Ils sont portés à l'actif dans un compte représentatif de la créance ainsi générée. Les produits correspondants sont enregistrés en résultat de l'exercice prorata temporis. Les titres pris en pension livrée puis cédés sont enregistrés au passif en dettes de titres. Ils sont dès lors valorisés à leur valeur de marché.

## III. Titres

Les titres sont inscrits au bilan en fonction de leur nature :

- effets publics (bons du Trésor et titres assimilés),
- obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire),
- actions et autres titres à revenu variable.

En application du règlement n° 90-01 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière ces titres sont comptabilisés en fonction de leur portefeuille de destination : investissement, placement, transaction correspondant à l'objet économique de leur détention.

Pour chaque catégorie de portefeuille ils sont soumis à des règles d'évaluation spécifiques décrites infra.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe inscrits en portefeuille de placement ou d'investissement sont identifiés comme douteux selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

### TITRES DE TRANSACTION

Les titres de transaction comprennent, outre des valeurs mobilières, des bons du Trésor et des titres de créances négociables. Ils sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ils se négocient sur des marchés actifs. Les titres de transaction sont comptabilisés à leur date d'acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus, et incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté ils sont valorisés au prix de marché du jour le plus récent. Les écarts de réévaluation ainsi dégagés sont enregistrés en résultat.

### TITRES DE PLACEMENT

Les titres de placement incluent les titres ne répondant pas aux conditions d'un classement au portefeuille de transaction ou d'investissement.

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus. Ils sont gérés selon la méthode du "premier entré, premier sorti" et évalués de la façon suivante, par ensembles homogènes de titres et sans compensation avec les plus values constatées sur les autres catégories de titres :

- obligations : les moins-values latentes calculées par rapport à la valeur de marché sur la base du cours de clôture sont constatées sous forme de dépréciation,

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

— bons du Trésor, TCN et titres du marché interbancaire : des dépréciations sont constituées en fonction de la solvabilité des émetteurs et par référence à des indicateurs de marché.

Les gains sur opérations de microcouverture sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les éventuelles primes ou décotes font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée de vie résiduelle du titre.

## TITRES D'INVESTISSEMENT

Ils sont composés de titres à revenu fixe acquis ou reclassés de la catégorie "titres de placement" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance. Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Les moins-values latentes pouvant exister entre la valeur comptable des titres et leur prix de marché ne font pas l'objet de dépréciation. En revanche, lorsqu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie de la valeur de remboursement à leur échéance une dépréciation est constituée. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres (surcote - décote) est amortie en mode actuariel.

## TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE (TAP)

Les titres de l'activité de portefeuille correspondent à des investissements réalisés de façon régulière avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce ni de participer activement à la gestion opérationnelle de l'entreprise émettrice. Ils sont comptabilisés au prix d'acquisition.

Une dépréciation est constatée pour couvrir la perte de valeur durable des titres due à la dégradation intrinsèque de la situation de la société.

## TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDES

Les titres de participation sont valorisés au coût d'acquisition.

Ils sont évalués à leur valeur d'utilité qui est estimée par référence à différents critères tels que l'actif net, les perspectives de rentabilité, l'actualisation des cash flows futurs.

Des dépréciations sont constituées en cas de perte durable de la valeur d'usage de la société. Les dotations nettes de reprises ainsi que les plus ou moins values de cession de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique "Gains et pertes sur actifs immobilisés".

## IV. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont valorisées à leur coût d'acquisition éventuellement majoré, pour les immeubles, des premières dépenses d'installation et d'aménagement.

Dans le cadre de l'application des nouveaux règlements sur les actifs, six composants ont été retenus pour les immeubles d'exploitation de la banque : gros œuvre, toiture, menuiserie et travaux extérieurs,

gros équipements, petits équipements et agencements, terrain. Les amortissements sont calculés en mode linéaire sur la durée probable d'utilisation. Les immeubles sont ainsi amortis, selon leurs composants, sur des durées comprises entre 10 et 80 ans :

— gros œuvre : 80 ans

— toiture : 60 ans

— menuiseries et travaux extérieurs : 40 ans

— gros équipements : 20 ans

— petits équipements, agencements : 10 ans.

Les installations, aménagements et agencements sont généralement amortis sur 10 ans.

Les logiciels sont en règle générale amortis sur 3 ans.

## V. Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Ces dettes comprennent les dépôts, les emprunts contractés ainsi que les titres donnés en pension livrée et les valeurs données en pension.

### EMPRUNTS

Ils sont inscrits au passif pour leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

### TITRES DONNES EN PENSION LIVREE

La dette générée est inscrite au passif. Les titres sont maintenus dans leur portefeuille d'origine et continuent à être évalués selon les règles applicables à ce portefeuille. Les intérêts correspondants sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

## VI. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont constituées des émissions de titres de créances négociables effectuées par La Banque Postale.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## VII. Provisions

Figurent sous cette rubrique :

— les provisions constituées pour faire face aux engagements sociaux correspondant pour l'essentiel à des indemnités de fin de carrière ;

— les provisions constituées en vertu des dispositions du règlement CRC n° 2000-06 relatif à la comptabilisation des passifs. Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise ; leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, et à l'absence de contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers ;

— provisions sur engagements sur les contrats d'épargne-logement : les comptes et les plans d'épargne logement proposés à la clientèle des particuliers dans le cadre de la loi du 10 juillet 1965 comportent

deux phases : l'une de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi sous forme de prêts immobiliers. L'avis n° 2006-02 du Conseil National de la Comptabilité indique que les engagements aux conséquences défavorables pour les établissements de crédit habilités à recevoir des dépôts d'épargne logement et à consentir des prêts d'épargne logement doivent être provisionnés à chaque arrêté. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit à un taux fixé à la signature du contrat.

## VIII. Dettes subordonnées

Ce poste regroupe les dettes dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du résultat.

## IX. Fonds pour risques bancaires généraux

Ce fonds est destiné à faire face aux risques opérationnels et aux charges inhérentes aux activités bancaires et de gestion des actifs financiers et qui ne peuvent être couverts par ailleurs.

## X. Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements n°90-15, 92-04 et 95-04 du Comité de la Réglementation Bancaire. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

La comptabilisation des résultats sur ces instruments est fonction de l'intention de gestion.

### OPERATIONS DE MACROCOUVERTURE

Les charges et les produits relatifs aux opérations de macrocouverture sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds. Les soultes constatées lors de la résiliation d'instruments financiers de taux sont rapportées immédiatement au compte de résultat.

### OPERATIONS DE MICROCOUVERTURE

Les charges ou produits des instruments affectés dès l'origine à la couverture d'un élément ou d'un ensemble homogène sont enregistrés en résultat de manière symétrique aux produits ou charges de l'élément couvert. Les soultes constatées lors de la résiliation d'instruments financiers de taux sont rapportées immédiatement au compte de résultat.

## AUTRES OPERATIONS

Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Concernant les opérations négociées de gré à gré, les résultats sont enregistrés prorata temporis ou au dénouement du contrat selon leur nature. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées. Les pertes latentes éventuelles définies comme la différence entre la valeur de marché estimée et la valeur comptable font l'objet d'une provision. Les gains ou pertes latents ou réalisés sur les opérations effectuées sur un marché organisé sont directement portés dans les résultats de l'exercice.

## XI. Frais de personnel

Certaines filiales du groupe, pratiquent une politique d'attribution d'options de souscription d'actions, ou d'autres titres de capital, envers leurs salariés ou membres du Directoire. Ces filiales n'étant pas cotées, le groupe s'est engagé à racheter les titres émis suite à l'exercice des options, à un prix basé sur des valeurs de marché ou des formules de calcul. A chaque clôture, le groupe procède à l'évaluation de l'impact qu'aurait l'exercice de ces options sur la quote-part détenue par le groupe dans l'actif net consolidé de ces filiales et l'effet de dilution potentielle est provisionné lorsqu'il est significatif.

## XII. Engagements sociaux

Les engagements sociaux sont en général couverts par des cotisations passées en charges.

S'agissant des droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite, non couverts par des contrats d'assurance, en application de la méthode préférentielle préconisée par la Recommandation n°03-R-01 du CNC ils sont provisionnés selon une méthode actuarielle prenant en compte l'âge et l'ancienneté du personnel, les probabilités de mortalité et de maintien dans le groupe jusqu'à l'âge de départ à la retraite et l'évolution estimée des rémunérations. Il en va de même pour les primes liées à l'attribution des médailles du travail.



# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## II.4 Annexes

### NOTE 1 : OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES/CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Comptes ordinaires débiteurs	37 823	632 675
Comptes et prêts au jour le jour <sup>(1)</sup>		5 911 069
Titres reçus en pension livrée	294 867	141 109
Valeurs non imputées	7 423	
Intérêts courus	5 316	22
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>345 429</b>	<b>6 684 875</b>
<b>DEPRECIATIONS</b>		
<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT A VUE</b>	<b>345 429</b>	<b>6 684 875</b>
Comptes et prêts à terme <sup>(2)</sup>	13 568 281	11 604 107
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés <sup>(3)</sup>	205 475	214 327
Intérêts courus	54 989	4 817
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>13 828 745</b>	<b>11 823 251</b>
<b>DEPRECIATIONS</b>		
<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT A TERME</b>	<b>13 828 745</b>	<b>11 823 251</b>
<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>14 174 174</b>	<b>18 508 126</b>

(1) Dont comptes ouverts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations : 5 771 069 k€ au 31 décembre 2005.

(2) Dont comptes ouverts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au titre de la centralisation du LEP : 11 091 426 k€ au 31 décembre 2006 pour 11 256 368 k€ au 31 décembre 2005.

(3) Il s'agit de prêts subordonnés accordés à Crédit Logement afin de permettre à ce dernier de respecter ses obligations en matière de fonds propres prudentiels.

## NOTE 2 : OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Comptes ordinaires débiteurs	191 010	138 299
Créances douteuses	22 813	64 439
Dépréciations	(11 771)	(14 777)
Intérêts courus	6 130	4 325
<b>COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS</b>	<b>208 182</b>	<b>192 286</b>
Crédits de trésorerie <sup>(1)</sup>	540 001	572 662
Crédits à l'habitat	19 949 766	18 387 106
Valeurs non imputées <sup>(2)</sup>	78 994	95 328
Créances douteuses	78 133	73 995
Dépréciations <sup>(3)</sup>	(60 142)	(63 121)
Intérêts courus	54 580	48 746
<b>AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE ET OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILEES</b>	<b>20 641 332</b>	<b>19 114 716</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>20 849 514</b>	<b>19 307 002</b>

(1) Ce poste comprend notamment les différés de cartes bancaires.

(2) Ce poste comprend les créances relatives aux opérations sur mandats.

(3) Dans l'attente d'une modification du règlement du CRC relatif au risque de crédit, une dépréciation a été constituée sur la base des encours de crédit sains au 31 décembre 2006 pour 19 033 k€. L'exposition au risque de crédit est analysée dans la note 21.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## NOTE 3 : OPERATIONS SUR TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

### A) Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable (en milliers d'euros)

31.12.2006

	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement
<b>Effets publics et valeurs assimilées<sup>(1)</sup></b>			
Valeur brute		5 145 737	33 633 947
Primes / décotes		72 441	218 020
Créances rattachées		104 578	778 884
Dépréciations		(18 666)	(1 720)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>0</b>	<b>5 304 090</b>	<b>34 629 131</b>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe<sup>(1)</sup></b>			
Valeur brute	11 890 705	5 526 735	4 838 543
Primes / décotes		13 842	1 907
Créances rattachées		72 643	140 415
Dépréciations		(27 379)	(2 478)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>11 890 705</b>	<b>5 585 841</b>	<b>4 978 387</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>			
Valeur brute		130 644	
Créances rattachées			
Dépréciations		(73)	
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>0</b>	<b>130 571</b>	
<b>TOTAL NET PAR TYPE DE PORTEFEUILLE</b>	<b>11 890 705</b>	<b>11 020 502</b>	<b>39 607 518</b>

(1) Le risque de contrepartie attaché aux titres à revenu fixe est détaillé en note 21

Le montant des titres cotés s'élève à 10 632 569 k€ au 31 décembre 2006.

31.12.2005						
Titres d'activité de portefeuille	Total	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Titres d'activité de portefeuille	Total
	38 779 684	1 318 359	4 533 425	34 371 617		40 223 401
	290 461		(36 241)	(460 342)		(496 583)
	883 462		97 770	804 233		902 003
	(20 386)		(26 632)			(26 632)
	<b>39 933 221</b>	<b>1 318 359</b>	<b>4 568 322</b>	<b>34 715 508</b>		<b>40 602 189</b>
	22 255 983	8 810 702	1 238 866	6 036 656		16 086 224
	15 749		(6 420)	4 094		(2 326)
	213 058		11 599	164 381		175 980
	(29 857)		(3 116)	(2 946)		(6 062)
	<b>22 454 933</b>	<b>8 810 702</b>	<b>1 240 929</b>	<b>6 202 185</b>		<b>16 253 816</b>
14 026	144 670		166 708		4 008	170 716
(131)	(204)		(113)		(270)	(383)
<b>13 895</b>	<b>144 466</b>		<b>166 595</b>		<b>3 738</b>	<b>170 333</b>
<b>13 895</b>	<b>62 532 620</b>	<b>10 129 061</b>	<b>5 975 846</b>	<b>40 917 693</b>	<b>3 738</b>	<b>57 026 338</b>

## B) Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable – plus ou moins values latentes (en milliers d'euros)

	Titres de placement		Titres d'investissement		Titres d'activité de portefeuille	
	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2005
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>						
Valeur nette comptable	5 304 090	4 568 322	34 629 131	34 715 508		
Valeur de marché	5 199 554	4 474 874	34 164 975	36 175 763		
Plus-values latentes	75	2 692	547 780	2 208 083		
Moins values latentes dépréciées <sup>(1)</sup>	(18 666)	(26 632)	(1 720)			
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>						
Valeur nette comptable	5 585 841	1 240 929	4 978 387	6 202 185		
Valeur de marché	5 514 921	1 245 995	4 902 089	6 355 693		
Plus-values latentes	2 235	16 511	79 836	305 228		
Moins values latentes dépréciées <sup>(1)</sup>	(27 379)	(3 116)	(2 478)	(2 946)		
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>						
Valeur nette comptable	130 571	166 595			13 895	3 738
Valeur de marché et/ou valeur d'utilité pour les TAP	137 478	172 328			13 895	3 738
Plus ou moins values latentes nettes <sup>(1)</sup>	6 852	5 733			(131)	
Moins values latentes dépréciées	(73)	(113)			(131)	(270)

(1) Ces montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés, le cas échéant, en couverture des titres de placement.

Des transferts des portefeuilles de titres de placement vers des portefeuilles de titres d'investissement ont été effectués pour un montant de 990 283 k€ au cours de l'exercice. Il n'y a pas eu de cession de titres d'investissement avant l'échéance.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## NOTE 4 : PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Placements immobiliers	3	
Obligations et autres titres à revenus fixes	192 612	162 684
Actions et autres titres à revenus variables	50 413	34 278
<b>PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE</b>	<b>243 028</b>	<b>196 962</b>

Ce poste retrace les placements d'Assurposte, intégrée proportionnellement dans les comptes du groupe.

## NOTE 5 : PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME (en milliers d'euros)

	31.12.2006	
	Valeur comptable des titres	Avances Dépréciations
Crédit Logement	78 260	
Euronext	59 336	
Europay	1 339	
SA Actigestion	663	
SCPI Atout Pierre Habitation	422	
SCPI Atout Pierre Habitation 2	422	
SAS Carte bleue	185	
Eurogiro	65	
SCI La maison du Capital Investissement	50	
Issy SF2-3	40	
Issy SF2-4	40	
Fédération SF2	40	
GIE CESU	25	
Stelphia Asset Management	12	
BMS Exploitation	8 958	(8 958)
BMS Développement	2 023	(2 023)
SFPMEI	1 001	(1 001)
Issy SF2-2		
Autres	17	
<b>TOTAL DES PARTICIPATIONS ET AVANCES</b>	<b>152 898</b>	<b>(11 982)</b>



31.12.2005

Valeur Nette des titres	Quote part de capital en %	Valeur comptable des titres	Avances	Dépréciations	Valeur Nette des titres	Quote part de capital en %
78 260	6,00%	78 260			78 260	6,00%
59 336	0,72%					
1 339	6,00%	1 339			1 339	6,00%
663	99,93%					
422	1,23%	420			420	1,23%
422	49,35%					
185	7,73%	185			185	7,73%
65	9,52%	65			65	9,52%
50	NC					
40	100,00%	40			40	100,00%
40	100,00%	40			40	100,00%
40	100,00%					
25	16,66%					
12	6,10%	12			12	6,10%
0	13,27%	8 958		(8 958)	0	13,27%
0	9,60%	2 023		(2 023)	0	9,60%
0	9,58%	1 001		(1 001)	0	9,09%
0	-	40			40	100,00%
17						
140 916		92 383		(11 982)	80 401	

## NOTE 6 : PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
	Valeur de mise en équivalence	Dont résultat 2006	Valeur de mise en équivalence	Dont résultat 2005 porté en réserves
Caisse Nationale de Prévoyance	1 140 667	145 095	1 048 838	128 646
Ciloger			1 540	387
Société Financière de Paiement	1 961	455	1 506	7
<b>PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE</b>	<b>1 142 628</b>	<b>145 550</b>	<b>1 051 884</b>	<b>129 040</b>

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## NOTE 7 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	Montant Brut	Amortissements et dépréciations	Montant Net	Montant Brut	Amortissements et dépréciations	Montant Net
Terrains	73 618		73 618	73 740		73 740
Constructions	113 982	(2 723)	111 259	113 787	(1 034)	112 753
Autres Immobilisations d'exploitation	543 438	(311 716)	231 722	533 898	(294 750)	239 148
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>731 038</b>	<b>(314 439)</b>	<b>416 599</b>	<b>721 425</b>	<b>(295 784)</b>	<b>425 641</b>
Frais d'établissement						
Concessions, licences, brevets	109 705	(82 605)	27 100	94 134	(70 924)	23 210
Autres immobilisations incorporelles	230 125	(53 394)	176 731	147 794	(33 698)	114 096
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>339 830</b>	<b>(135 999)</b>	<b>203 831</b>	<b>241 928</b>	<b>(104 622)</b>	<b>137 306</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>	<b>1 070 868</b>	<b>(450 438)</b>	<b>620 430</b>	<b>963 353</b>	<b>(400 406)</b>	<b>562 947</b>

La variation des autres immobilisations incorporelles correspond principalement aux certificats d'association souscrits par La Banque Postale dans le cadre du fonds de garantie des dépôts.

## NOTE 8 : ECARTS D'ACQUISITION ACTIF (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Ecarts d'acquisition bruts au 1 <sup>er</sup> janvier	55 421	
Ecarts résultant de prises de participations et des évolutions de la structure du groupe <sup>(1)</sup>	44 496	55 421
<b>MONTANT BRUT DES ECARTS D'ACQUISITION ACTIF</b>	<b>99 917</b>	<b>55 421</b>
Amortissements au 1 <sup>er</sup> janvier	(22 770)	
■ Dotations nettes aux amortissements	(8 070)	
■ Autres mouvements <sup>(1)</sup>		(22 770)
<b>MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>(30 840)</b>	<b>(22 770)</b>
<b>MONTANT NET DES ECARTS D'ACQUISITION ACTIF</b>	<b>69 077</b>	<b>32 651</b>

(1) L'apport des titres de participation de SF2 au 31 décembre 2005, comme indiqué dans les notes préliminaires des principes comptables, était constitutif d'une prise de contrôle éligible à la méthode de la mise en commun d'intérêts définie au paragraphe 215 du règlement CRC N° 99-07. Cette méthode consiste à substituer au coût d'acquisition des titres de SF2 la valeur nette comptable des actifs et des passifs constitutifs des capitaux propres de ce groupe.

## NOTE 9 : COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Charges constatées d'avance	18 758	19 260
Produits à recevoir	996 128	1 049 153
Comptes d'ajustement sur devises et instruments financiers à terme	1 404	9 810
Comptes d'encaissement	359 030	761
Autres comptes de régularisation <sup>(1)</sup>	5 279 719	4 977 919
Impôts différés Actif <span style="float: right;">note 31</span>	146 674	219 190
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>6 801 713</b>	<b>6 276 093</b>
Instruments conditionnels achetés	619	1 625
Gestion collective des Codevi	2 339 360	2 264 613
Débiteurs divers	664 638	1 535 584
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	20 545	20 437
Intérêts courus	84 190	3
Dépréciations	(511)	(935)
<b>ACTIFS DIVERS</b>	<b>3 108 841</b>	<b>3 821 327</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>	<b>9 910 554</b>	<b>10 097 420</b>

(1) Ce poste représente notamment les comptes de régularisation d'opérations de moyens de paiement des centres financiers.

## NOTE 10 : OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES : DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Comptes ordinaires créditeurs	79 372	73 964
Autres sommes dues	56 270	23 104
<b>DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT A VUE</b>	<b>135 642</b>	<b>97 068</b>
Comptes et emprunts à terme	348 947	287 798
Titres donnés en pension livrée	6 809 047	3 119 658
Intérêts courus	68 161	6 130
<b>DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT A TERME</b>	<b>7 226 155</b>	<b>3 413 586</b>
<b>DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>7 361 797</b>	<b>3 510 654</b>

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## NOTE 11 : OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Plans Epargne Logement	22 841 034	24 988 637
Comptes Epargne Logement	6 244 553	6 288 489
Plans Epargne Populaires	1 152 549	1 310 262
Livrets d'Epargne Populaires	13 048 730	12 835 229
Codevi	2 405 933	2 264 613
Livret jeune	1 131 895	1 122 112
Autres	3 659 211	3 267 488
Dettes rattachées	1 277	9 312
<b>COMPTES D'EPARGNE A REGIME SPECIAL</b>	<b>50 485 182</b>	<b>52 086 142</b>
Comptes ordinaires créditeurs	38 634 360	37 686 205
<b>COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>	<b>38 634 360</b>	<b>37 686 205</b>
Comptes créditeurs à terme	557 859	560 554
Autres sommes dues à la clientèle	1 548 089	1 484 269
Intérêts courus	11 772	20 660
<b>AUTRES DETTES ENVERS LA CLIENTELE</b>	<b>2 117 720</b>	<b>2 065 483</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>91 237 262</b>	<b>91 837 830</b>

Les dispositions relatives à la collecte du Livret A pour le compte de la Caisse Nationale d'Epargne ne sont pas modifiées par les opérations d'apports, les encours collectés restant centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et ne figurent pas au bilan de La Banque Postale. Au 31 décembre 2006, l'encours ainsi centralisé s'élève à 48 817 649 k€ pour 46 905 388 k€ au 31 décembre 2005.

## NOTE 12 : DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Certificats de dépôts	688 506	
Dettes rattachées	1 782	
<b>TITRES DU MARCHE INTERBANCAIRE ET TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES</b>	<b>690 288</b>	<b>0</b>
<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>	<b>690 288</b>	<b>0</b>

## NOTE 13 : PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Provisions techniques vie	130 508	103 070
Provisions techniques non vie	36 975	32 866
Provisions pour égalisation	6 142	5 783
Autres provisions	7 017	5 851
<b>PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE</b>	<b>180 642</b>	<b>147 570</b>

Ce poste retrace les placements d'Assurposte, intégrée proportionnellement dans les comptes du groupe.

## NOTE 14 : COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Produits constatés d'avance	34 378	42 630
Charges à payer	334 071	447 250
Comptes d'ajustement sur devises et instruments financiers à terme	101	15 248
Autres comptes de régularisation <sup>(1)</sup>	5 666 172	6 278 452
Impôts différés passif	note 36 477	88
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>6 035 199</b>	<b>6 783 668</b>
Instruments conditionnels vendus	16	163
Créditeurs divers	1 132 474	1 098 687
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	22 615	2 613
Intérêts courus		231
<b>PASSIFS DIVERS</b>	<b>1 155 105</b>	<b>1 101 694</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>	<b>7 190 304</b>	<b>7 885 362</b>

(1) Ce poste représente notamment les comptes de régularisation d'opérations de moyens de paiement des centres financiers

## NOTE 15 : PROVISIONS (en milliers d'euros)

	31.12.2005	Dotations	Reprises (1)	Autres variations	31.12.2006
Provisions pour retraites et autres engagements sociaux	1 176	4 542	(993)	(37)	4 688
Engagements sur les contrats d'épargne logement	610 617		(237 000)		373 617
Autres provisions	32 041	50 680	(8 276)	350	74 795
<b>PROVISIONS (HORS RISQUE DE CONTREPARTIE)</b>	<b>643 834</b>	<b>55 222</b>	<b>(246 269)</b>	<b>313</b>	<b>453 100</b>
<b>PROVISIONS</b>	<b>643 834</b>	<b>55 222</b>	<b>(246 269)</b>	<b>313</b>	<b>453 100</b>

(1) dont 2 966 k€ de provisions non utilisées

## INFORMATIONS RELATIVES A L'EPARGNE LOGEMENT (en millions d'euros)

Ancienneté	Encours collecté	Crédits octroyés au titre des PEL et CEL	Provisions 2006	Provisions 2005	Mouvements nets de provisions <sup>(2)</sup>
Plus de 10 ans	7 587	436	102	247	(145)
De 10 à 4 ans	12 524	59	28	146	(118)
Moins de 4 ans	2 730	1	63	55	8
<b>Total PEL</b>	<b>22 841</b>	<b>496</b>	<b>193</b>	<b>448</b>	<b>(255)</b>
<b>Total CEL</b>	<b>6 245</b>	<b>1 333</b>	<b>181</b>	<b>163</b>	<b>18</b>
<b>Total</b>	<b>29 086</b>	<b>1 829</b>	<b>374</b>	<b>611</b>	<b>(237)</b>

(2) La variation de provisions correspond à une reprise nette pour utilisation.



## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

**NOTE 16 : DETTES SUBORDONNEES ET AUTRES FONDS PROPRES**  
 (en milliers d'euros)

	Date d'émission	Date d'échéance <sup>(1)</sup>	Taux	Devise d'origine	31.12.2006	31.12.2005
Dettes subordonnées à terme	12 décembre 2006	12 décembre 2016	<sup>(2)</sup>	Euro	500 000	
Dettes rattachées					1 019	
Autres fonds propres					123 855	
<b>TOTAL</b>					<b>624 874</b>	

(1) Un remboursement total anticipé est possible à compter du 12 décembre 2011 sur demande de La Banque Postale.

(2) Référencé à l'Euribor 3 mois.

**NOTE 17 : ELEMENTS DU BILAN CONSOLIDE PAR DUREES RESTANT A COURIR**  
 (en milliers d'euros)

	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31.12.2006
<b>Actif</b>					
Créances sur les établissements de crédit	13 566 881	420 988	135 966	50 339	14 174 174
Créances sur la clientèle	1 265 797	1 259 643	6 202 571	12 121 503	20 849 514
Portefeuilles de titres de placement et d'investissement					
■ Effets publics et valeurs assimilées	1 492 343	2 823 362	24 601 656	11 015 860	39 933 221
■ Obligations et autres titres à revenu fixe	299 915	922 542	8 753 629	588 142	10 564 228
<b>Passif</b>					
Dettes envers les établissements de crédit	4 849 180	2 512 617			7 361 797
Dettes envers la clientèle	87 954 088	1 176 175	2 057 507	49 492	91 237 262
Dettes représentées par un titre					
■ Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	674 788	15 500			690 288

**NOTE 20 : INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME PAR DUREES RESIDUELLES**  
 (en milliers d'euros)

31.12.2006

**OPERATIONS FERMES**

	<= 1an	1 à 5 ans
Contrats de taux	2 173 300	
Swaps de taux	28 031 163	16 915 064

**OPERATIONS CONDITIONNELLES**

	<= 1an	1 à 5 ans
Caps, floors	653	121 330
Swaptions	75 501	(68 286)

## NOTE 18 : ENGAGEMENTS HORS-BILAN RELATIFS AUX OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT ET A TERME ET DE PRETS/EMPRUNTS DE DEVISE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
<b>Opérations de change à terme :</b>		
■ euros à recevoir contre devises à livrer :		658 257
■ devises à recevoir contre euros à livrer :		
<b>Report/déport non couru :</b>		
■ à recevoir		2 021
■ à payer		

## NOTE 19 : INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME (en milliers d'euros)

	31.12.2006				31.12.2005	
	Opérations de gestion de positions		Opérations de couverture		Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture
	Notionel	Juste valeur	Notionel	Juste valeur	Notionel	Notionel
<b>OPERATIONS FERMES</b>						
<b>Marchés organisés</b>						
Contrats de taux	2 173 300	6 205				
<b>Marchés gré à gré</b>						
Swaps de taux	18 106 747	(10 165)	53 356 699	220 122	7 217 035	65 421 277
<b>OPERATIONS CONDITIONNELLES</b>						
<b>Marchés gré à gré</b>						
■ Caps, floors			121 983	1 910		123 980
■ Swaptions			7 215	1 036		412 201

Au 31 décembre 2005, la juste valeur des instruments financiers à terme s'élevait à 245 291 k€.

	31.12.2005				
	> 5ans	Total	<= 1an	1 à 5 ans	> 5ans
					Total
	26 517 219	2 173 300 71 463 446	17 049 364	23 143 848	32 445 100
		121 983 7 215	191 422	756 209 749	123 224 11 030
					412 201

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## NOTE 21 : RISQUES DE CREDIT (en milliers d'euros)

## A) Exposition globale au risque de crédit

	Encours bruts sains	Encours bruts douteux non compromis	Encours bruts douteux compromis	Brut 31.12.2006	Brut 31.12.2005
Créances sur les établissements de crédit	14 174 174			14 174 174	18 508 126
Créances sur la clientèle <sup>(1)</sup>	20 815 826	69 987	35 614	20 921 427	19 384 900
Portefeuille de placement et d'investissement (titres à revenu fixe)	10 594 085			10 594 085	7 449 176
Engagements de financement et de garantie donnés	7 603 543			7 603 543	1 731 554
<b>TOTAL</b>	<b>53 187 628</b>	<b>69 987</b>	<b>35 614</b>	<b>53 293 229</b>	<b>47 073 756</b>

Le Groupe n'a restructuré aucune créance à des conditions hors marché.

(1) Le montant des encours bruts sains restructurés n'est pas significatif

## B) Dépréciations pour risques de crédit

	31.12.2005	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2006
Créances sur la clientèle	77 898	21 201	(27 186)		71 913
<b>DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DES ELEMENTS D'ACTIFS</b>	<b>77 898</b>	<b>21 201</b>	<b>(27 186)</b>	<b>0</b>	<b>71 913</b>
<b>TOTAL DEPRECIATIONS LIEES A UN RISQUE DE CONTREPARTIE<sup>(2)</sup></b>	<b>77 898</b>	<b>21 201</b>	<b>(27 186)</b>	<b>0</b>	<b>71 913</b>
<b>(2) : Dont dépréciations sur</b>					
Encours bruts douteux non compromis	55 908	21 130	(17 565)		59 473
Encours bruts douteux compromis	21 990	71	(9 621)		12 440

## C) Risques de crédit - créances sur la clientèle

	Encours bruts sains	Encours bruts douteux non compromis	Encours bruts douteux compromis	Dépréciations sur encours	Net 31.12.2006
<b>Répartition par secteurs</b>					
■ Etat et secteur public	848				848
■ Entreprises	66 168	295			66 463
■ Particuliers	20 748 810	69 692	35 614	(71 913)	20 782 203
<b>TOTAL PAR SECTEURS</b>	<b>20 815 826</b>	<b>69 987</b>	<b>35 614</b>	<b>(71 913)</b>	<b>20 849 514</b>

## NOTE 22 : INTERETS ET ASSIMILES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	47 651	3 186
Intérêts sur autres comptes et prêts	1 204 057	52 665
Intérêts sur titres reçus en pension livrée	6 544	6 249
Autres intérêts et produits assimilés	0	1
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>1 258 252</b>	<b>62 101</b>
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	(9 410)	(130 480)
Intérêts sur emprunts et sur valeurs données en pension	(8 138)	(1 346 601)
Intérêts sur titres donnés en pension livrée	(227 319)	(63 550)
Autres intérêts et charges assimilées	(2)	
<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>(244 869)</b>	<b>(1 540 631)</b>

Les produits d'intérêts sur comptes et prêts comprennent la rémunération des fonds du Livret A (618 450 k€) et du LEP (459 428 k€) centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette rémunération couvre les intérêts versés aux déposants figurant au poste "intérêts et charges assimilées avec la clientèle" et le complément de rémunération perçu par La Banque Postale.

## NOTE 23 : INTERETS ET ASSIMILES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	18 472	
Intérêts sur créances commerciales et crédits à la clientèle		
■ Intérêts sur crédits de trésorerie	1 534	
■ Intérêts sur crédits au logement	857 795	
■ Autres intérêts	714	
Autres intérêts et produits assimilés	237 249	
Intérêts douteux	2 379	
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>1 118 143</b>	<b>0</b>
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	(35 574)	
Intérêts sur comptes créditeurs à terme, emprunts et valeurs données en pension	(18 933)	
Comptes d'épargne à régime spécial	(1 583 180)	
Autres intérêts et charges assimilées	(1 339)	
<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>(1 639 026)</b>	<b>0</b>

Les intérêts et charges assimilées sur comptes d'épargne à régime spécial comprennent notamment les intérêts versés aux clients sur comptes LEP et Codevi pour 487 397 k€.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## NOTE 24 : INTERETS ET ASSIMILES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Intérêts et produits assimilés sur titres de placement	346 099	9 135
Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	1 734 450	1 353 062
Autres intérêts et produits assimilés <sup>(1)</sup>	85 270	819 063
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE</b>	<b>2 165 819</b>	<b>2 181 260</b>
Intérêts sur certificats de dépôts négociables et bons à moyen terme négociables	(59 589)	(16 101)
Autres charges d'intérêts <sup>(1)</sup>	(1 320)	(728 349)
<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE</b>	<b>(60 909)</b>	<b>(744 450)</b>

(1) Cette rubrique comportait en 2005 des intérêts courus relatifs aux swaps de gestion globale présentés en 2006 sur les postes autres intérêts.

## NOTE 25 : REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Revenus des participations	4 414	
<b>REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE</b>	<b>4 414</b>	

## NOTE 26 : PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	695	(101)	12	(24)
Opérations avec la clientèle	874 549	(69 285)		
Opérations sur titres	14 640	(4 511)		(2 248)
Opérations sur instruments financiers à terme		(1 188)		(364)
Prestations de services financiers	918 636	(128 139)	2 376	(2)
Autres commissions	6 980	(67)		
<b>COMMISSIONS</b>	<b>1 815 500</b>	<b>(203 291)</b>	<b>2 388</b>	<b>(2 638)</b>



## NOTE 27 : GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Résultat sur opérations sur titres de transaction	324 599	157 862
Résultat sur opérations sur instruments de change	17 908	(132)
Résultat sur opérations sur instruments financiers	(12 415)	(14 334)
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>330 092</b>	<b>143 396</b>

## NOTE 28 : GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Résultat de cession des titres de placement	(81 871)	1 236
Dotations / reprises aux dépréciations sur titres de placement	(16 131)	89
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENT</b>	<b>(98 002)</b>	<b>1 325</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>(98 002)</b>	<b>1 325</b>

## NOTE 29 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE NETS (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Charges refacturées, produits rétrocédés et transferts de charges	39 779		319	
Autres produits et charges divers d'exploitation	17 823	(62 232)	40	(46)
Dotations reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	7 593	(8 390)		
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>65 195</b>	<b>(70 622)</b>	<b>359</b>	<b>(46)</b>
<b>MONTANT NET DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>(5 427)</b>		<b>313</b>	

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## NOTE 30 : MARGE BRUTE DES ACTIVITES D'ASSURANCE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Primes ou cotisations acquises, payées ou provisionnées	101 498	
Charges de prestations, nettes de cessions ou rétrocessions	(65 687)	
Produits nets des placements alloués	(1 559)	
<b>MARGE BRUTE DES ACTIVITES D'ASSURANCE</b>	<b>34 252</b>	<b>0</b>
<b>Passage de la marge brute au résultat technique</b>		
<b>Marge brute des activités d'assurance</b>	<b>34 252</b>	
Frais administratifs par destination	(24 811)	
Dotations nettes aux amortissements d'exploitation	(7)	
<b>RESULTAT TECHNIQUE</b>	<b>9 434</b>	

## NOTE 31 : FRAIS DE PERSONNEL (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Salaires et traitements	(73 336)	(6 032)
Charges de retraite nettes de provisions pour indemnités de fin de carrière et avantages assimilés	(9 444)	(58)
Autres charges sociales	(28 606)	(3 043)
Intéressement	(4 904)	(426)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	(11 766)	(980)
Dotations / reprises de provisions	(263)	(69)
Transfert de charges de personnel	2 771	
<b>FRAIS DE PERSONNEL</b>	<b>(125 548)</b>	<b>(10 608)</b>

L'effectif moyen des entités consolidées par intégration globale et proportionnelle s'élève à 1 234 personnes au 31 décembre 2006.

Le montant des jetons de présence alloués aux administrateurs s'est élevé à 282 k€ en 2006, contre 55 k€ au 31 décembre 2005.

## NOTE 32 : AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Impôts et taxes	(27 802)	(4 304)
Loyers, charges locatives	(41 941)	(1 665)
Honoraires	(48 638)	(20 405)
Autres charges d'exploitation	(3 901 633)	(3 715)
Dotations reprises nettes de provisions	(2 709)	
<b>AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>(4 022 723)</b>	<b>(30 089)</b>

Les autres charges d'exploitation comprennent notamment les charges liées aux conventions de service entre La Poste et La Banque Postale pour 3 289 M€.

## NOTE 33 : DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	(85 967)	(1 296)
<b>DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>(85 967)</b>	<b>(1 296)</b>
<b>DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>	<b>(85 967)</b>	<b>(1 296)</b>

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## NOTE 34 : COUT DU RISQUE (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Dotations aux provisions pour		
■ Clientèle et établissements de crédit	(21 861)	
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	<b>(21 861)</b>	
Reprises de provisions pour		
■ Clientèle et établissements de crédit	27 186	
■ Titres	188	
<b>REPRISES DE PROVISIONS</b>	<b>27 374</b>	
Pertes et récupérations		
■ Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	(11 104)	
■ Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	(7 167)	
■ Récupération sur créances amorties	3 851	
<b>PERTES ET RECUPERATIONS</b>	<b>(14 420)</b>	
<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>(8 907)</b>	

Les mouvements de dépréciations liées à un risque de contreparties sont détaillés en note 21.

## NOTE 35 : GAINS ET PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
<b>GAINS OU PERTES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>	<b>(1 396)</b>	<b>(39)</b>
Gains ou pertes sur cession des participations et gains ou pertes sur avances	(913)	(9)
Dotations/reprises aux dépréciations	846	
Solde en bénéfice ou perte des opérations sur titres de participation et avances	(67)	(9)
<b>GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME</b>	<b>(67)</b>	<b>(9)</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>(1 463)</b>	<b>(48)</b>

## NOTE 36 : IMPOTS SUR LES BENEFICES (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
<b>A) Ventilation des charges et produits d'impôts différés et exigibles</b>		
Impôt sur les sociétés	(56 686)	(21 921)
Impôts différés	(72 906)	(270)
<b>CHARGE D'IMPOT</b>	<b>(129 592)</b>	<b>(22 191)</b>
<b>B) Analyse des stocks d'impôts différés au bilan</b>		
Impôts différés actifs	146 674	219 190
Impôts différés passifs	477	88
Impôts différés nets au bilan	146 197	219 102
<b>C) Réconciliation entre le taux d'impôt au taux normal en vigueur en France et le taux effectif d'impôt du groupe</b>		
Résultat avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition, résultat des sociétés mises en équivalence et mouvements sur le FRBG (en milliers d'euros)	364 510	
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant les contributions additionnelles)	34,43 %	
Effets des éléments de résultat négatifs	0,38 %	
Imputation des avoirs fiscaux et autres sources d'économie d'impôts	-0,10 %	
Différence sur les taux et mode de détermination de l'impôt à l'étranger	-0,02 %	
Différences permanentes et autres	0,86 %	
<b>Taux effectif d'impôt du groupe</b>	<b>35,55 %</b>	

## NOTE 37 : IMPACT DES OPERATIONS DE STRUCTURE (en milliers d'euros)

Comme indiqué dans les notes préliminaires, l'apport des Services Financiers de La Poste, y compris la participation dans SF2 et des biens droits et obligations liés à la Caisse Nationale d'Epargne, a été réalisé en date du 31 décembre 2005.

Le tableau ci-après fournit pour les principaux éléments apportés du Produit Net Bancaire des données comparatives au 31 décembre 2005 lorsqu'elles étaient disponibles ou pouvaient être reconstituées de manière fiable.

	31.12.2006	31.12.2005
Marge d'intérêts	2 735 184	2 659 051
Revenus des titres à revenu variable	4 414	3 180
Commissions nettes	1 612 209	1 421 400
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	330 092	154 186
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(98 002)	49 972
Autres produits et charges d'exploitation bancaire nets	(5 427)	15 447
Marge brute des activités d'assurance	34 252	29 499
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>4 612 722</b>	<b>4 332 735</b>



## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

**NOTE 38 : INFORMATION SECTORIELLE / SYNTHESE DES RESULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITE**  
 (en milliers d'euros)

	Banque de détail	Gestion d'actifs	Assurance	Total consolidé 31.12.2006
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>4 329 185</b>	<b>213 247</b>	<b>70 290</b>	<b>4 612 722</b>
Frais généraux	(4 012 740)	(187 153)	(34 345)	(4 234 238)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>316 445</b>	<b>26 094</b>	<b>35 945</b>	<b>378 484</b>
Coût du risque	(9 095)	188		(8 907)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>307 350</b>	<b>26 282</b>	<b>35 945</b>	<b>369 577</b>
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	455		145 095	145 550
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(1 076)	(386)	(1)	(1 463)
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>	<b>306 729</b>	<b>25 896</b>	<b>181 039</b>	<b>513 664</b>
Résultat exceptionnel	1		90	91
Impôts sur les bénéfices	(108 052)	(9 227)	(12 313)	(129 592)
Dotations nettes aux amortissement des écarts d'acquisition		(6 922)	(1 148)	(8 070)
Dotations nettes au frbg				0
Intérêts minoritaires		(3 695)		(3 695)
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>198 678</b>	<b>6 052</b>	<b>167 668</b>	<b>372 398</b>

## NOTE 39 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE (en milliers d'euros)

SOCIETES	Nationalité	METH <sup>(1)</sup>	% Contrôle 2006	% Intérêt 2006	% Contrôle 2005	% Intérêt 2005
LA BANQUE POSTALE (ex. EFIPOSTE)	Française	MERE	100,00	100,00	100,00	100,00
SCI CRSF DOM <sup>(2)</sup>	Française	GLOB	99,94	99,94	99,94	99,94
SCI CRSF METROPOLE <sup>(2)</sup>	Française	GLOB	100,00	100,00	100,00	100,00
SF2	Française	GLOB	100,00	100,00	100,00	100,00
SOCIETE FINANCIERE DE PAIEMENTS	Française	EQUI	49,00	49,00	49,00	49,00
TITRES CADEAUX	Française	PROP	50,00	50,00	-	-

### Assurance

#### Groupe CNP

CNP ASSURANCES	Française	EQUI	35,48	17,75	35,48	17,75
ASSURBAIL	Française	EQUI		17,58		17,58
CNP IAM	Française	EQUI		17,75		17,75
CNP INTERNATIONAL	Française	EQUI		17,75		17,75
CNP SEGUROS DE VIDA	Brésilienne	EQUI		13,57		13,57
Groupe CAIXA SEGUROS	Brésilienne	EQUI		9,19		9,19
ECUREUIL VIE	Française	EQUI		8,88		8,88
CNP CAPITALIA VITA (Ex. FINECO VITA)	Italienne	EQUI		10,21		10,21
GLOBAL	Portugaise	EQUI		14,82		14,82
GLOBAL VIDA	Portugaise	EQUI		14,83		14,83
Groupe IXIS ASSET MANAGEMENT	Française	EQUI		2,74		3,55
INVESTISSEMENT TRESOR VIE	Française	EQUI		17,75		17,75
PREVIPOSTE	Française	EQUI		17,75		17,75
SCI CNP IMMOBILIER	Française	EQUI		17,75		17,75
SICAC	Française	EQUI		17,75		17,75
ASSURPOSTE	Française	PROP	50,00	50,00	50,00	50,00
SOGERCO	Française	GLOB	100,00	100,00	100,00	100,00
SOPASSURE	Française	PROP	50,02	50,02	50,02	50,02

### Gestion d'actifs

CILOGER	Française	PROP	45,00	45,00	29,97	29,97
EF PRIMO	Française	GLOB	100,00	100,00	99,85	99,85
EFIPOSTE GESTION	Française	GLOB	100,00	100,00	99,99	99,99
EUROPOSTE MANAGEMENT Cie	Luxembourg	GLOB	99,12	99,12	99,12	64,43
LA BANQUE POSTALE						
ASSET MANAGEMENT (Ex. SOGEPOSTE)	Française	GLOB	100,00	100,00	65,00	65,00
X ANGE PRIVATE EQUITY	Française	GLOB	56,40	56,40	56,40	56,40

(1) Méthodes de consolidation : GLOB : Intégration Globale  
PROP : Intégration Proportionnelle  
EQUI : Mise en Equivalence

(2) SCI détenant les immeubles d'exploitation de la banque.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

### Exercice clos le 31 décembre 2006

Aux actionnaires  
LA BANQUE POSTALE  
34, rue de la Fédération  
75015 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société La Banque Postale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

##### *Estimations comptables*

– votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (paragraphe 2 de la partie “Règles de présentation et d'évaluation” de la note préliminaire). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des provisions spécifiques et générales ;

– votre société constitue une provision pour couvrir les conséquences défavorables estimées des contrats d'Epargne Logement (paragraphe 7 de la partie "Règles de présentation et d'évaluation" de la note préliminaire). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à la vérification des modèles et à la détermination des paramètres utilisés;

– les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritères (paragraphe 3 de la partie "Règles de présentation et d'évaluation" de la note préliminaire). Nous avons revu les approches et hypothèses retenues par la société dans la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations à la date de clôture.

– sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions (paragraphe 7 de la partie "Règles de présentation et d'évaluation" de la note préliminaire) s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre société pour identifier et évaluer les risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 10 avril 2007

#### Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine



Gérard Hautefeuille



Agnès Husherr

**Mazars et Guérard**  
61 rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie



Guillaume Potel

# INFORMATIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX

## IV. INFORMATIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX

### IV.1 Bilan et Compte de Résultat

#### A. BILAN SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2006 (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
<b>Actif</b>		
CAISSE, BANQUES CENTRALES	1 371 618	153 496
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	39 933 222	40 602 190
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	14 165 398	18 486 493
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>		
Comptes ordinaires débiteurs	221 942	279 229
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle et opérations de crédit-bail et assimilées	20 641 334	19 114 716
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	22 454 932	16 253 816
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	68 341	60 619
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	59 336	
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	1 346 162	1 254 780
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	203 179	150 722
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	141 601	137 016
AUTRES ACTIFS	2 958 060	3 772 501
COMPTES DE REGULARISATION	6 656 720	6 039 779
<b>TOTAL</b>	<b>110 221 845</b>	<b>106 305 357</b>



## Passif

	31.12.2006	31.12.2005
<b>BANQUES CENTRALES</b>		
<b>DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>7 361 497</b>	<b>3 510 654</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>		
Comptes d'épargne à régime spécial	50 485 182	52 086 143
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle	38 695 803	37 690 103
Autres dettes envers la clientèle	2 117 721	2 065 483
<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>		
Bons de caisses		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	690 288	
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>1 097 478</b>	<b>1 068 058</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>6 028 430</b>	<b>6 742 673</b>
<b>PROVISIONS</b>	<b>449 408</b>	<b>641 568</b>
<b>DETTES SUBORDONNEES</b>	<b>501 019</b>	
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)</b>	<b>22 000</b>	<b>22 000</b>
<b>CAPITAUX PROPRES SOCIAUX (HORS FRBG)</b>		
Capital souscrit	2 342 454	2 342 454
Primes d'émission et d'apport		
Réserves	103 875	86 032
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement	167	164
Report à nouveau	1 665	2 967
Résultat de l'exercice	324 858	47 059
<b>TOTAL</b>	<b>110 221 845</b>	<b>106 305 357</b>

# INFORMATIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX

## B. HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2006 (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT, DE GARANTIE ET ENGAGEMENTS SUR TITRES DONNES</b>		
Engagements de financement		
■ en faveur d'établissements de crédit	158 678	143 807
■ en faveur de la clientèle	7 444 865	1 587 747
Engagements sur titres		
■ titres à livrer	26 038	3 882
Engagements donnés par les entreprises d'assurance		
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT, DE GARANTIE ET ENGAGEMENTS SUR TITRES REÇUS</b>		
Engagements de financement		
■ reçus d'établissements de crédit		
■ reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
■ titres à recevoir	6 031	3 882
Engagements reçus par les entreprises d'assurance		
<b>AUTRES ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS</b>		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus		

Les engagements hors-bilan relatifs aux opérations de change au comptant et à terme et de prêts / emprunts de devises sont décrits dans la note 14.  
Les engagements hors-bilan relatifs aux opérations sur instruments financiers à terme sont décrits dans la note 15.

**Engagement relatif au Crédit Logement :** La Poste, et à la suite des opérations d'apport, La Banque Postale, s'est engagée à maintenir les fonds propres de base du Crédit Logement à hauteur de sa quote-part au sein du capital de cette société, soit 6 %, afin que cette dernière respecte le ratio de solvabilité. Cet engagement conduit La Banque Postale à souscrire, via sa filiale SF2, aux augmentations de capital en titres B. En outre, La Poste, et désormais La Banque Postale, s'est engagée à reconstituer, le cas échéant, le fonds mutuel de garantie de Crédit Logement, qui garantit la défaillance des emprunteurs sur les prêts cautionnés par ce dernier. Le montant de cet engagement, qui correspond à la quote part des encours distribué par le réseau de La Poste, s'élève au 31 décembre 2006 à 158 435 K€.

## C. COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2006 (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES :</b>		
Opérations de trésorerie et interbancaires	1 258 225	62 100
Opérations avec la clientèle	1 121 192	11 631
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 165 820	2 168 335
Autres intérêts et produits assimilés	1 129 292	
<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES :</b>		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-244 867	-1 540 631
Opérations avec la clientèle	-1 639 292	-186
Obligations et autres titres à revenu fixe	-60 909	-744 131
Autres intérêts et charges assimilées	-991 518	
<b>REVENU DES TITRES A REVENU VARIABLE</b>	<b>61 050</b>	
<b>COMMISSIONS (PRODUITS)</b>	<b>1 733 035</b>	<b>7 789</b>
<b>COMMISSIONS (CHARGES)</b>	<b>-203 523</b>	<b>-2 635</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>330 092</b>	<b>143 395</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>-105 433</b>	<b>1 324</b>
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE NETS</b>	<b>54 096</b>	<b>315</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE NETTES</b>	<b>-69 279</b>	<b>-30</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>4 537 979</b>	<b>107 276</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION :</b>		
Frais de personnel	-107 733	-10 348
Autres charges générales d'exploitation	-3 988 298	-28 062
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>-77 579</b>	<b>-1 297</b>
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>364 369</b>	<b>67 569</b>
<b>COÛT DU RISQUE</b>	<b>-8 436</b>	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>355 933</b>	<b>67 569</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>-441</b>	<b>-39</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>355 492</b>	<b>67 530</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	<b>-30 631</b>	<b>-20 412</b>
<b>DOTATIONS NETTES AU FRBG ET AUX PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>-3</b>	<b>-59</b>
<b>RESULTAT NET SOCIAL</b>	<b>324 858</b>	<b>47 059</b>
<b>RESULTAT NET SOCIAL PAR ACTION ( en euros)</b>	<b>15,95</b>	<b>0,05</b>

# INFORMATIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX

## D. PRINCIPALES REGLES DE PRESENTATION ADOPTEES

### I. NOTES PRÉLIMINAIRES

#### Création de La Banque Postale

Les comptes de 2006 retracent les douze premiers mois d'activité effective de La Banque Postale dans le cadre de son nouveau statut et périmètre.

En effet, la fin de l'exercice 2005 a été marquée par la transformation de la société Efiposte, initialement entreprise d'investissement, en La Banque Postale, agréée en tant que banque.

Cette transformation s'est inscrite dans le cadre de la loi n°2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales.

En application de la loi susvisée et du décret d'application du 30 août 2005, les biens, droits et obligations liés aux comptes, livrets et contrats de la Caisse Nationale d'Epargne (CNE) ont été transférés à La Poste le 31 décembre 2005. A cette même date, ces éléments, ainsi que les biens, droits et obligations liés aux Services Financiers de La Poste ont été apportés à Efiposte dont la dénomination sociale est devenue La Banque Postale, en date d'effet juridique et comptable du 31 décembre 2005.

Ces apports comprenaient les participations détenues par La Poste dans le capital de la société SF2 qui exerce une activité de holding (notamment la détention indirecte de 17,75 % des titres de la Caisse Nationale de Prévoyance) et dans le capital des SCI CRSF Métropole et CRSF DOM sociétés civiles immobilières, propriétaires des immeubles d'exploitation de La Banque.

S'agissant d'une opération réalisée entre entités sous contrôle commun, les éléments d'actif et de passif apportés ont été valorisés à la valeur nette comptable.

Les apports ayant une date d'effet au 31 décembre 2005, les résultats 2005 des activités apportées ont été conservés par La Poste.

Conformément aux dispositions de la loi et de son décret d'application sus visés, les dispositions relatives aux fonds collectés sur le livret A pour le compte de la Caisse Nationale d'Epargne ont été maintenues (centralisation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations).

## E. ELEMENTS NECESSAIRES À LA COMPARABILITE DU PNB (En millions d'euros)

Ces informations sont fournies lorsque les données étaient disponibles ou pouvaient être reconstituées de manière fiable.

INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	
REVENU DES TITRES A REVENU VARIABLE	
COMMISSIONS (PRODUITS)	
COMMISSIONS (CHARGES)	
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE NETS	
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE NETTES	

### II. PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX

Les comptes sociaux sont établis conformément aux principes généraux applicables en France aux établissements de crédit.

Détenue à 100 %, La Banque Postale est consolidée dans les comptes de La Poste et fait partie de son périmètre d'intégration fiscale. Compte tenu des termes de la convention, la charge d'impôt dans les comptes de La Banque Postale serait identique en l'absence d'intégration.

### III. CHANGEMENTS DE METHODES ET COMPARABILITE

#### III-a. Changements de méthodes

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice 2006.

#### III-b. Comparabilité des exercices

S'agissant du bilan, les apports liés à la création de La Banque Postale ayant été réalisés le 31 décembre 2005, les données présentées sont directement comparables. Il n'en est pas de même en matière de compte de résultat : les données de l'exercice 2005 correspondent à celles publiées à ce titre par Efiposte.

Afin de faciliter la comparabilité des comptes, une note annexe indique, pour les principaux postes du Produit Net Bancaire, leur valeur au 31 décembre 2005 dans les comptes de La Poste (s'agissant des Services Financiers de cette dernière), dans les comptes des Fonds d'Epargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (pour ce qui concerne les éléments de la Caisse nationale d'épargne) et dans les comptes d'Efiposte.

	31.12.2006	31.12.2005
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	5 675	4 590
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	-2 937	-1 930
REVENU DES TITRES A REVENU VARIABLE	61	
COMMISSIONS (PRODUITS)	1 733	1 520
COMMISSIONS (CHARGES)	-204	-162
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	330	154
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-105	46
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE NETS	54	37
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE NETTES	-69	-45
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>4 538</b>	<b>4 210</b>

## F. TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES AU 31 DECEMBRE 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Situation financière</b>					
Capital social	153 490 503,20	162 000 000,00	162 000 000,00	2 342 454 090,00	2 342 454 090,00
Nombre d'actions	10 068 317,00	10 125 000,00	10 125 000,00	1 018 458 300,00	20 369 166,00
<b>Résultat global</b>					
Chiffre d'affaires*	1 529 438 012,81	2 018 737 392,05	2 189 871 354,57	2 394 860 208,14	7 747 368 226,27
Résultat avant charges d'impôts société, dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions	64 182 445,65	73 641 722,79	68 531 893,21	68 827 013,54	433 070 908,12
Impôts sur les bénéfices	-19 450 669,00	-21 370 249,00	-23 490 502,00	-20 412 458,40	-30 631 279,41
Résultat après charges d'impôts société, dotations aux amortissements et provisions	38 478 640,08	46 964 188,78	41 665 162,53	47 058 852,58	324 858 318,89
Bénéfice distribué	13 088 812,10	15 592 500,00	13 972 500,00	30 553 749,00	161 934 869,70
<b>Résultat réduit à une action</b>					
Résultat après charges d'impôts société, avant dotations aux amortissements et provisions	5,75	6,75	6,44	0,05	16,02
Résultat après charges d'impôts société, dotations aux amortissements et provisions	3,82	4,64	4,12	0,05	15,95
Bénéfice distribué ( proposition)	1,30	1,54	1,38	0,03	7,95
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen	62	69	75	92	1 120
Montant de la masse salariale	3 690 040,98	4 394 195,14	4 908 175,69	6 282 843,71	60 817 995,76
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	1 458 238,17	1 919 139,93	2 011 305,03	2 977 080,21	35 804 599,05

\* Il s'agit de l'ensemble des produits d'exploitation bancaire ( les résultats des opérations financières sont pris pour leur montant net).



# INFORMATIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX

## G. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2006

	FILIALES (+50 % DU CAPITAL DETENU)	
	EFIPOSTE GESTION <sup>1</sup>	EFPRIMO <sup>2</sup>
Numéro SIREN	428 767 941	440 165 041
Capital	1 000 000,00	40 000,00
Réserve et report à nouveau avant affectation des résultats		
Quote-part du capital détenue (Pourcentage)	100,00%	100,00 %
Valeur comptable des titres détenus		
Brute	762 245,08	40 000,00
Nette	762 245,08	40 000,00
Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		
Montant des cautions et avals donnés par société		
Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	547 035,84	0,00
Dividendes encaissés par la société au cours du dernier exercice	2 900 000,00	
Observations	Société de gestion de portefeuille	Société de conseils financiers

1. 34, rue de la Fédération 75115 PARIS Cedex 15

2. 34, rue de la Fédération 75115 PARIS Cedex 15

3. 34, rue de la Fédération 75115 PARIS Cedex 15

4. 4, quai du Pont du Jour 92100 Boulogne-Billancourt

5. 9, rue Georges Pitard 75015 Paris

6. 155 avenue Galliani 93170 Bagnolet

7. Beursplein 5, 1012 JW Amsterdam

			FILIALES (DE 10 % A 50 % DU CAPITAL DETENU)	FILIALES (MOINS DE 10 % DU CAPITAL DETENU)
SF2 <sup>3</sup>	SCI CRSF METROPOLE <sup>4</sup>	SCI CRSF DOM <sup>5</sup>	GIE CR CESU <sup>6</sup>	Euronext <sup>7</sup>
424 176 238	445 061 369	445 047 442	487 708 455	
998 122 624,20	256 412 000,00	2 333 000,00	420 000,00	675 343 000,00
100,00 %	99,99 %	99,93 %	16,66 %	0,72 %
1 086 610 621,60	256 391 996,00	2 331 611,00	25 000,00	59 335 850,00
1 086 610 621,60	256 391 996,00	2 331 611,00	25 000,00	59 335 850,00
79 503,21	27 770 000,00	777 000,00		
54 000 000,00	3 461 291,85			688 500,00
Holding	Société de location de biens immobiliers	Société de location de biens immobiliers	Chèque emploi service universel	Société d'investissement

# INFORMATIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX

## IV.2 Répartition des bénéfices 2006

### Proposition de répartition des bénéfices soumise à l'Assemblée Générale du 26 avril 2007

#### Origine :

Report à nouveau antérieur	1 664 510,76 €
Bénéfice de l'exercice	324 858 318,89 €
<b>Total</b>	<b>326 522 829,65 €</b>

#### Affectation :

■ à la réserve légale	16 242 915,94 €
■ au titre de dividende*	161 934 869,70 €
■ aux autres réserves	147 000 000,00 €
■ au report à nouveau	1 345 044,01 €
<b>Total</b>	<b>326 522 829,65 €</b>

\* Soit un dividende de 7,95 € pour chacune des 20 369 166 actions qui composent le capital social suite au regroupement des actions réalisé en 2006.

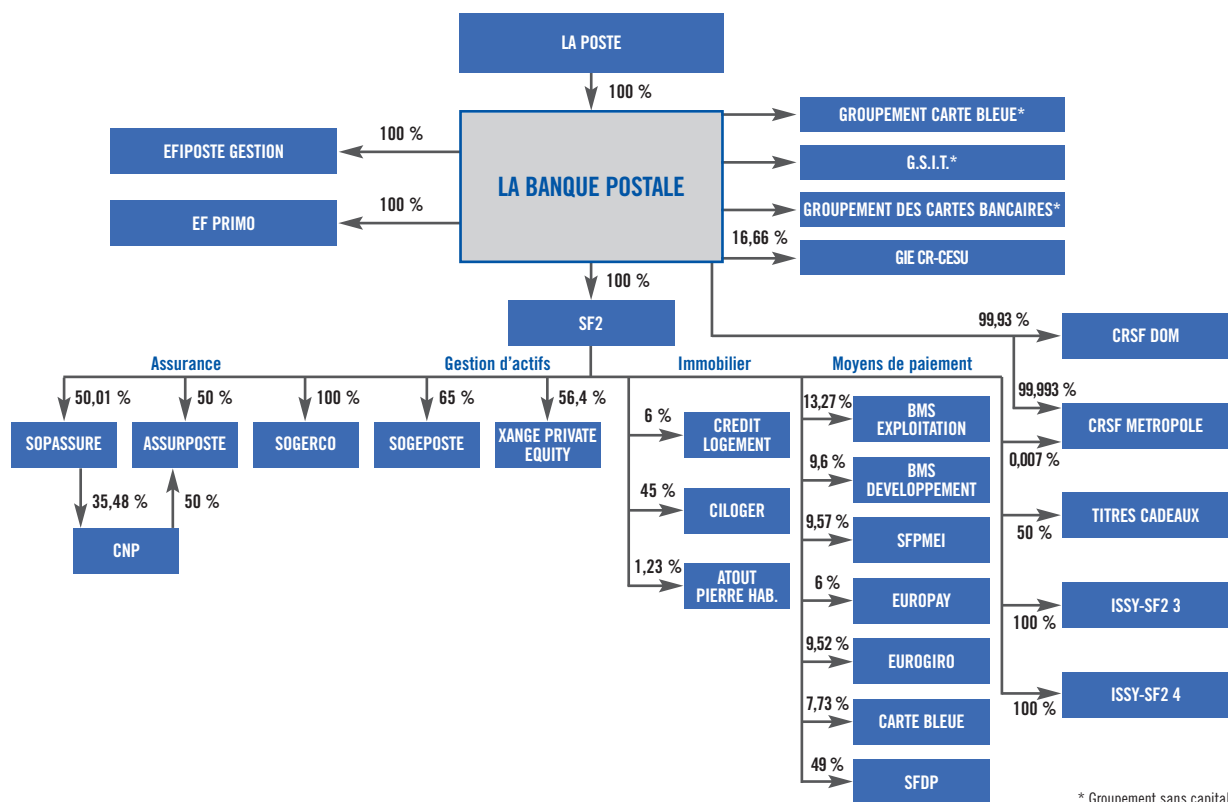
Ce dividende, éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts sera mis en paiement à compter du 29 juin 2007.

Au titre des exercices 2003, 2004 et 2005, les dividendes ont été les suivants :

Exercice	nombre d'actions	montant distribué	dividende par action
2003	10 125 000	15 592 500 €	1,54 €
2004	10 125 000	13 972 500 €	1,38 €
2005	1 018 458 300	30 553 749 €	0,03 €

# PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS

## V. PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS



Les filiales opérationnelles de La Banque Postale sont rassemblées sous la holding SF2 qui avait été apportée le 31/12/2005 par La Poste à la société EfiPoste renommée La Banque Postale. Elles sont segmentées en 4 grands métiers :

- l'assurance,
- la gestion d'actifs,
- l'immobilier,
- les moyens de paiement.

Par ailleurs, La Banque Postale détient en direct :

- quelques participations de place,
- les 2 SCI qui regroupent ses implantations immobilières détenues en propre,
- une société de gestion de portefeuille dédiée à la gestion financière de portefeuilles de valeurs mobilières sous mandat.

# CONTACTS

## Directoire

### WERNER Patrick

*Président du Directoire*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[patrick.werner@labanquepostale.fr](mailto:patrick.werner@labanquepostale.fr)

### BAJOU Philippe

*Membre du Directoire*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[philippe.bajou@labanquepostale.fr](mailto:philippe.bajou@labanquepostale.fr)

## Comité de Direction

### BRASSART Yves

*Directeur Financier*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[yves.brassart@labanquepostale.fr](mailto:yves.brassart@labanquepostale.fr)

### CONDAT Bernard

*Directeur des Ressources Humaines*  
*Directeur de la Qualité,*  
*des Processus et des Procédures*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[bernard.condat@labanquepostale.fr](mailto:bernard.condat@labanquepostale.fr)

### Direction de la Stratégie

La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00

### LEFOLL Sylvie

*Directeur de la Communication*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[sylvie.lefoll@labanquepostale.fr](mailto:sylvie.lefoll@labanquepostale.fr)

### SCHWERER François

*Directeur Juridique*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[francois.schwerer@labanquepostale.fr](mailto:francois.schwerer@labanquepostale.fr)

### CAPLAIN Yves

*Inspecteur Général*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 PARIS Paris 15  
01 56 77 60 00  
[yves.caplain@labanquepostale.fr](mailto:yves.caplain@labanquepostale.fr)

### LEVY Marc

*Directeur de la Conformité*  
La Banque Postale  
CP ES 205  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[marc.levy@labanquepostale.fr](mailto:marc.levy@labanquepostale.fr)

### SAUBOLE Alain

*Directeur des Risques*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[alain.saubole@labanquepostale.fr](mailto:alain.saubole@labanquepostale.fr)

### CHEVAL Marie

*Directrice Marketing et Commerciale*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[marie.cheval@labanquepostale.fr](mailto:marie.cheval@labanquepostale.fr)

### RAYNE Bernard

*Directeur des Opérations Bancaires*  
La Banque Postale  
Immeuble Le Palatino  
17, avenue de Choisy  
75643 Paris CEDEX 13  
01 44 97 50 05  
[bernard.rayne@labanquepostale.fr](mailto:bernard.rayne@labanquepostale.fr)

### SROCZYNSKI Pierre-Manuel

*Directeur des Opérations Financières*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[pierre-manuel.sroczynski@labanquepostale.fr](mailto:pierre-manuel.sroczynski@labanquepostale.fr)

### BLIN Philippe

*Directeur des Systèmes d'Information*  
La Banque Postale  
8-10 rue Truillot  
94854 Ivry sur Seine CEDEX  
01 58 46 90 00  
[philippe.blin@labanquepostale.fr](mailto:philippe.blin@labanquepostale.fr)

### WAJSBROT Danielle

*Directrice du pôle Assurances*  
La Banque Postale  
83 boulevard du Montparnasse  
75006 Paris  
01 42 84 95 70  
[danielle.wajsbrot@labanquepostale.fr](mailto:danielle.wajsbrot@labanquepostale.fr)

### de MARNHAC Bernard

*Secrétaire des Instances*  
La Banque Postale  
34 rue de la Fédération  
75115 Paris CEDEX 15  
01 56 77 60 00  
[bernard.de-marnhac@labanquepostale.fr](mailto:bernard.de-marnhac@labanquepostale.fr)

## Représentants Territoriaux de la Banque

### MOITIE Eric

*Représentant Territorial de la Banque - Paris et 1<sup>ère</sup> couronne*  
La Banque Postale  
Immeuble Aphélon  
62, rue Camille Desmoulins  
92130 Issy-Les-Moulineaux  
01 56 77 64 00  
[eric.moitie@labanquepostale.fr](mailto:eric.moitie@labanquepostale.fr)

### EPSTEIN Catherine

*Représentant Territorial de la Banque - Paris 2<sup>ème</sup> couronne et Picardie*  
La Banque Postale  
Immeuble Aphélon  
62, rue Camille Desmoulins  
92130 Issy-Les-Moulineaux  
01 56 77 64 00  
[catherine.epstein@labanquepostale.fr](mailto:catherine.epstein@labanquepostale.fr)

### FEISSAT Bernard

*Représentant Territorial de la Banque - Nord-Est*  
La Banque Postale  
Tour Lille Europe 1606  
parvis de Rotterdam  
59777 Euralille  
03 20 74 70 20  
[bernard.feissat@labanquepostale.fr](mailto:bernard.feissat@labanquepostale.fr)

### THIEBAULT Jean-Luc

*Représentant Territorial de la Banque - Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes*  
La Banque Postale  
99 cours Gambetta  
69446 Lyon CEDEX 03  
04 37 42 56 10  
[jean-luc.thiebault@labanquepostale.fr](mailto:jean-luc.thiebault@labanquepostale.fr)

### BETTINGER Philippe

*Représentant Territorial de la Banque - Méditerranée*  
La Banque Postale  
165 avenue du Prado  
13008 Marseille  
04 91 29 81 71  
[philippe.bettinger@labanquepostale.fr](mailto:philippe.bettinger@labanquepostale.fr)

### FAIVRE Danièle

*Représentant Territorial de la Banque - Centre, Massif central*  
La Banque Postale  
5 rue de la Céramique  
BP 93336  
87033 Limoges CEDEX 9  
05 55 34 85 30  
[daniele.faire@labanquepostale.fr](mailto:daniele.faire@labanquepostale.fr)

### NOULETTE Patrick

*Représentant Territorial de la Banque - Midi-Atlantique*  
La Banque Postale  
La Cité Mondiale  
23 parvis des Chartrons  
33065 Bordeaux CEDEX  
05 56 90 87 46  
[patrick.noulette@labanquepostale.fr](mailto:patrick.noulette@labanquepostale.fr)

### BOURN Anne-Laure

*Représentant Territorial de la Banque - Ouest, DOM, Corse*  
La Banque Postale  
1 rue du Pré Beauté  
CS 21144  
35011 Rennes CEDEX  
02 99 78 01 21  
[anne-laure.bourn@labanquepostale.fr](mailto:anne-laure.bourn@labanquepostale.fr)



MERCI AUX ACTEURS QUI FONT LA BANQUE AU QUOTIDIEN D'AVOIR CONTRIBUÉ À ILLUSTRER LE PREMIER RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE POSTALE AVEC LEURS PHOTOS PERSONNELLES D'INSTANTANÉS DE VIE ■ AGNÈS BELLIER ■ ANNIE BOUDON ■ BABACAR KOBAR ■ CHRISTIAN CUNY ■ CHRISTINE GICQUEL ■ DELPHINE PROAL ■ ERIC REMOND ■ GILLES HAVARD ■ ISABELLE DUMESTRE ■ ISABELLE OLIVIER ■ JOSIANE BEAUDISSON ■ JULIEN PENNANEC'H ■ LAURE PICARD GUITTET ■ LAURENCE PROLA ■ LAURENT TAILLEFER ■ LILIANE HUYGHUES-BEAUFOND ■ MARC LÉVY ■ MARTINE LAYGUE ■ MICHÈLE BUGAT ■ MOHAMED ID AMAR ■ OLIVIA COMBETTE ■ PATRICK BOLLI ■ PATRICK DUCLOUX ■ PIERRE CONTENCIN ■ PIERRE MANUEL SROCZYNSKI ■ SANDRINE ROGLIANO-MARCADET ■ SÉVERINE DUBOIS ■ SIMONE MONCOUCUT ■ STÉPHAN DE GASSART ■ STÉPHANE HUYGHUES-DESPOINTES ■ SYLVIE DUBAND ■ THIERRY JAVOIS ■ VALÉRIE DEPARDIEU ■ VÉRONIQUE DA ROCHA.

**CREDITS PHOTOS** ■ STEVE MUREZ ■ GETTY IMAGES ■ DENIS - IAN HANNING / RÉA ■ YANN ARTHUS-BERTRAND.





**La Banque Postale**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance,  
au capital de 2 342 454 090 euros.

siège social : 34 rue de la Fédération - 75115 Paris Cedex 15

RCS Paris 421 100 645 - Code APE 651C

[www.labanquepostale.fr](http://www.labanquepostale.fr)

